



PRÉFET DE LA SEINE- MARITIME

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de presse du 19 janvier 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Automatisation, IA, e-commerce... La filière Logistique Seine Normandie lance un nouvel à idées innovantes – Paris Normandie

Visite officielle - ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

- Du Havre à Gaza, l'aide humanitaire tente de se frayer un chemin – Paris Normandie
- Humanitaire. Un convoi de 383 tonnes de vivres pour Gaza est parti du Havre ce dimanche soir - InfoNormandie
- Aide humanitaire à Gaza. Près de 300 tonnes d'affaires, dont des vivres : un porte-conteneurs quitte Le Havre ce soir – Tendance Ouest
- 400 tonnes d'aide humanitaire pour Gaza envoyées par la France depuis le port du Havre – ICI Normandie
- Seine-Maritime. Le port du Havre, point de départ d'une aide humanitaire massive pour Gaza – Le courrier cauchois
- VIDEO. Près de 400 tonnes d'aide alimentaire pour Gaza partent du Havre par porte-conteneurs - 76actu

Solidarité

- Un nouveau centre des Restos du cœur ouvre au Petit-Quevilly, dans l'agglomération de Rouen – ICI Normandie

Sécurité

- Près de Rouen. Pourquoi FR-Alert et les sirènes vont retentir mardi sur Montville et Malaunay ? – Le courrier cauchois
- Sirènes et SMS demain pour un exercice de sécurité - Paris Normandie
- Une lumière suspecte dans le clocher de la cathédrale de Rouen déclenche les secours... - InfoNormandie
- Rouen. L'église Saint-Sever victime d'une profanation : les hosties ont été volées - Tendance Ouest
- Mer. Sauvetage, flotte fantôme russe, trafic de stupéfiants... : les défis qui attendent la préfecture maritime en 2026 - Tendance Ouest
- De 3000 candidats à 450 retenus, comment se passe la sélection des sapeurs-pompiers professionnels ? – France info
- Aménagements routiers et vidéoprotection : cette commune près de Dieppe mise sur la sécurité – Paris Normandie

Faits divers

- « Il n'y a eu ni malaise, ni accident » : à Elbeuf, la direction de la piscine contre la rumeur de noyade - 76actu
- "À travers moi, ce sont mes copains gays qui sont attaqués" : une artiste du cabaret La Sirène à Barbe agressée à Dieppe – France info

- Enfant percuté par une voiture devant une école près de Rouen : un appel à témoins lancé pour retrouver le conducteur en fuite – France info
- Elle proposait des actes sexuels tarifés : la patronne d'un salon de massage de Rouen condamnée pour proxénétisme – France info
- Étretat. La voiture éventre la boulangerie en pleine nuit, quatorze personnes au chômage techniques Normandie
- « Pépito, Minou, la douille... » : cinq dealers et toxicomanes très bavards à Gournay-en-Bray – Paris Normandie

Collectivités locales et équipements publics

- Dans le pays de Caux, l'ombre d'un ancien DGS controversé plane encore sur le débat public – Le Poulpe

Éolien

- Vallée de la Bresle : Enedis prépare le raccordement de trois parcs éoliens – Paris Normandie

Environnement

- Près d'Elbeuf, le projet d'extension du site de déchets dangereux de la Seraf suscite la crainte – Paris Normandie
- À Dieppe, la pêche et la plage interdites à cause d'une pollution de deux rivières – Paris Normandie
- FLASH INFO - Hydrocarbures dans la Béthune et l'Arques : plages fermées et pêche interdite à Dieppe – InfoNormandie
- Environnement. Une pollution aux hydrocarbures détectée dans les cours d'eau jusqu'au port de Dieppe – Tendance Ouest
- Pollution aux hydrocarbures dans le port de Dieppe : la nappe venait d'une fuite de fioul chez un particulier – ICI Normandie
- Présence d'hydrocarbures dans le port de Dieppe : l'accès à la plage est temporairement interdit – France Info
- Environnement. Des hydrocarbures présents dans la Béthune, l'Arques et au port de Dieppe : des moyens déployés pour limiter la pollution – Le courrier cauchois
- Des travaux à cinq millions d'euros à la station d'épuration de Dieppe - 76actu

Influenza aviaire

- Grippe aviaire. Tout risque est écarté pour le Parc de Clères – Le courrier cauchois
- Suspicion de grippe aviaire à Clères : la préfecture lève la surveillance – Paris Normandie

Tempête Gorretti

- Tempête Goretti : encore 85 sacs-poubelles de déchets ramassés sur la plage de Sainte-Adresse, près du Havre – ICI Normandie
- 100 arbres couchés, une vingtaine de bénévoles : comment le château d'Ételan s'organise après le passage de la tempête Goretti ? – France info
- Après la tempête Goretti, la vigilance reste de mise en forêt de Brotonne sur les sentiers pédestres – Paris Normandie

- Veulettes-sur-Mer, une opération de nettoyage organisée sur la plage après la tempête Gorette – Paris Normandie

Santé

- « Il faut conserver les lits » : le cri d'alarme lancé en faveur de l'hôpital de Dieppe – Paris Normandie

Logement

- À Rouen, 165 logements à vendre sur l'ancien site Volkswagen quartier Pasteur – Paris Normandie

Patrimoine

- La cathédrale de Rouen va se parer de nouveaux vitraux, une première en 20 ans – Paris Normandie

Travaux et aménagements

- Rouen. Quels sont les grands chantiers qui sortent de terre en 2026 ? – Tendances Ouest
- Rouen. Pistes cyclables, espaces arborés... Les nouveaux aménagements de la rue Saint-Sever et du Cours Clemenceau ont été livrés – Tendances Ouest
- Travaux de l'Ehpad d'Aumale : une mutualisation de personnels et de services pour obtenir les financements – Paris Normandie
- Mairie, city-stade... le point sur les travaux en cours dans cette commune près de Rouen - 76actu

Éducation

- « On entre dans une autre dimension » : Près de Rouen, ce lycée va gagner gros en déménageant – 76actu
- À Elbeuf, le dispositif Cité éducative prolongé pour trois années supplémentaires - 76actu

Municipales 2026

- Municipales 2026. "Ce qui transformera la société, ce sera la lutte !" : Amaury Renaud est tête de liste NPA-R à Rouen - Tendances Ouest
- Municipales 2026. "On est persuadé que le capitalisme n'a aucun avenir" : Eric Moisan conduit la liste de Lutte ouvrière à Rouen – Tendances Ouest
- Municipales 2026. Jean-Paul Lecoq sera le candidat du Front populaire havrais - Tendances Ouest
- Municipales à Trouville-Alliquerville. "Me représenter ? Je n'ai pas hésité" : Christian Paris candidat à sa réélection - Le courrier cauchois
- Municipales 2026. Le maire sortant, Jean-Louis Navarre, veut « finir de rénover le patrimoine communal » - Paris Normandie
- À Port-Jérôme-sur-Seine, la gauche cherche encore ses candidats pour 2026 – Paris Normandie
- La conseillère d'opposition mène la liste « Saint Léger autrement » - Paris Normandie
- Municipales au Havre. Sécurité, propreté, emploi, stationnement... Franck Keller est à la tête de liste UDR-RN - 76actu

Politique

- Politique : Édouard Philippe en légère hausse, Sébastien Lecornu stable, selon BVA – Paris Normandie

Justice

- Procès du RN : les élus normands Nicolas Bay et Timothée Houssin entendus lundi 19 janvier par les juges – Paris Normandie

En région

- Dérobé par les Nazis, un fragment de la Tapisserie de Bayeux restitué par les autorités allemandes – France info

Acteurs publics

- Les services économiques de l'État fortement incités à renforcer leur collaboration territoriale
- Titularisation des apprentis en situation de handicap : un dispositif pertinent mais peu mobilisé
- L'ANCT publie un guide pratique pour sensibiliser et former les élus au numérique

Automatisation, IA, e-commerce... La filière Logistique Seine Normandie lance un nouvel appel à idées innovantes

Paris Normandie

3-4 minutes

La filière professionnelle de la logistique et de la supply chain ouvre jusqu'au 6 mars 2026 un nouvel appel à idées. Objectif : développer l'innovation au service d'une activité majeure en Normandie.



Publié: 17 Janvier 2026 à 17h26 Temps de lecture: 2 min

Logistique Seine Normandie, la filière d'excellence qui regroupe quelque 250 entreprises adhérentes dans la région, lance un nouvel appel à idées de projets innovants. Ouvert jusqu'au 6 mars 2026, cet appel a pour but de soutenir et de dynamiser le développement des membres du réseau en favorisant de nouvelles solutions, organisations et services dans le domaine de la logistique et de la supply chain. « *Notre objectif est d'accompagner les porteurs de projets dans le développement d'innovations qui répondent aux besoins concrets de l'écosystème normand, tout en renforçant leur compétitivité et leur contribution à une logistique durable* », souligne Stéphanie Motte, la responsable développement et innovation de [LSN](#).

Des enjeux variés

Les projets qui seront présentés aux professionnels de cette filière majeure en Normandie pourront porter sur plusieurs aspects. Parmi eux, la compétitivité et le pilotage de la performance grâce aux

données, à l'automatisation et l'IA ; la décarbonation et la transition écologique ; la logistique e-commerce ; l'attractivité des métiers ; la prévention des risques ; l'économie circulaire et le développement de nouveaux services logistiques. « *Nous souhaitons que cet appel à projets stimule l'innovation collaborative et permette aux porteurs de projets de transformer leurs idées en solutions concrètes, performantes et responsables* », ajoute Stéphanie Motte.

Renseignements : logistique-seine-normandie.com

Lire aussi

[Seine-Maritime : ils créent un site pour aider les entreprises à récupérer les aides financières européennes](#)

[Eure : le Drive Leclerc de Crosville-la-Vieille va s'agrandir, quels impacts pour les clients ?](#)

[Événement Paris Normandie : une soirée pour lancer l'édition 2026 du Guide des décideurs](#)

Contenus sponsorisés

[Annonces légales](#)

[Consulter les annonces](#) [Publier une annonce](#)

Juste pour vous

Du Havre à Gaza, l'aide humanitaire tente de se frayer un chemin

Guillaume LEJEUNE

6–7 minutes

International. Un cargo emportant vingt et un conteneurs de nutriments est parti du Havre dimanche 18 janvier 2026 en direction de Port-Saïd, en Égypte. L'aide humanitaire, très difficile à acheminer jusque dans l'enclave, est destinée à 42 000 enfants de Gaza.



Publié: 18 Janvier 2026 à 19h09 Temps de lecture: 1 min

Organisée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, une opération d'aide humanitaire destinée à [une partie des enfants de Gaza](#) est partie du Havre dimanche 18 janvier 2026 en fin d'après-midi. Le porte-conteneurs *Tokyo*, affrété par la compagnie maritime CMA CGM, doit atteindre Port-Saïd en Égypte dans une dizaine de jours. Ensuite, les vingt et un conteneurs seront transportés jusque dans l'enclave gazaouie.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Pas moins de 383 tonnes de fret (environ 25 000 cartons) ont été chargées sur ce navire, plus précisément des nutriments alimentaires, une pâte alimentaire en sachet. « *Ils peuvent nourrir 42 000 enfants (de 6 mois à 2 ans) à raison d'une dose par jour pendant six mois. La population dans la bande de Gaza s'élève à environ deux millions dont environ la moitié de mineurs* », détaille Pascal Confavreux.

Une première

« *Ce nouvel envoi est assez massif*, poursuit le porte-parole du ministère. *Nous avons acheté la matière à* [Nutriset](#) [société installée

à Malaunay, NDLR] avec l'aide de CMA CGM. La compagnie maritime la transporte également à titre gracieux. C'est la première fois que l'on affrète vingt et un conteneurs d'un coup », annonce-t-il.

Depuis le 7 octobre 2023, 1 300 tonnes d'aide humanitaire ont été expédiées par la France vers Gaza. « Il y avait 135 tonnes de médicaments, plus de 500 tonnes de farine ou encore 35 tonnes de matériel d'abri », détaille Pascal Confavreux. D'autres livraisons sont prévues. Mais « elles sont soumises aux exigences de la logistique et à nos capacités d'achat. Il faut plusieurs semaines pour préparer un tel convoi », souligne le porte-parole.

Territoire palestinien verrouillé

L'un des enjeux porte sur l'acheminement de cette aide humanitaire jusque dans la bande de Gaza par des Organisations non gouvernementales (ONG). Or, les autorités israéliennes n'en ont actuellement agréé que deux.

Le territoire palestinien est verrouillé par l'État hébreu. Les militaires se montrent particulièrement sourcilleux. Ainsi, des piquets de tente peuvent être considérés comme des armes potentielles par les autorités israéliennes. Et ce alors que l'hiver s'est abattu sur Gaza.

Plusieurs pays ont cosigné une déclaration pour, justement, faciliter l'accès des Gazaouis à l'aide humanitaire. « Les restrictions excessives limitent l'aide d'urgence. Nous voulons aussi que davantage d'ONG puissent travailler », insiste Pascal Confavreux depuis le Terminal de France de Port 2000.

Un principe de base

Les ministres des Affaires étrangères du Canada, du Danemark, de la Finlande, de la France, de l'Islande, du Japon, de la Norvège, de la Suède, de la Suisse et du Royaume-Uni s'inquiètent que « plus de la moitié des établissements de santé ne fonctionnent que partiellement et sont confrontés à des pénuries de matériel et d'équipements médicaux de première nécessité. »

Des tonnes d'aide alimentaire sont toujours bloquées. L'État français rappelle régulièrement que l'accès à cette aide d'urgence (nourriture, santé, hygiène notamment) est un principe de base. Les points de passage pour accéder à l'enclave en ruines ne sont pas tous ouverts à ces convois plus qu'essentiels à la survie des

Gazaouis.

Quand bien même la mobilisation de la France, qui se traduit ici par une aide humanitaire de quelques tonnes, pourrait paraître dans le cas présent une goutte d'eau, elle s'articule autour d'une volonté politique plus large [de faciliter une solution de paix durable](#).

L'État français œuvre à la stabilisation et à une nouvelle gouvernance dans cette partie du territoire palestinien. Elle passe par une réforme en profondeur de l'État, par la tenue d'élections démocratiques ou encore par la révision des manuels scolaires dans lesquels la haine est promue.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[La Belgique offre au Havre son fonds du Centre de documentation Raymond Queneau](#)

[Football – HAC : mais qu'il vaut de l'or, ce point gratté au Roazhon Park !](#)

[Football – Ligue 1 : enfin dans la lumière, Lionel Mpasi a été éblouissant](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[La Belgique offre au Havre son fonds du Centre de documentation](#)

[Raymond Queneau](#)



[Football – HAC : mais qu'il vaut de l'or, ce point gratté au Roazhon Park !](#)



[Football – Ligue 1 : enfin dans la lumière, Lionel Mpasi a été éblouissant](#)



[Football – Ligue 1 : le HAC fait le coup presque parfait face au](#)

[Stade Rennais](#)



[Football – Ligue 1. Avec ou sans les recrues ? Le « onze » du HAC dévoilé](#)



[Près du Havre, une famille subit deux incendies de maison en moins de 48 heures](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Humanitaire. Un convoi de 383 tonnes de vivres pour Gaza est parti du Havre ce dimanche soir

infonormandie

2-3 minutes

Un porte-conteneurs a quitté Le Havre ce dimanche soir avec près de 400 tonnes de vivres à destination de Gaza. Cette opération humanitaire française, organisée avec la Fondation CMA CGM et le Programme alimentaire mondial, doit permettre l'acheminement de l'aide par voie maritime puis terrestre vers la population civile.



Le navire, parti ce dimanche soir du Havre, de 383 tonnes de vivres à destination de la bande de Gaza - Photo Préfet de la Seine-Maritime/X

Un porte-conteneurs a quitté le port du Havre dimanche 18 janvier avec à son bord de l'aide humanitaire française destinée à la population civile de la bande de Gaza. Cette opération d'ampleur, coordonnée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, a été menée en partenariat avec la Fondation CMA CGM et le Programme alimentaire mondial.

Le navire, chargé de 383 tonnes de vivres répartis dans 325 000 cartons et 21 conteneurs, a pris la direction de Port-Saïd, en

Égypte. Une fois arrivé à destination, le fret devait être pris en charge par le Programme alimentaire mondial afin d'être acheminé par voie terrestre jusqu'à la bande de Gaza.

Avant le départ du convoi, le Quai d'Orsay avait organisé une séquence presse sur le port du Le Havre. En début d'après-midi, un briefing off s'est tenu autour du porte-parole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, en format hybride, depuis le Havre Port Center.

En fin de journée, les journalistes ont ensuite été conviés à Port 2000, sur les terminaux Normandie. La séquence a permis d'assister au chargement de l'aide humanitaire, à l'ouverture symbolique d'un conteneur et à la montée à bord du navire, avant son départ effectif en début de soirée. L'arrivée à destination de ce convoi humanitaire est prévu dans une dizaine de jours.

- [À Vernon, dans l'Eure, une femme de 83 ans meurt dans l'incendie de son pavillon](#)
- [FLASH INFO - Hydrocarbures dans la Béhune et l'Arques : plages fermées et pêche interdite à Dieppe](#)
- [Accident grave sur l'A13 : une conductrice de 33 ans admise en urgence absolue au CHU de Rouen](#)
- [Une lumière suspecte dans le clocher de la cathédrale de Rouen déclenche les secours...](#)

Aide humanitaire à Gaza. Près de 300 tonnes d'affaires, dont des vivres : un porte-conteneurs quitte Le Havre ce soir

Elvire Alix

~1 minute

Un porte-conteneurs de la compagnie maritime française CMA-
CGM doit quitter le port du Havre ce soir à 18h, transportant à son
bord près de 300 tonnes de matériels destinés à la population de la
bande de Gaza, qui subit un blocus de la part d'Israël.

Un acheminement par l'Egypte

La cargaison est composée essentiellement de vivres, dont une
part importante fournie par l'entreprise rouennaise Nutriset,
spécialisée dans la lutte contre la malnutrition. Cette opération
humanitaire est financée conjointement par le ministère de l'Europe
et des Affaires étrangères, la fondation CMA-CGM et le
Programme alimentaire mondial (PAM). Ce dernier jouera un rôle
central dans la suite de l'acheminement : une fois le navire arrivé à
Port-Saïd, en Egypte, la cargaison sera transportée par voie
terrestre jusqu'à la bande de Gaza.

400 tonnes d'aide humanitaire pour Gaza envoyées par la France depuis le port du Havre - ICI

Lila Lefebvre

6–8 minutes

Portiques servant à décharger les porte-conteneurs à Port 2000, le port du Havre. © Radio France - Lila Lefebvre

Diffusé le lundi 19 janvier 2026 à 7:31

Publié le lundi 19 janvier 2026 à 7:31

Ce dimanche 18 janvier, le ministère de l'Europe des Affaires étrangères a organisé une livraison d'aide humanitaire à destination de la population de Gaza. Un porte-conteneurs CMA CGM est parti du port du Havre à destination de Port Saïd, en Egypte avec 383 tonnes d'alimentation infantile.

Ce dimanche 18 janvier 2026 à 18 heures, un porte-conteneurs est parti du port du Havre pour acheminer jusqu'à Port Saïd, en Egypte, **383 tonnes d'aide alimentaire pour bébé** à destination de la bande de Gaza. Depuis le 7 octobre 2023, la France envoyé 1.700 tonnes d'aide humanitaire à Gaza.

Cette opération d'aide en nature d'ampleur a été organisée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en partenariat avec la Fondation CMA CGM, qui se charge gracieusement du transport, et le Programme alimentaire mondial (PAM). *"Un porte-conteneurs vient de quitter Le Havre direction l'Égypte avec une aide humanitaire d'ampleur pour les Gazaouis"*, s'est réjoui sur X le président de la République Emmanuel Macron.

Pour afficher ce contenu X (anciennement Twitter), vous devez accepter les cookies **Réseaux Sociaux**.

Ces cookies permettent de partager ou réagir directement sur les réseaux sociaux auxquels vous êtes connectés ou d'intégrer du contenu initialement posté sur ces réseaux sociaux. Ils permettent aussi aux réseaux sociaux d'utiliser vos visites sur nos sites et

applications à des fins de personnalisation et de ciblage publicitaire.

De quoi nourrir 42.000 bébés pendant six mois

La cargaison se compose de 25.000 cartons, soit 21 conteneurs de "plumpy doz" de nutriments alimentaires pour bébé de 6 mois à deux ans produits par l'entreprise Nutriset. Installée à Malaunay (Seine-Maritime), Nutriset est spécialiste de l'aide alimentaire : *"il s'agit de petits sachets de pâte composée notamment d'arachide qui permette de limiter la malnutrition"*, détaille Adeline Lescanne, la directrice générale de Nutriset. *Cette cargaison peut nourrir 42.000 enfants à raison d'une dose par jour pendant six mois".*

Les pumply doz sont produites dans l'usine Nutriset de Malaunay, près de Rouen. © Radio France - Lila Lefebvre

Le porte-conteneur, affrété par CMA-CGM part de Port 2000 au Havre jusqu'à Port Saïd en Egypte, où il sera déchargé. *"C'est une livraison qui est classique pour nous,* explique la Fondation CMA CGM, **qui prend à ses frais le coût du transport.** *"Les conteneurs emprunteront la voie maritime classique du porte-conteneurs Tokyo et seront déchargés lors d'une escale,* détaille Marion Dupuy, la responsable de la Fondation CMA CGM. *CMA CGM est présent dans 400 ports dans le monde et nous avons l'habitude de faire des livraisons humanitaires via notre fondation. En 2025, 6.000 tonnes d'aides ont ainsi transité grâce à la fondation : à Gaza, mais aussi au Liban ou en Ukraine, essentiellement par la mer mais aussi par moyens aériens ou terrestres".*

La France s'assurera que l'aide arrive jusqu'au bout

Une fois en Egypte, les conteneurs seront confiés au Programme alimentaire mondial, organisme onusien, qui se chargera de les acheminer par voie terrestre jusqu'à la bande de Gaza. *"Nous continuerons à surveiller les cargaisons pour nous assurer qu'elles arrivent bien à Gaza,* a assuré Pascal Confavreux, porte-parole du Quai d'Orsay. *Nous discutons avec les autorités israéliennes pour qu'elles puissent permettre une entrée bien plus massive de l'aide humanitaire à Gaza".*

"Il n'y a pas assez d'ONG qui sont enregistrées", déplore également le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. *"37 ONG ont été désenregistrées depuis la fin de l'année dernière,*

elles ont jusqu'à fin février pour être enregistrées" et de nouveau opérationnelles, précise-t-il. Des ONG "pour la plupart connues, crédibles et professionnelles", qui doivent, selon lui "pouvoir opérer", assure-t-il. "Nous sommes contre toute privatisation ou militarisation de l'aide humanitaire à Gaza", conclut le Quai d'Orsay.

Depuis le 7 octobre 2023, la France envoyé 1.700 tonnes d'aide humanitaire à Gaza : 1.035 tonnes de médicaments, 500 tonnes de farine, 35 tonnes de tentes et autre matériel d'abris. [En décembre 2023](#), 700 tonnes avaient été acheminées vers Gaza depuis le port du Havre.

- [Le Havre](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Guerre au Proche-Orient](#)
- [Conflit armé](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Une vingtaine d'agriculteurs ont entamé ce lundi 12 janvier une série de contrôles des camions réfrigérés, sur la zone industrielle du port du Havre. Depuis samedi, à l'appel des JA et de la FNSEA, ils ont mis en place un barrage filtrant pour dénoncer l'accord commercial avec le Mercosur.

Le 12/01/2026 à 08:40

- L'équivalent de 11 millions d'euros de cocaïne ont été trouvés dans un conteneur au port du Havre, à la fin du mois de décembre 2025.

Une enquête était menée depuis l'été dernier, trois personnes ont été placées en détention provisoire.

Le 05/01/2026 à 14:51

- Les douanes du Havre sont en première ligne pour s'assurer de la sécurité des jouets qui arriveront sous le sapin à Noël, bien avant ce mois de décembre 2025. Contrefaçons, non-respect des normes européennes, 1,2 million de jouets ont été saisis en 2024, dont une grande partie dans le port normand.
- Les douanes du Havre ont saisi 1300 tonnes de déchets dangereux en partance vers l'Afrique et l'Asie depuis 2023. Le procès d'un trafic présumé s'est tenu le 14 octobre à Rouen. C'est le premier dossier renvoyé en jugement par le pôle régional spécialisé dans les atteintes à l'environnement.

Le 30/10/2025 à 05:00

Seine-Maritime. Le port du Havre, point de départ d'une aide humanitaire massive pour Gaza

Le Courrier Cauchois

5-6 minutes

"La France est pleinement mobilisée pour les populations de Gaza. Un porte-conteneurs vient de quitter Le Havre avec une aide humanitaire d'ampleur pour les Gazaouis." Sur X (ex-Twitter), Emmanuel Macron, le président de la République, s'est félicité du départ du navire commercial Tokyo, de la compagnie maritime française CMA-CGM, qui a quitté les terminaux Normandie de Port 2000 dimanche 18 janvier en fin d'après-midi. Et ce pour dix jours de navigation à destination de Port-Saïd (Egypte). La première étape d'un fret humanitaire qualifié d'"*exceptionnel*" par la France, qui en est à l'origine, afin de soutenir la population civile de Gaza et en particulier les enfants.

Cette opération d'aide en nature, inédite par son ampleur, a été initiée et financée en grande partie par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, qui a pu s'appuyer sur un partenariat avec la Fondation CMA-CGM (qui a participé à l'achat d'une partie des produits, le transporteur maritime assure la livraison de cette cargaison à titre gracieux, N.D.L.R.) et le Programme alimentaire mondial, la plus grande agence humanitaire qui lutte contre la faim et qui est régie par l'ONU.

Cette dernière sera chargée d'acheminer cette aide, par voie terrestre, jusqu'à la bande de Gaza. Parmi les 8 600 autres conteneurs d'expédition empilés en rangées sur le navire, 21 d'entre eux attirent l'attention, avec l'inscription "Action humanitaire France". A l'intérieur, ont été chargés pas moins de 383 tonnes de fret, soit environ 25 000 cartons, avec uniquement des nutriments alimentaires.



"Ce sont des produits qui vont prévenir de la malnutrition, là où la malnutrition aiguë est très importante" Adeline Lescanne, DG du Groupe Nutriset - Luc Gallais

"Nourrir au total 42 000 enfants âgés de six mois à deux ans"

Ces suppléments nutritionnels, réunis dans des sachets, appelés Plumpy'Doz™, ont été fabriqués ces trois dernières semaines par [le Groupe Nutriset](#), spécialiste de l'aide alimentaire, depuis son site de Malaunay. Ils ont été achetés par l'Etat.

"Ce sont des produits qui vont prévenir de la malnutrition, dans des zones où la malnutrition aiguë est très importante. Aujourd'hui à Gaza, un quart des enfants en souffrent, souligne Adeline Lescanne, directrice générale du Groupe Nutriset, qui a déjà envoyé 10 000 tonnes de produits similaires depuis 2023. C'est un sachet à prendre une fois par jour. On a des matières premières qui vont être des arachides, de la poudre de lait, des huiles, du sucre, des minéraux et des vitamines. Mélangés, ils forment une pâte qui va répondre exactement aux besoins pour des enfants. La situation à Gaza et des acteurs humanitaires mobilisés sur place nous touche particulièrement, certains enfants n'ont plus accès à ces produits. Voir que l'Etat est capable de mobiliser des financements pour accompagner ce genre d'opération nous conforte dans notre mission d'aider les populations les plus vulnérables."

"Un énorme travail logistique mené en amont"

"Ces sachets peuvent nourrir au total 42 000 enfants âgés de six

mois à deux ans, qui sont en situation de malnutrition modérée, à raison d'une dose par jour sur une période de six mois, explique Pascal Confavreux, porte-parole du Quai d'Orsay. Cela répond à un réel besoin et c'est un soutien assez massif. C'est un énorme travail logistique qui a été mené en amont pour l'achat, le rassemblement de la cargaison, l'installation dans les conteneurs en lien avec le port du Havre."

Pour la Fondation CMA-CGM, ce fret humanitaire s'inscrit dans le prolongement de ses actions partout dans le monde. *"L'an dernier, on a acheminé 6 000 conteneurs humanitaires transportés à titre gracieux. On a déjà mené des opérations du même type au Liban, en Turquie, en Ukraine. Une nouvelle fois, on mobilise une expertise logistique et les outils maritimes pour assurer que la cargaison soit bien réceptionnée par le Programme alimentaire mondial, déclare Marion Dupuy, sa responsable. On peut s'appuyer sur toutes les lignes maritimes de notre groupe, présent dans 400 ports dans le monde, cela permet à ce navire de faire une escale classique."*

Déjà 1 300 tonnes d'aide alimentaire

Depuis les attaques terroristes du 7 octobre 2023 en Israël qui ont coûté la vie à au moins 1 219 personnes et engendré la reprise du conflit entre Israël et la Palestine, la France avait expédié, avant ce nouveau fret, 1 300 tonnes d'aide humanitaire. Cela comportait de nombreux médicaments (135 tonnes), des produits alimentaires, de la farine (500 tonnes), des tentes et autres matériels servant à des abris.

Vidéo. VIDEO. Près de 400 tonnes d'aide alimentaire pour Gaza partent du Havre par porte-conteneurs

5–6 minutes

Un fret humanitaire est parti du port du Havre ce dimanche 18 janvier, direction Gaza, pour venir en aide à quelque 42 000 enfants malnutris. Reportage sur les quais de Port 2000.

Sur le même thème

[Humanitaire](#)

[Port du Havre](#)

Par [Delphine Revol](#) Publié le 18 janv. 2026 à 20h20

Opération d'envergure ce dimanche 18 janvier 2026 au port du [Havre](#) : le Quai d'Orsay a financé 383 tonnes de fret humanitaire pour venir en **aide la population de Gaza**. Sur le porte-conteneurs Tokyo de la CMA-CGM, dont la Fondation éponyme est partenaire de l'opération, quelque **21 conteneurs** ont été embarqués, parmi 8 600 autres conteneurs que compte ce navire commercial.

À l'intérieur des 21 conteneurs achetés par l'État français, pas moins de **25 000 cartons** contenant des nutriments alimentaires pour les enfants en bas âges ont été chargés. Un achat de marchandises en partie financé par la **Fondation CMA-CGM**, habituée à transporter du fret humanitaire.

« Un quart des enfants gazaouis souffrent de malnutrition aiguë »

Ces sachets Plumpy'Doz™, produits par **Nutriset**, entreprise normande spécialisée dans les solutions pour les personnes malnutries, prennent l'aspect d'une pâte fabriquée à base d'arachide pour prévenir la malnutrition aiguë.

« Aujourd'hui à Gaza, un quart des enfants souffrent de malnutrition aiguë » assure **Adeline Lescanne**, directrice générale Nutriset, pendant le chargement des Plumpy'Doz à Port 2 000.

Pour ce convoi humanitaire, les sachets de nutriments vont permettre à **42 000 enfants sur place**, âgés de 6 mois à 2 ans, selon un programme étalé sur six mois, d'avoir une nourriture adaptée à leurs besoins.

Une aide bienvenue pour la population en souffrance dans les territoires palestiniens, mais une goutte d'eau dans l'océan quand on estime à **près d'un million d'enfants sinistrés à Gaza**, pour la plupart souffrant de malnutrition, faute d'accès à l'aide humanitaire. C'est là toute la problématique à laquelle le ministère de l'Europe et des affaires étrangères est confronté.



Sur le port du Havre, Adeline Lescanne, directrice du Nutriset, a assisté au chargement des derniers conteneurs des produits destinés aux enfants malnutris de Gaza. (©DR / 76Actu)

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Les obstacles aux convois humanitaires

Depuis le 7 octobre 2023, la France a fait partir **1 300 tonnes de fret humanitaire** en territoire palestinien, dont 135 tonnes de médicaments, mais aussi de la farine, et du matériel d'abris (tentes, couvertures...). Non sans entraves.

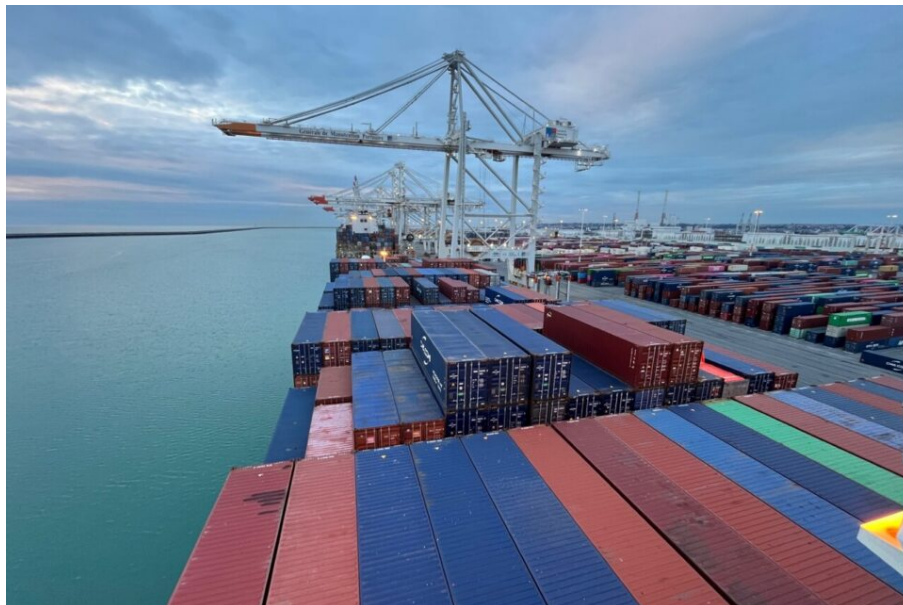
Pascal Confavreux, porte-parole du Quai d'Orsay, confirme les difficultés d'acheminement de certains convois vers Gaza, lors de sa venue au Havre ce dimanche : « Nous faisons en fonction des besoins, en fonction des leviers sur place et des ressources que l'on peut mobiliser ici » précise-t-il. Mais parfois, **les convois**

n'arrivent pas jusqu'à Gaza. « Nous avons déjà eu des difficultés avec un certain nombre de toiles de tentes qui sont bloquées en Jordanie, car les autorités israéliennes considèrent les piquets comme de potentielles armes, de même que les seringues pendant les convois sanitaires ».

Tous les acteurs de l'opération du jour espèrent néanmoins que ce **fret, qui plus est alimentaire et destiné aux enfants**, ne subira pas d'obstacles pour arriver à Gaza et être administrés aux victimes de la guerre.

Le convoi, chargé dimanche à bord de ce **porte-conteneurs long de 271 m**, est parti en fin de journée du Havre, pour douze jours de mer jusqu'à Port-Saïd en Egypte, où les 21 conteneurs de nutriments alimentaires seront débarqués puis pris en charge par le Programme alimentaire mondial (ONU) avant d'être acheminés par voie terrestre jusqu'à la bande de Gaza.

Tout en prodiguant la solution à deux États pour sortir du conflit, le **ministère des affaires étrangères** fait savoir dans un communiqué paru en fin de journée : *« La France rappelle qu'il est urgent qu'Israël lève tous les obstacles pour que les Nations Unies et les ONG puissent continuer à délivrer de l'aide humanitaire de façon indépendante et impartiale dans l'ensemble de la bande de Gaza, conformément au droit international humanitaire et à la résolution 2803 du Conseil de Sécurité des Nations Unies ».*



21 conteneurs comportant près de 400 tonnes de nutriments alimentaires ont été chargés ce dimanche 18 janvier 2026 dans le port du Havre. (©Delphine Revol / 76actu)

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre](#)

[compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Un nouveau centre des Restos du cœur ouvre au Petit-Quevilly, dans l'agglomération de Rouen - ICI

Lila Lefebvre

4–5 minutes

Les bénévoles ont pu commencer à remplir les étagères. © Radio France - Lila Lefebvre

Publié le vendredi 16 janvier 2026 à 20:29

Une nouvelle antenne des Restos du cœur ouvre ce samedi 17 janvier au Petit-Quevilly, dans la métropole rouennaise. Elle vise à désengorger le centre Desseaux, installé également sur la rive gauche de Rouen, où les demandes sont en augmentation.

Ce samedi 17 janvier 2026, une nouvelle antenne des Restos du cœur ouvre rue de Stalingrad au Petit-Quevilly, dans l'agglomération rouennaise. Ce nouveau centre a pour objectif de soulager l'antenne historique de la rue Desseaux, sur la rive droite de Rouen, qui n'arrive plus à répondre à toutes les demandes. Dans un premier temps, le centre du Petit-Quevilly n'ouvrira que les samedis.

*"On est très heureux et très fatigués", plaisante Patrick Sion, un des co-responsables du nouveau centre du Petit-Quevilly depuis un an. Le centre est installé dans un bâtiment de la rue de Stalingrad, **prêté par la mairie** : au premier étage se trouvent les bureaux, et au rez-de-chaussée un espace de 50 mètres carrés pour accueillir les bénéficiaires. "On a dû faire de gros travaux, explique Patrick Sion. Casser une cloison, repeindre... Ce bâtiment était inutilisé depuis 25 ans !"*

25 bénévoles

En plus des travaux, l'année a été consacrée à recruter des bénévoles : *"on a mis des annonces dans les journaux locaux, lancé une campagne avec l'antenne départementale..."*, énumère

Isabelle Buquet, l'autre co-responsable. Yves a rejoint l'équipe il y a deux mois et demi en lisant une annonce dans le magazine de la commune : *"je suis à la retraite et j'avais envie de me sentir utile"*. Depuis, il vient presque tous les jours. Pour le moment, **l'équipe se compose de 25 bénévoles**, mais a pour objectif d'atteindre les 70.

Des étudiants dans un premier temps

Les inscriptions pour les bénéficiaires n'ont débuté que début janvier. *"Pour l'instant, nous allons récupérer tous les étudiants inscrits au centre Desseaux"*, indique Isabelle Buquet. *Le centre Desseaux est surchargé. Ensuite, on inscrira des familles avec enfants"*.

Dans un premier temps, le centre du Petit-Quevilly sera ouvert uniquement les samedis de 9 heures à midi. Si vous voulez devenir bénévole ou être admis comme bénéficiaire, vous pouvez contacter les Restos du cœur de la Seine-Maritime au 02 35 73 25 78, par mail à ad76a.siege@restosducœur.org, ou sur leur site [en cliquant ici](http://en.cliquant.ici).

- [Restos du Cœur](#)
- ["ici" partenaire des Restos du Cœur](#)
- [Précarité](#)
- [Solidarité](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- La Métropole a dévoilé lundi le projet du futur centre des cultures urbaines qui sera construit sur l'île Lacroix à Rouen. Un projet de 4.000 mètres carrés, qui intègre le bâtiment de l'ancienne piscine Océade, à l'abandon depuis 35 ans. Le centre abritera un espace pour les sports de glisse.

Le 24/11/2025 à 19:33

- Percuté par une camionnette ce samedi midi, un échafaudage a menacé de s'effondrer rue Étoupée à Rouen. Les pompiers ont entrepris de le démonter, ce qui leur a pris tout l'après-midi. Heureusement personne n'a été blessé.

Le 08/11/2025 à 22:34

- Un homme de 40 ans est gravement brûlé jeudi 27 mars après l'incendie d'une maison, située rue Jacquard au Petit-Quevilly. Selon les pompiers, l'habitation était squattée. Le feu, parti au rez-de-chaussée, s'est propagé à l'étage et aux combles. Deux autres personnes sont plus légèrement blessées.

Le 28/03/2025 à 17:22

- Le nouveau centre de conservation et de restauration des musées métropolitains accueillera, à Déville-lès-Rouen, environ un million d'objets et d'œuvres d'art, dont les réserves et les collections du Muséum d'histoire naturelle et du Musée des antiquités, dont les bâtiments doivent être rénovés.

Le 17/02/2025 à 05:00

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Près de Rouen. Pourquoi FR-Alert et les sirènes vont retentir mardi sur Montville et Malaunay ?

Luc Gallais

~2 minutes

Pas de panique si vous entendez le bruit des sirènes ou si vous recevez sur votre portable un SMS du dispositif FR-Alert. Il s'agira d'un exercice.

Mardi 20 janvier, un exercice de sécurité civile sera organisé dans le périmètre de [l'entreprise Brenntag](#), un site classé Seveso seuil haut spécialisé dans le stockage de produits chimiques. [Il devait être programmé le 11 décembre](#) mais celui-ci a été reporté en raison des [moyens importants de secours et de coordination déployés après le crash d'un avion de tourisme près de l'aéroport du Havre Octeville](#).

Aucune action requise du public

Cet exercice, coordonné par différents acteurs dont l'industriel, la préfecture de Seine-Maritime, le Service départemental d'incendie et de secours, la gendarmerie ou encore des collectivités locales, va permettre de tester le Plan particulier d'intervention (PPI) de l'entreprise Brenntag. Les habitants de la zone concernée par le PPI vont donc recevoir le message de FR-Alert. Les sirènes de l'exploitant et celles des communes de Montville et Malaunay seront déclenchées, ainsi que le système de téléalerte des riverains. Aucune action n'est requise de la part de la population. L'exercice n'aura aucun impact dans l'espace public.

Sirènes et SMS demain pour un exercice de sécurité

Les sirènes de Montville vont retentir mardi 20 janvier 2026 lors d'un exercice qui restera limité à la société Brenntag.

Pas de panique si, demain, en vous baladant à Montville et Malaunay au nord de Rouen, vous entendez des sirènes, votre téléphone vibre d'alertes SMS FR-Alert et vous recevez des notifications : la préfecture de la Seine-Maritime annonce un vaste exercice centré autour de l'usine Brenntag, classée Seveso seuil haut, pour tester les dispositifs d'alerte et évaluer le plan particulier d'intervention que la société met en œuvre.

Cet exercice devait se tenir le 11 décembre dernier mais avait été reporté à la dernière minute en raison d'un crash d'avion près du Havre, qui avait mobilisé la sécurité civile.

Un faux nuage toxique

Pourquoi Brenntag ? L'industriel classé Seveso emploie 70 personnes sur 10 hectares pour recevoir, stocker et distribuer des acides, des bases, des solvants organiques et des produits chimiques divers, souvent inflammables.

Les riverains sont invités à ne pas réagir aux alertes qu'ils vont recevoir et à ignorer les sirènes pendant l'exercice qui ne dépassera pas les limites de l'entreprise. « Il s'agit d'un exercice sur table », a précisé la préfecture en décembre.

Des SMS d'alerte dans une dizaine de communes

Malgré le caractère fictif de l'alerte, le système FR-Alert va être mis en œuvre à Eslettes, Malaunay et Montville. « On s'attend à ce qu'on appelle des effets de bord », a précisé la préfecture. « Si le périmètre majorant autour de Brenntag est de 610 mètres, vu la configuration des antennes-relais de téléphonie, il est possible que des alertes soient reçues dans une dizaine de communes aux alentours ».

Ne pas paniquer, donc, si l'on reçoit un SMS d'alerte mentionnant la société Brenntag

Une lumière suspecte dans le clocher de la cathédrale de Rouen déclenche les secours...

infonormandie

~3 minutes

Un éclairage resté allumé dans le clocher de la cathédrale de Rouen a suscité l'inquiétude d'un riverain, entraînant l'intervention des sapeurs-pompiers en soirée.

Samedi 17 Janvier 2026 - 09:56



Un projecteur de chantier était simplement resté allumé

Un riverain a contacté les secours ce vendredi en fin de soirée après avoir aperçu une lumière inhabituelle dans le clocher de la cathédrale de Rouen (Seine-Maritime), toujours protégé par une bâche blanche. Sans attendre, le service départemental d'incendie et de secours (Sdis7) a dépêché plusieurs engins avec dix sapeurs-pompiers.

Un projecteur allumé

Les secours ont rapidement procédé aux vérifications nécessaires autour et dans l'édifice. Après reconnaissance, l'origine du

signalement s'est révélée sans danger : un projecteur de chantier était simplement resté allumé.

Aucune anomalie n'a par ailleurs été constatée et aucune mesure supplémentaire n'a été nécessaire. L'éclairage a été coupé et la levée de doute terminée les sapeurs-pompiers sont rentrés à leur caserne.

LES AUTRES INFOS DU JOUR

- [Humanitaire. Un convoi de 383 tonnes de vivres pour Gaza est parti du Havre ce dimanche soir](#)
- [À Vernon, dans l'Eure, une femme de 83 ans meurt dans l'incendie de son pavillon](#)
- [FLASH INFO - Hydrocarbures dans la Béthune et l'Arques : plages fermées et pêche interdite à Dieppe](#)
- [Accident grave sur l'A13 : une conductrice de 33 ans admise en urgence absolue au CHU de Rouen](#)

Mots clés : [cathédrale](#), [pompiers](#), [Rouen](#), [Seine-Maritime](#)

[En ce moment](#) | [En Une](#) | [UNE.2](#) | [L'Essentiel](#) | [Yvelines](#) | [Info-Route](#) | [ENVIRONNEMENT](#) | [Elections législatives 2024](#) | [L'Info en continu](#) | [CRISE SANITAIRE](#) | [NORMANDIE](#) | [Eure](#) | [LOISIRS](#) | [En bref](#) | [SOCIAL](#) | [infoServices](#) | [ACTUALITÉ](#) | [Le journal de l'Armada 2023](#) | [L'album photo de l'Armada 2023 à Rouen](#) | [Notifications](#) | [Articles à écouter](#) | [Le journal des municipales 2026](#)

Rouen. L'église Saint-Sever victime d'une profanation : les hosties ont été volées

Justine Carrère

~1 minute

Le diocèse de Rouen a relayé cette nouvelle dans un communiqué ce samedi 17 janvier. "*Vendredi 16 janvier, [l'église Saint-Sever de Rouen](#) a été victime d'une très grave profanation : les hosties consacrées ont été volées dans le tabernacle de la chapelle du Saint Sacrement*", apprend-on.

L'archevêque et le curé meurtris

"L'auteur de ce sacrilège a violé ce qu'il y a de plus saint pour les catholiques. L'archevêque de Rouen et le curé ainsi que les paroissiens sont meurtris par cet acte", poursuit le diocèse rouennais. Ce dernier exprime sa "profonde tristesse, devant ce qui porte atteinte au sacrement qui réunit les fidèles chaque dimanche". Les autorités compétentes ont été informées et une plainte a été déposée.

Un acte de réparation sera accompli avant l'office dominical, ce samedi 17 janvier à 18h.

Mer. Sauvetage, flotte fantôme russe, trafic de stupéfiants... : les défis qui attendent la préfecture maritime en 2026

Julien Rojo

4-5 minutes

La Marine nationale et la préfecture maritime seront plus que jamais sollicitées en 2026. Vendredi 16 janvier, le vice-amiral d'escadre et [préfet maritime Benoît de Guibert](#), a présenté ses vœux. En présence de plusieurs personnalités politiques, militaires et industrielles, il est revenu sur les actions fortes menées l'an passé et les défis qui attendent la préfecture maritime pour 2026.

Une mobilisation stratégique

"L'hypothèse d'une confrontation de haute intensité avec nos compétiteurs dans un avenir proche est ainsi de plus en plus évoquée", a commencé le vice-amiral d'escadre Benoît de Guibert. Cherbourg-en-Cotentin reste au cœur de la stratégie maritime française. Le préfet a ainsi évoqué les prochains essais du [sous-marin nucléaire d'attaque De Grasse](#), la réalisation d'une partie des pièces du futur porte-avions français, et le démantèlement des sous-marins d'anciennes générations. La flotte cherbourgeoise devrait être entièrement renouvelée d'ici 10 ans. Le patrouilleur de la gendarmerie, Beuzeval, devrait bientôt arriver, en plus patrouilleur côtier Rozel déjà présent. *"Les bâtiments de guerre des mines sont également amenés à être remplacés, tout comme la flotte de remorqueurs portuaires",* précise le préfet. Les hélicoptères en service à Maupertuis et au Touquet seront remplacés par un nouvel hélicoptère.

Cela va entraîner des travaux sur la base navale et les quais. Le commandant maritime est aussi revenu sur la création de l'état-major de la Flottille de réserve côtière, à Cherbourg. Cela consiste à recruter des réservistes opérationnels sur un territoire afin de

soutenir les zones défendues par les militaires actuels. Les deux premières escouades de réserve côtières doivent être créées cette année au Havre et à Dunkerque.

Traquer la flotte fantôme

En dehors de ces efforts stratégiques, la préfecture maritime poursuit ses actions en mer. Elle continue de surveiller le trafic maritime, notamment les mouvements des navires de "la flotte fantôme" russe. Il s'agit de navires assez anciens, dont l'origine est floue, qui serviraient à transporter du pétrole russe, malgré les sanctions internationales. *"Cela représente autour de 10 navires par jour dans la Manche et la mer du Nord. Le Boracay, intercepté en septembre dernier en Atlantique, a d'abord été suivi chez nous"*, explique Benoît de Guibert. La préfecture maritime va continuer sa lutte contre le trafic de stupéfiants par la mer. 87 tonnes de drogue ont été saisies par la Marine nationale en 2025. 248 contrôles en mer ont été réalisés dans le cadre de la police des pêches.

La coordination du sauvetage en mer

La préfecture continue aussi la coordination du [sauvetage en mer](#), avec les moyens de la Marine, de la gendarmerie et des bénévoles de la SNSM. Plus de 2 700 opérations en mer ont été coordonnées depuis le [Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage \(Cross\)](#) à Jobourg, dans le Cotentin. Cela concerne aussi les embarcations de réfugiés qui tentent de rejoindre l'Angleterre. Le dispositif de sauvetage en mer a porté secours à plus de 6 000 naufragés dans la Manche, l'an passé.

Gérer les espaces marins

"Je suis finalement presque devenu un gestionnaire du 'Plan local d'urbanisme de la mer', garant du partage, de la cohabitation", plaisante Benoît de Guibert. Il a souligné l'importance de la préservation de l'environnement. La Marine est aussi mobilisée dans [le déminage](#). 146 opérations de ce type ont été conduites l'an passé. Cela a permis de neutraliser près de neuf tonnes de munitions issues du passé de la Normandie.

De 3000 candidats à 450 retenus, comment se passe la sélection des sapeurs-pompiers professionnels ?

Écrit par Quentin Bral

3-4 minutes

Ils étaient plus de 3000 au départ. Après les épreuves écrites et quelques désistements, ils étaient un peu moins de 2000 à passer les épreuves physiques. Les sapeurs-pompiers volontaires se présentaient aux épreuves pratiques cette semaine pour devenir professionnels. Exemple à Rouen.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Au bout du chemin et des épreuves, c'est un poste de caporal sapeur-pompier qui les attend. C'est quand même le premier grade chez les professionnels. Alors pour certains candidats, comme Titouan, venu de Châteauroux, réussir ce concours, c'est un rêve de gosse. *"J'ai fait les jeunes sapeurs-pompiers, ça fait quelques années que je suis volontaire. Je me suis dit qu'il fallait que je saute le pas !"*, sourit Titouan Taveres.

Le stress monte mais il faut savoir le gérer. Après les épreuves de natation et de parcours commencées ce matin dès 6h. Les 150 derniers candidats sélectionnés se retrouvent dans ce gymnase rouennais pour l'ultime épreuve physique. *"J'ai fait ce que je pouvais avec les moyens du bord !"*, *"Ce n'est pas le premier concours donc on commence à être habitué."*, *"Les meilleurs seront pris et j'espère en faire partie !"*, les ressentis et les états d'esprit sont bien différents d'un candidat à un autre.

Physiquement, il vaut mieux être prêt ! • © Johan Pradalier

Cette épreuve d'endurance cardio-respiratoire dite de Luc Léger est la plus sélective. La plus cruelle aussi, car la moindre faute de pied peut être éliminatoire.

Elle est difficile car au fur et à mesure, les "bip" sont de plus en plus courts. La fréquence cardiaque augmente. On part de 8km/h et toutes les minutes on augmente de 0,5km/h et ça, jusqu'à 14km/h.

Capitaine Emmanuel Mendy, référent départemental des activités physiques et sportives

Pour Titouan, c'est la déception. *"Je me suis perdu dans mes pieds... Je ne savais plus sur quel pied, pas danser mais me retourner. Du coup, on verra si je vais à l'oral."*

durée de la vidéo : 00h01mn42s



A quoi ressemblent les épreuves physiques ? Exemple à Rouen. •
©Stéphanie Letournel, Olivier Flavien

Beaucoup n'obtiendront pas la note plancher de 8/20. Pour les plus performants, rendez-vous pour le grand oral au printemps prochain pour décrocher l'un des 450 postes à pourvoir dans toute la France.

Avec Stéphanie Letournel, Olivier Flavien et Johan Pradalier

Aménagements routiers et vidéoprotection : cette commune près de Dieppe mise sur la sécurité

Notre correspondante Sylvie Macquet

4–6 minutes

À Bacqueville-en-Caux, la question de la sécurité occupe une place centrale dans les réflexions et les décisions municipales. Qu'il s'agisse de la circulation routière ou de la tranquillité des habitants, la commune multiplie les actions.



Par Notre correspondante Sylvie Macquet

Publié: 19 Janvier 2026 à 07h17 Temps de lecture: 2 min

La vitesse excessive reste une préoccupation majeure, notamment dans le bourg de Bacqueville-en-Caux et ses hameaux. Un comptage réalisé par la Direction des routes, du 19 au 25 novembre 2025, sur la route de Pierreville, met en lumière une réalité persistante : 85 % des véhicules qui traversent le hameau dans les deux sens sont en infraction, sans toutefois dépasser les 59 km/h.

Si ces chiffres ne traduisent pas des excès majeurs, ils confirment néanmoins un non-respect généralisé des limitations, source d'inquiétude pour les riverains. En attendant la mise en place de solutions pérennes, des marquages au sol doivent être prochainement réalisés afin de renforcer la vigilance des automobilistes.

Des aménagements pour apaiser la circulation

La municipalité poursuit également sa réflexion sur d'autres

aménagements, avec notamment le projet de création d'un plateau surélevé devant l'école privée. Une résidente a par ailleurs interrogé la commune sur la possibilité d'interdire la circulation nocturne des poids lourds, de limiter leur tonnage ou d'instaurer un sens unique sur la portion jugée la plus dangereuse. Des options qui, selon la municipalité, ne sont pas envisageables à ce stade.



Un plateau surélevé est à l'étude devant l'école primaire privée Saint-Léonard (Photo PN)

Soucieuse de préserver la sécurité et la tranquillité des usagers, la commune a également décidé d'interdire la circulation des engins à moteur, notamment les quads, sur les chemins des Chênes et de la Briquetterie, sauf pour les riverains.

La vidéoprotection pour renforcer la sécurité des habitants

Au-delà de la sécurité routière, la commune s'est aussi engagée dans un vaste projet de vidéoprotection. Vingt-quatre caméras ont été installées sur l'ensemble du village et du hameau de Pierreville, pour un investissement de 72 000 euros. Cette décision fait suite à plusieurs incendies survenus en 2025 [dans des exploitations agricoles](#), notamment à Ablemont, au hameau du Tilleul, à l'entrée de Bacqueville et près des Charmettes, ainsi qu'à des dépôts sauvages constatés autour des containers. Les images pourront, le cas échéant, être utilisées dans le cadre d'enquêtes menées par la

gendarmerie.

Lire aussi

[Football – N2 : le FC Dieppe n'a pas été récompensé de ses efforts face à Haguenau](#)

[Clé de voûte de l'État de droit, la justice de plus en plus critiquée](#)

[Football – N2 : le FC Dieppe ne compte pas s'arrêter en si bon chemin](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Bacqueville-en-Caux \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[Aménagements routiers et vidéoprotection : cette commune près de Dieppe mise sur la sécurité](#)





[« Il faut conserver les lits » : le cri d'alarme lancé en faveur de l'hôpital de Dieppe](#)



[Vallée de la Bresle : Enedis prépare le raccordement de trois parcs éoliens](#)



[Nuages, pluie et températures douces... Que vous réserve la météo en Seine-Maritime et dans l'Eure ?](#)





Video

[Gladys a couru trois marathons en trois jours jusqu'au refuge animalier la Grisoutière près de Dieppe](#)



[Passionné du pont Colbert, il retrace l'histoire des... cinq ponts tournants de Dieppe !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

« Il n'y a eu ni malaise, ni accident » : à Elbeuf, la direction de la piscine contre la rumeur de noyade

2-3 minutes

Le vendredi 16 janvier 2026, une rumeur fait état d'une noyade, à la piscine de La Cerisaie, à Elbeuf. La direction de l'établissement dément formellement.



Contrairement à ce que laisse entendre une rumeur, la direction de la piscine de La Cerisaie, à Elbeuf (Seine-Maritime) assure qu'il n'y a eu aucun incident dans l'établissement. ©Archives / Le Journal d'Elbeuf

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 16 janv. 2026 à 14h14

C'est une **rumeur** de mauvais goût, qui a commencé à circuler et qui est remontée par le biais d'un lecteur jusqu'à la rédaction du *Journal d'Elbeuf*, le vendredi 16 janvier 2026. Selon cette rumeur, un usager se serait **noyé**, à la **piscine** de La Cerisaie, à [Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#).

Une information formellement **démentie** par la direction de l'établissement.

« Une information erronée »

« Je vous confirme qu'aucune noyade n'a eu lieu à la piscine d'Elbeuf, répond Allyson Rocamora, la [directrice des piscines d'Elbeuf et de Cléon](#) pour le compte de la société Récréa. Il s'agit d'une **information erronée**. Aucun usager ne s'est noyé dans nos établissements. »

Quant à savoir d'où a bien pu partir cette rumeur, pour le moment, c'est un mystère. « Il n'y a eu ni malaise, ni accident, ni intervention des pompiers pouvant être à l'origine de cette rumeur, rien ne s'est produit chez nous », conclut Allyson Rocamora.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

"À travers moi, ce sont mes copains gays qui sont attaqués" : une artiste du cabaret La Sirène à Barbe agressée à Dieppe

Écrit par Arthur Deshayes

3-4 minutes

Aurélie Decaux a été giflée et insultée en pleine rue, à Dieppe (Seine-Maritime). Artiste localement connue du cabaret "La Sirène à barbe", elle dénonce un acte qui cible le milieu drag-queen, et y voit un signe de l'augmentation de l'insécurité dans la ville.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

C'était une double agression : verbale et physique. *"T'es la pute de la Sirène à Barbe, elle m'a dit, puis elle m'a giflée."* Aurélie Decaux, dite Lily, est une artiste du célèbre cabaret de Dieppe (Seine-Maritime). Après avoir été ainsi frappée et insultée, le mercredi 14 janvier 2026, elle comprend immédiatement : *"À travers moi, ce sont mes copains gays qui sont attaqués"*.

La Sirène à Barbe est un cabaret drag-queen, dont Aurélie, 48 ans, est l'une des têtes d'affiche. Nous vous dévoilons son portrait il y a moins d'un an, [dans cet article](#). Depuis cette agression, qui fut un "choc", elle prend la parole sur les réseaux sociaux et dans les médias et dit vouloir *"réveiller les consciences"*.

Aurélie veut notamment alerter sur *"cette folie d'une société qui régresse"*. Seule artiste de sexe féminin du cabaret, elle estime malgré tout que l'acte de violence dont elle a été victime est, en

quelque sorte, un cas d'homophobie. Mais pas seulement.

Agressée à 16h30, en plein jour, alors qu'elle se rendait au cabaret, elle s'interroge sur la sécurité dans la ville de Dieppe. *"C'est inquiétant et affligeant... L'agression m'a définitivement convaincue qu'il fallait apporter plus de sécurité aux gens."*

Ce vendredi 16 janvier au soir aura lieu la première représentation depuis son agression. *"J'ai travaillé un numéro sur une chanson qui s'appelle Martyr d'une cause"*, explique-t-elle. Numéro qu'elle a répété juste après avoir été frappée. *"Immédiatement, je suis montée sur scène pour transformer toute la haine, dégager cette rage"*.

Si Aurélie Decaux est *"dépassée par la fraternité, la compassion, la bienveillance"* qu'elle a pu recevoir par la suite, et constate un *"effet boule de neige"* de message de solidarité, de soutien, elle souhaite également *"clôturer"* le sujet.

"Je ne veux pas que ça desserve le cabaret, et que les gens ne se sentent pas en sécurité". L'artiste n'a d'ailleurs pas porté plainte.

"Alimenter (le phénomène) ne permet pas d'en guérir", conclut-elle.

Enfant percuté par une voiture devant une école près de Rouen : un appel à témoins lancé pour retrouver le conducteur en fuite

Écrit par Mélisande Queïnnec

2-3 minutes

Ce mercredi 14 janvier, un enfant de 5 ans a été percuté par une voiture, près d'une école de Darnétal (Seine-Maritime). Le conducteur a ensuite pris la fuite. Ce vendredi, la police de Rouen a lancé un appel à témoins pour éclaircir les circonstances des faits et retrouver le mis en cause.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

C'est un accident dont l'issue aurait pu être dramatique. Ce mercredi, un petit garçon de 5 ans a été renversé par une voiture alors qu'il traversait un passage piéton, accompagné de son grand-père, à hauteur du 40, rue Pierre Lefebvre à Darnétal, près de l'école élémentaire Georges Clémenceau.

Le garçonnet a été rapidement pris en charge par les secours. La mairie a par la suite précisé que ses jours n'étaient heureusement pas comptés. Mais l'automobiliste mis en cause ne s'est pas arrêté après les faits.

Une enquête est en cours pour identifier le mis en cause. Ce vendredi 16 janvier, la police de Seine-Maritime a publié, sur X, un appel à témoins afin d'éclaircir les circonstances de l'accident, survenu à 8h25.

Toute personne ayant été témoin des faits ou disposant d'informations supplémentaires est ainsi invitée à contacter **l'Hôtel de police de Rouen au 02 32 81 25 70 (en semaine) ou au 02 32 81 25 00.**

Elle proposait des actes sexuels tarifés : la patronne d'un salon de massage de Rouen condamnée pour proxénétisme

Écrit par Gregory Thelu

4–5 minutes

Deux gérantes d'un salon de massage du centre-ville de Rouen étaient jugées jeudi 15 janvier pour proxénétisme, blanchiment et travail dissimulé. Ces ressortissantes chinoises proposaient des prestations sexuelles à leurs clients. L'une a été relaxée, l'autre condamnée à une peine sous bracelet électronique.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Tout est parti d'un courrier anonyme adressé à la police. Dans cette lettre, le *Floris Beauté*, un salon de massage de la rue de la Savonnerie en plein centre de Rouen, est accusé de pratiquer des actes sexuels tarifés. Après plusieurs jours de surveillance, les enquêteurs constatent en effet un "défilé d'hommes", [comme le relatait un commerçant voisin auprès de France 3 Normandie](#).

Interrogés, ces derniers reconnaissent avoir bénéficié d'un "*massage royal*", une prestation qui se termine le plus souvent par une masturbation. La "*finition manuelle*" était facturée 20 euros. Autre preuve accablante : le numéro de téléphone inscrit sur la vitrine du salon est référencé sur plusieurs sites explicites.

Les enquêteurs découvrent la présence dans ce salon de deux gérantes et d'une employée, toutes trois de nationalité chinoise.

[Lors de l'audience, l'une des gérantes a reconnu que des clients](#)

[avaient bénéficié d'actes sexuels dans son établissement • © France Télévisions](#)

Les deux gérantes âgées de 44 ans et 23 ans avaient été placées en garde à vue le 25 novembre. Elles étaient renvoyées ce jeudi 15 janvier devant le tribunal correctionnel de Rouen pour proxénétisme, blanchiment et travail dissimulé. L'employée a quant à elle été reconnue comme victime. Elle n'était donc pas jugée.

Lors de l'audience, la plus âgée des deux, connue des services de police pour des faits similaires commis en 2016 et condamnée à 3 ans de prison, a reconnu des acte sexuels au sein de son établissement tout en niant en être la commanditaire. De son côté, la plus jeune a assuré qu'elle ne prenait pas de décision pour le salon.

Tout au long de l'audience, les deux femmes de nationalité chinoise n'ont eu de cesse de citer une certaine "*Madame Chen*", absente lors de l'audience. L'enquête n'a pas permis de la localiser.

Existe-t-elle vraiment ? En tout cas, l'avocate des deux prévenues a regretté que le parquet n'ait pas convoqué cette fameuse Madame Chen. "*C'est elle l'instigatrice de ce salon*", martèle Maître Jacqueline Niga.

Pourtant, les deux prévenues ont affirmé qu'elle était domiciliée en région parisienne. Elle serait même venue sur place à Rouen pour "*leur montrer comment faire*" et aurait même envoyé des SMS à la plus jeune d'entre elle pour la contraindre à réaliser le maximum de masturbations rémunérées.

[Les deux gérantes du salon de massage étaient renvoyées devant le tribunal correctionnel de Rouen pour des faits de proxénétisme • © France Télévisions](#)

La prévenue de 23 ans, étudiante à Rouen depuis 5 ans, a été relaxée. L'autre gérante de 44 ans a en revanche été condamnée à 10 mois de prison sous bracelet électronique, 5 000 euros d'amende et une interdiction de gérer un établissement public pendant 5 ans.

En janvier 2026, un [autre salon de massage rouennais](#), situé rue de la République et accusé lui aussi d'activités illicites, avait été fermé à la suite d'un contrôle des autorités.

Avec Léa Sombret et Angèle De Vecchi.

Étretat. La voiture éventre la boulangerie en pleine nuit, quatorze personnes au chômage technique

Laure Ferrari

3–4 minutes

Samedi 17 janvier au petit matin, une voiture a percuté une boulangerie à Étretat. Si l'on ne compte qu'un blessé léger, le commerce, lui, est fermé pour plusieurs jours...



Par Laure FERRARI et [Karine LEROY](#)

Publié: 17 Janvier 2026 à 07h56 Modifié: 17 Janvier 2026 à 13h43

Temps de lecture: 1 min

Il était 4 h 46 quand les sapeurs pompiers ont été appelés pour un accident de la circulation à Étretat. Pas moins de 19 pompiers et six engins sont mobilisés sur cette intervention.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

À leur arrivée sur les lieux, ils découvrent qu'un véhicule a percuté la vitrine de la boulangerie située quai George V à Étretat. La voiture commence à prendre feu. Un homme, sans doute le conducteur, est parvenu à sortir. Le feu éteint, en présence des gendarmes, d'Enedis et du maire d'Étretat, les pompiers procèdent à la sécurisation des lieux dont l'étage est

L'homme âgé de 32 ans, blessé léger a été transporté du centre hospitalier de Fécamp. Vers 7 h du matin, le véhicule a pu être retiré du bâtiment. Après vérifications, les secours n'ont décelé aucun désordre structurel. Néanmoins la boulangerie est en partie détruite mettant 14 personnes au chômage pendant plusieurs jours.

Lire aussi

[La Belgique offre au Havre son fonds du Centre de documentation Raymond Queneau](#)

[Football – HAC : mais qu'il vaut de l'or, ce point gratté au Roazhon Park !](#)

[Football – Ligue 1 : enfin dans la lumière, Lionel Mpsasi a été éblouissant](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Étretat \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[La Belgique offre au Havre son fonds du Centre de documentation Raymond Queneau](#)



[Football – HAC : mais qu'il vaut de l'or, ce point gratté au Roazhon Park !](#)



[Football – Ligue 1 : enfin dans la lumière, Lionel Mpasi a été éblouissant](#)



[Football – Ligue 1 : le HAC fait le coup presque parfait face au Stade Rennais](#)



[Football – Ligue 1. Avec ou sans les recrues ? Le « onze » du HAC dévoilé](#)



[Près du Havre, une famille subit deux incendies de maison en moins de 48 heures](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

« Pépito, Minou, la douille... » : cinq dealers et toxicomanes très bavards à Gournay-en-Bray

Arnaud COMMUN

7-9 minutes

« Pépito », « Minou » et « la douille », pseudos d'hommes impliqués dans un trafic de drogues à Gournay-en-Bray, ont dû s'expliquer avec deux autres compères à Dieppe, mercredi 14 janvier 2026. Les écoutes téléphoniques les accablent.



Publié: 17 Janvier 2026 à 12h45 Temps de lecture: 1 min

« *Minou et la douille étaient ceux qui me fournissaient le plus.*

Pépito ne m'a jamais fournie », assure Jennifer, 44 ans, domiciliée à Gournay-en-Bray, interrogée par la présidente du tribunal correctionnel de Dieppe, le mercredi 14 janvier 2026. Comme d'habitude dans le milieu des stupéfiants, des dealers sont désignés par leur pseudonyme.



Les gendarmes de la compagnie de Neufchâtel-en-Bray ont livré un gros travail d'enquête, avec des écoutes téléphoniques très concluantes. - Photo d'illustration AC / Paris Normandie

« Minou », c'est Jérémie, 40 ans, résidant aussi [à Gournay-en-Bray](#). « La douille » désigne Dimitri, 30 ans, sur le point de s'installer à Montauban. « Pépito » fait référence à Mehdi, 28 ans, lui aussi prêt à changer de vie à Montauban, après avoir été hébergé par son grand-père à Val-de-Reuil.

« Électron libre »

Un autre nom apparaît dans ce trafic de cocaïne et de cannabis, qui a alimenté la région de Gournay-en-Bray et de Forges-les-Eaux, entre avril et novembre 2025 : il s'agit de Matthieu, 39 ans, habitant de Gournay-en-Bray, qualifié d'« *électron libre* » et de « *satellite dans ce dossier* », selon l'expression de son avocate Anne-Sophie Leblond.

Les gendarmes de la compagnie de Neufchâtel-en-Bray ont effectué un gros travail pour déterminer le rôle des cinq protagonistes, dans un réseau qui implique de nombreux autres consommateurs. Leurs conclusions déplaisent à Céline Lebourg, l'avocate de Mehdi, présenté comme le chef : « *Pour moi les synthèses des gendarmes ne sont pas étayées par la réalité du dossier. Quand mon client est contrôlé en voiture avec Jérémie, déjà ciblé par les enquêteurs, et avec Dimitri, ils le considèrent aussitôt comme la tête de réseau.* »

Blessé par balle

Il faut dire qu'avec ses treize condamnations au casier judiciaire, notamment pour des affaires d'extorsions, séquestration, menaces de mort, violences, outrages, dégradations, il est défavorablement connu de la justice. Il apparaît cependant affaibli dans le prétoire, depuis une blessure par balle au ventre dont il a été victime en 2021.

(Pour un gros trafiquant de drogue, Monsieur est à découvert tous les mois

Céline Lebourg, Avocate de Mehdi, alias « Pépito »

D'après les militaires, Mehdi serait le patron, épaulé par Dimitri. Jérémie en serait le chauffeur-livreur. Lui est détenteur du permis de conduire, contrairement aux dirigeants présumés. Matthieu, l'électron libre, gérât ses propres clients et consommait beaucoup.

Jennifer était surtout une cliente, même s'il lui arrivait de revendre un peu. Les écoutes téléphoniques constituent la pièce maîtresse des gendarmes. Le rôle de chacun semble y apparaître clairement.

« Il avait gagné au PMU »

Pourtant, aucun des cinq prévenus ne vit dans le luxe. Même Mehdi serait en difficulté : « *Pour un gros trafiquant de drogue, Monsieur est à découvert tous les mois* », plaide Me Lebourg. Elle reconnaît juste : « *Il était là. Il a vu des choses. Il reconnaît l'usage de cannabis. Il avait 500€ sur lui quand il a été intercepté, parce qu'il avait gagné au PMU.* »

Le substitut du procureur n'entend pas lui faire de cadeau. Il requiert 5 ans de prison et le mandat de dépôt contre Mehdi. [Il se trouvait d'ailleurs en détention provisoire entre le 28 novembre et le 9 janvier, jour où la cour d'appel a décidé de le libérer.](#)

Mandat de dépôt requis

Le parquet demande 4 ans de prison, plus 3 mois de révocation d'un sursis, contre Dimitri, sept mentions au casier judiciaire, présenté comme le bras droit de Mehdi. Il sollicite le maintien en détention, le jeune homme étant incarcéré depuis le 28 novembre. La même sanction est sollicitée contre Jérémie, le « livreur » titulaire de onze condamnations au casier.

La sévérité des réquisitions diminue avec Matthieu. Pourtant le ministère public demande son retour en prison immédiat, avec une peine de 30 mois de prison, dont un an ferme. Lui aussi se trouvait écroué entre le 28 novembre et le 9 janvier.

Quant à la seule femme de l'équipe, 2 ans de prison, dont 1 an ferme sous bracelet électronique sont requis. Jennifer aussi avait été placée en détention provisoire.

Interdits de séjour

Le tribunal décide de lui infliger cette peine. Elle a interdiction de séjourner à Gournay pendant 3 ans et devra vivre chez sa mère dans l'Oise avec son bracelet. Matthieu échappe au retour en prison, mais il écope du quantum de la peine requise. Lui aussi est interdit de séjour à Gournay durant 3 ans.

Jérémie, alias « Minou », est condamné à 4 ans de prison dont 3 ferme et maintien en détention. Un sursis de 4 mois tombe. À sa

sortie de prison il ne pourra plus mettre les pieds à Gournay pendant 5 ans.

Retour en prison

Dimitri, alias « la douille », est condamné à 4 ans ferme, sanction assortie du maintien en détention. Un sursis de 3 mois est révoqué. Lui aussi sera persona non grata à Gournay durant 5 ans.

Mehdi, alias « Pepito », écope de la même peine, si ce n'est qu'il retourne en prison immédiatement, alors qu'il se présentait libre. Tous ont dix jours pour faire appel.

Lire aussi

[Près de Neufchâtel-en-Bray, deux enfants de 2 et 4 ans torturés, la voisine et son compagnon en prison](#)

[Normandie. À soixante jours de la bataille du premier tour, quelles forces en présence ville par ville ?](#)

[Auffay : Christian Suronne vise un 9e mandat et mise sur son expérience](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Gournay-en-Bray \(Seine-Maritime\) Dieppe Forges-les-Eaux \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Neufchâtel-en-Bray](#)



Video

[Gladys a couru trois marathons en trois jours jusqu'au refuge animalier la Grisoutière près de Dieppe](#)



[Travaux de l'Ehpad d'Aumale : une mutualisation de personnels et de services pour obtenir les financements](#)



[« Pépito, Minou, la douille... » : cinq dealers et toxicomanes très bavards à Gournay-en-Bray](#)



[À Forges-les-Eaux, les personnes handicapées s'impliquent dans la vie locale grâce à La Brèche](#)



[Municipales 2026. À Neufchâtel-en-Bray, Anthony Paquet veut défendre le pouvoir d'achat des habitants](#)



[Robes, bijoux, déco, beauté, animations : Aumale organise son premier salon du mariage](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Dans le pays de Caux, l'ombre d'un ancien DGS controversé plane encore sur le débat public

Par Manuel Sanson - le 16/01/2026 à 16h55

Dans un récent rapport, la chambre régionale des comptes de Normandie a remis une pièce dans la controverse entourant Richard Merrienne, ancien puissant DGS de la communauté de communes Terroir de Caux, épinglé, il y a quelques années, dans une situation de conflit d'intérêts relative à un juteux marché public.

C'est une petite ligne, glissée dans un rapport touffu, qui fait beaucoup gloser dans le pays de Caux. La chambre régionale des comptes de Normandie a passé au crible la gestion des ressources humaines de la communauté de communes Terroir de Caux englobant notamment Tôtes et Luneray.

Et en sa page 42, la chambre a lâché une petite bombe qui suscite son lot de réactions. En 2023, l'intercommunalité a en effet négocié une rupture conventionnelle avec son historique et très influent directeur général des services en la personne de Richard Merrienne. À l'issue, le directeur a quitté ses fonctions, en toute discrétion, empochant au passage un chèque de 110 000 euros.

Si les magistrats financiers soulignent que tout a été fait dans les règles, l'annonce du montant du chèque n'est sans doute pas le fruit du hasard... D'autant que, comme le précise la chambre, le seuil minimal de l'indemnité de rupture se situait à environ 55 000 euros alors que son plafond maximal atteignait 140 000 euros.

« *Tout cela est légal* », réagit l'ancien DGS auprès du *Poulpe* déplorant que « *des gens prennent plaisir à faire du mal* » en particulier sur les réseaux sociaux. Richard Merrienne annonce avoir déposé plainte pour diffamation ou propos injurieux en lien avec certains commentaires en ligne. Il critique aussi « *le rapport à charge* » de la chambre régionale des comptes.

En tout état de cause, l'ancien DGS a été fort bien loti quand il a quitté ses fonctions bien que son bail à la tête de l'administration intercommunale fut plutôt mouvementé. « *Son nom est ressorti dans des affaires. Le climat était un peu délétère à la com'com* », confirme aujourd'hui Olivier Bureaux, président de la communauté de communes, en référence notamment à un vieux dossier traité par *Le Poulpe* il y a quelques années.

"Doute légitime sur l'existence d'un conflit d'intérêts et, par voie de conséquence, sur l'impartialité de la procédure suivie par la communauté de communes"

Richard Merrienne n'est pas n'importe qui dans le pays de Caux. *Le Poulpe* avait déjà longuement écrit sur le personnage. Il était alors question d'un marché public passé de manière irrégulière et de soupçons de collusion entre le fonctionnaire et une entreprise privée. Son départ de la collectivité est d'ailleurs intervenu en 2023, en l'occurrence l'année même où a paru notre article.

Le marché public en question, octroyé en 2022 par l'intercommunalité à la société Ikos, concernait la gestion des déchets ménagers pour un montant prévisionnel de 13 millions d'euros. Ce choix avait débouché sur un litige judiciaire à l'initiative d'une autre entreprise non retenue lors de l'appel d'offres. Dans son ordonnance, le tribunal administratif de Rouen a estimé que Richard Merrienne avait pu « influencer l'issue » de la procédure de passation du marché public.

Comment ? Tout simplement par ses liens indirects mais privilégiés avec la société choisie. « M.X (NDLR : le fils de Richard Merrienne), ingénieur du bureau d'études du groupe Paprec dont le poste consiste notamment à assister les équipes opérationnelles du groupe Paprec et ses filiales pour la réponse aux appels d'offres en Normandie, est particulièrement impliqué dans le suivi de l'exécution des marchés de gestion et de collecte des déchets, ainsi que le démontrent les extraits de réponses à des appels d'offres de mars et août 2021 produits par la société Ikos environnement », relevaient les magistrats administratifs, lesquels s'appuyaient en outre sur plusieurs échanges de mails où le fils du DGS intervenait en tant que référent collectivités, puis référent numérique d'Ikos en Normandie.

Les juges ont aussi mis en cause le positionnement du DGS au sein de la collectivité. « Compte tenu de la nature même de ses fonctions qui l'amènent à diriger l'ensemble des services de la communauté de communes, en particulier celui en charge des déchets, le DGS, qui était d'ailleurs désigné comme personne "contact" dans le règlement de la consultation du marché en cause, a été, eu égard à ses responsabilités et au poste qu'il occupe, en mesure de participer à la procédure et d'en influencer l'issue », avait considéré le tribunal administratif qui statuait dans le cadre d'une procédure de référé précontractuel.

Compte tenu « des hautes responsabilités » du directeur général des services au sein de la communauté de communes, « de l'influence qu'il est susceptible d'exercer et du lien le reliant au groupe Paprec qui emploie son fils qui intervenait dans l'exécution du marché en cours et dont les fonctions, au sein du groupe Paprec, ne sont pas étrangères à l'objet du marché en cause », il existait, selon les magistrats, un « doute légitime sur l'existence d'un conflit d'intérêts et, par voie de conséquence, sur l'impartialité de la procédure suivie par la communauté de communes Terroir de Caux ».

Pour appuyer son raisonnement, le tribunal a martelé que nulle précaution n'avait été prise, à aucun moment, pour s'assurer de la mise à l'écart du DGS de l'ensemble de la procédure d'appel d'offres. Le président de l'intercommunalité aurait par exemple pu signer un arrêté de départ. Or, il n'en fut rien.

« Je ne vois pas comment j'ai pu influencer quelque chose. Les offres ont été analysées par un bureau d'études, tout a été fait dans les règles », se défendait tant bien que mal Richard Merrienne interrogé par *Le Poulpe* fin 2022.

L'affaire, dans sa globalité, fait plutôt tache sur le CV de l'ancien DGS. Mais, visiblement, sans lui avoir porté préjudice pécuniairement lorsqu'il a cessé ses fonctions.

Deux ans plus tard, l'annonce du montant de son indemnité de départ suscite quelques réactions politiques en conseil communautaire.

« Je suis très surpris », réagit auprès du *Poulpe* Jean-Yves Billoré-Tennah, maire de Tôtes. *« On nous avait expliqué que Richard Merrienne avait démissionné de sa propre initiative. Et finalement, on apprend aujourd'hui qu'il a négocié, et plutôt très bien, une rupture conventionnelle »,* s'interrogeant à mi-mot sur ce qui avait été réellement négocié au moment du départ de l'ex-DGS. *« Le silence est d'or et nous en avons l'illustration »,* glissait-t-il lors du dernier conseil communautaire.

« Nous n'avons pas acheté le silence de M. Merrienne », assure Olivier Bureaux ajoutant qu'il n'y a eu *« aucune volonté de dissimulation »* lors de la négociation de la rupture conventionnelle.

Selon nos informations, Chantal Cottureau, élue au sein de la communauté de communes, aurait également fait part de son étonnement quant au montant de l'indemnité de départ de Richard Merrienne. Sur les réseaux sociaux, le montant de l'indemnité suscite aussi nombre de commentaires.

Comme dit supra, Richard Merrienne était l'une des personnalités les plus influentes au sein de l'intercommunalité avec sa vision et sa connaissance très pointues de tous les dossiers incluant les plus sensibles. Selon Jean-Yves Billoré-Tennah, il avait même *« tendance à supplanter le président »*.

"Je ne m'occupe pas des devis"

Depuis son départ de la communauté urbaine, l'ex-DGS s'est reconverti en chef d'entreprise. Il pilote désormais une agence de communication du nom de Normandy Solutions.

Sur ses réseaux sociaux, la société communique à propos de différents marchés décrochés auprès de la communauté de communes Terroir de Caux, de son office du tourisme ou encore de plusieurs de ses communes membres. De quoi s'interroger sur la régularité de telles prestations à l'aune de l'ancien statut de chef

de l'administration communautaire de Richard Merienne, aujourd'hui chef d'entreprise.

Questionné sur ce point, Olivier Bruneaux confirme que Normandy Solutions a été retenue « *pour différents marchés publics* » mais que « *tout a été fait dans les règles* ». « *Sur certains marchés, son entreprise n'a pas été choisie* », ajoute le président pour déminer tout soupçon de conflits d'intérêts.

« *Je ne suis pas gérant de la société, juste associé, et je ne m'occupe pas des devis* », soutient Richard Merienne niant « *tout passe-droit* » eu égard à ses anciennes fonctions de DGS.

En parallèle de cette activité de communication, Richard Merienne apparaît aussi en tant que gérant d'une épicerie fine basée à Luneray, dans le prolongement d'une longue tradition entrepreneuriale le concernant.

Alors qu'il était encore DGS de l'intercommunalité, Richard Merienne développait déjà, avec son épouse, certaines affaires privées. Notamment celle d'un parc accrobranche situé sur la commune de Dénestanville, parc qu'il a revendu.

À noter, selon un article de *Paris-Normandie* de 2017, que l'association Terroir de Caux initiative, satellite de l'intercommunalité dont Richard Merienne était le DGS, avait accordé une aide de 15 000 euros, sous la forme d'un prêt sans intérêts, aux repreneurs dudit parc accrobranche. Décidément, le mélange des genres n'est jamais bien loin.

Vallée de la Bresle : Enedis prépare le raccordement de trois parcs éoliens

Paris Normandie

4–5 minutes

Enedis réalise d'importants travaux sur les communes de Beauchamps, Incheville, Guerville, Monchy-sur-Eu et Saint-Pierre-en-Val, afin de raccorder trois parcs éoliens au réseau public de distribution.



Publié: 18 Janvier 2026 à 15h52 Temps de lecture: 2 min

La nouvelle va faire réagir. Depuis octobre 2025, Enedis réalise d'importants travaux sur les communes de Beauchamps, Incheville, Guerville, Monchy-sur-Eu et Saint-Pierre-en-Val, afin de raccorder trois parcs éoliens au réseau public de distribution. Deux seront implantés à Saint-Pierre-en-Val, le troisième à Guerville.

« Une étroite collaboration »

Initialement, plusieurs chantiers étaient prévus, dont deux devaient traverser les zones d'agglomération de Beauchamps et d'Incheville. Enedis et le Syndicat départemental d'énergie de la Seine-Maritime (SDE76) ont finalement « réussi à les rapprocher en un seul, avec un raccordement mutualisé pour rationaliser les coûts », se félicite Charly Desjouis, responsable de projet chez Enedis et pilote des opérations de ce raccordement.

Une solution rendue possible par « une étroite collaboration entre les différents partenaires – Enedis, le SDE76, l'Office national des forêts (ONF) et l'entreprise CTN Réseaux – et c'est ce qui fait la singularité de ce chantier ». L'ONF a notamment autorisé le

passage des câbles « à travers des parcelles domaniales et des zones forestières ». Sans ce travail collectif, « le chantier aurait pu durer plus d'un an ».

Mise en service fin 2026

Jusqu'à mars 2026, l'entreprise CTN Réseaux, basée à Neufchâtel-en-Bray, est chargée des travaux de terrassement. « Grâce à une trancheuse – qui permet d'ouvrir une tranchée et de dérouler simultanément le câble électrique –, entre 800 et 1 000 mètres de câbles haute tension (20 000 volts) sont enfouis chaque jour à un mètre de profondeur », souligne Pascal Dupont, délégué territorial d'Enedis en Seine-Maritime. Au total, 28 kilomètres sont concernés, dont 5 kilomètres mutualisés.

Une phase de diagnostic et de raccordement des ouvrages est ensuite prévue, avant une mise en service officielle fin 2026. Avec une puissance totale de 42 MW, « cette installation permettra d'injecter sur le réseau public de distribution l'équivalent de la consommation annuelle de 16 000 à 17 000 clients ».

Lire aussi

[Football – N2 : le FC Dieppe n'a pas été récompensé de ses efforts face à Haguenau](#)

[Clé de voûte de l'État de droit, la justice de plus en plus critiquée](#)

[Football – N2 : le FC Dieppe ne compte pas s'arrêter en si bon chemin](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

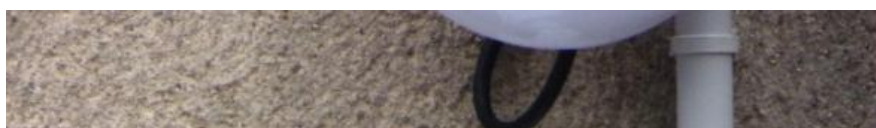
[Beauchamps \(Somme\)](#) [Incheville \(Seine-Maritime\)](#) [Guerville \(Seine-Maritime\)](#) [Monchy-sur-Eu \(Seine-Maritime\)](#) [Saint-Pierre-en-Val \(Seine-Maritime\)](#) [Neufchâtel-en-Bray \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)





[Aménagements routiers et vidéoprotection : cette commune près de Dieppe mise sur la sécurité](#)



[« Il faut conserver les lits » : le cri d'alarme lancé en faveur de l'hôpital de Dieppe](#)



[Vallée de la Bresle : Enedis prépare le raccordement de trois parcs éoliens](#)





[Nuages, pluie et températures douces... Que vous réserve la météo en Seine-Maritime et dans l'Eure ?](#)



Video

[Gladys a couru trois marathons en trois jours jusqu'au refuge animalier la Grisoutière près de Dieppe](#)



[Passionné du pont Colbert, il retrace l'histoire des... cinq ponts tournants de Dieppe !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Près d'Elbeuf, le projet d'extension du site de déchets dangereux de la Seraf suscite la crainte

Frédérique THULLIER

7-9 minutes

Le Schéma régional des carrières vient d'être validé. Les opposants au projet d'extension du site d'enfouissement de déchets dangereux, à Cléon, craignent qu'un verrou important ait sauté.



Publié: 18 Janvier 2026 à 18h09 Temps de lecture: 2 min

« *C'est un verrou qui saute mais notre combat continue.* » Jeudi 15 janvier 2026, Marie-Laure Baron, présidente du Codef, le Comité de défense de Freneuse et des boucles de Seine, venait d'apprendre l'approbation par les services de l'État du Schéma régional des carrières (SRC), qui s'impose au Plan local d'urbanisme intercommunal.

Depuis trois ans, [l'association a repris du service](#) après que la Société d'exploitation et de réaménagement de la Fosse Marmitaine (Seraf), filiale de Veolia implantée à Tourville-la-Rivière, à la frontière de Cléon, a annoncé [son intention de s'étendre sur 15 hectares de bois et de champs](#) pour assurer son activité d'enfouissement de déchets ultimes jusqu'en 2050.

« Autoriser une carrière sur le bois des Coutures et les terres agricoles alentour est une porte ouverte pour la Seraf. »

Marie-Laure Baron, Présidente du Codef



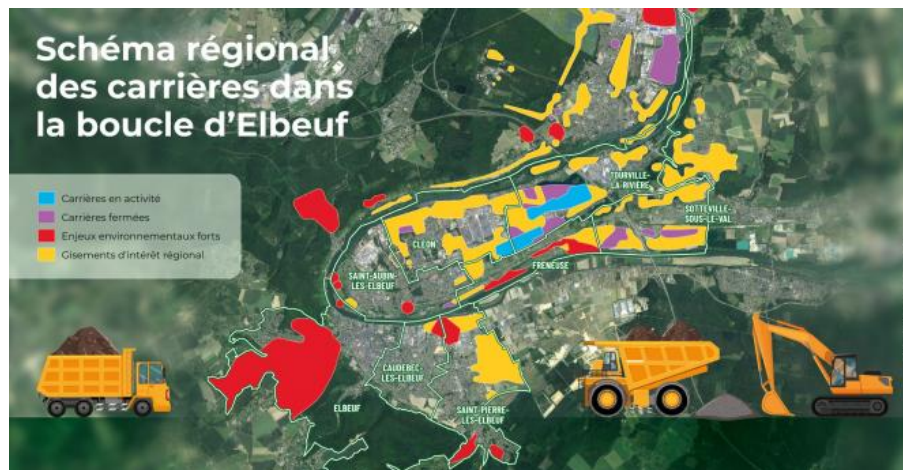


Marie-Laure Baron, présidente du Codef - Paris Normandie

Les parcelles visées, propriété des carrières Stref, seraient d'abord dédiées à l'extraction de granulats. La carrière serait ensuite comblée par des boues, de l'amiante, des résidus de sinistres comme l'incendie de Lubrizol et autres déchets dangereux.

« Rejet massif de la carrière »

« Autoriser une carrière sur le bois des Coutures et les terres agricoles alentour est une porte ouverte pour la Seraf, poursuit Maire-Laure Baron. Mais le Schéma régional des carrières refuse de faire un lien entre les deux. »



La zone pressentie pour l'extension de la Seraf est classée « gisement d'intérêt régional ». - Infographie Jérôme Montchoungny



Le bois des Coutures est mitoyen de la Fosse Marmitaine. - Paris

Normandie

En effet, il précise qu'il n'est « *pas le bon document pour traiter le sujet du projet d'extension du site de traitement et de stockage de déchets dangereux* » en réponse aux nombreuses oppositions formulées lors de la consultation publique. En un mois, à l'automne 2025, 893 avis ont été exprimés dont 92 % défavorables, « *une participation rare* », relève la présidente du Codef.

« Nous regrettons que les avis défavorables exprimés lors de la consultation ne soient pas mieux pris en compte. »

Frédéric Marche, Maire de Cléon



Frédéric Marche, maire de Cléon - Paris Normandie

La synthèse de la consultation publique note aussi que les « *principaux motifs-arguments majoritaires* » concernent « *un rejet massif de la carrière de Cléon* » car « *elle détruit un bois classé au PLUi (NDLR, Plan local d'urbanisme intercommunal), fragilise les falaises, limite le développement des services de santé, prépare 20 ans ou plus de déchets dangereux supplémentaires.* »

« **Aucune modification** »

« *C'est un document régional mais Cléon est souvent cité, constate Marie-Laure Baron. Même si, finalement, nos arguments n'entraînent aucune modification du Schéma, nos avis ont été relevés. Cela change de l'arrogance dont font preuve à notre égard les promoteurs du projet d'extension de la Seraf.* »

À Cléon, « *nous regrettons que les avis défavorables exprimés lors de la consultation ne soient pas mieux pris en compte, commente*

le maire, Frédéric Marche. *Nous soutenons le Codef et serons attentifs aux recours éventuels.* » Quant à l'avenir, « *il faudra de toute façon trouver un autre site car celui-ci ne suffira pas à prendre en charge, à terme, tous les déchets que nous produisons. Nous sommes condamnés à vie à les traiter.* »

Le Codef organise une réunion publique d'information le mercredi 4 février, à 18 h 30, à la salle municipale, rue de la Pierre-aux-Pages, à Cléon.

Lire aussi

[À Elbeuf, la place devant l'hôtel de ville termine sa métamorphose](#)

[Démographie dans l'agglomération de Rouen : le nord poursuit son essor, le sud regagne des habitants](#)

[« Ma main a glissé » : près de Rouen, « Papy Alain » agresse sexuellement un jeune garçon de 13 ans](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Freneuse \(Seine-Maritime\)](#) [Clemon \(Seine-Maritime\)](#)

Les faits



Par la rédaction

Publié le 17/01/2026 à 14:24 Temps de lecture: 1 min

1981 à 1993. Les déchets ménagers et industriels sont stockés sur le site de la Fosse Marmitaine, géré par la Seraf, filiale de Veolia, sur la commune de Tourville-la-Rivière.

1993. La Seraf commence à stocker des déchets dangereux.

2018. L'exploitation de la Fosse Marmitaine est prolongée jusqu'en 2030 et sa capacité de stockage de déchets ultimes passe de 65 000 à 80 000 tonnes par an.

Juillet 2022. Un arrêté préfectoral annonce l'élaboration d'un Schéma régional des carrières (SRC).

Mars 2023. La Seraf annonce son projet de s'étendre sur 15 ha pour assurer la pérennité de son activité d'enfouissement de

déchets dangereux jusqu'en 2050.

Avril 2023. Retour du Comité de défense de l'environnement de Freneuse et des boucles de Seine (Codef), qui avait été créé en 1977 pour lutter contre l'implantation de la Fosse Marmitaine.

2023-2025. Les collectivités locales alentour font savoir leur opposition au projet d'extension de la Seraf. Le conseil métropolitain donne un avis défavorable au SRC. Dans le même temps, le Codef multiplie les actions (réunions publiques, manifestations devant la Seraf, rencontres avec les services de l'État...)

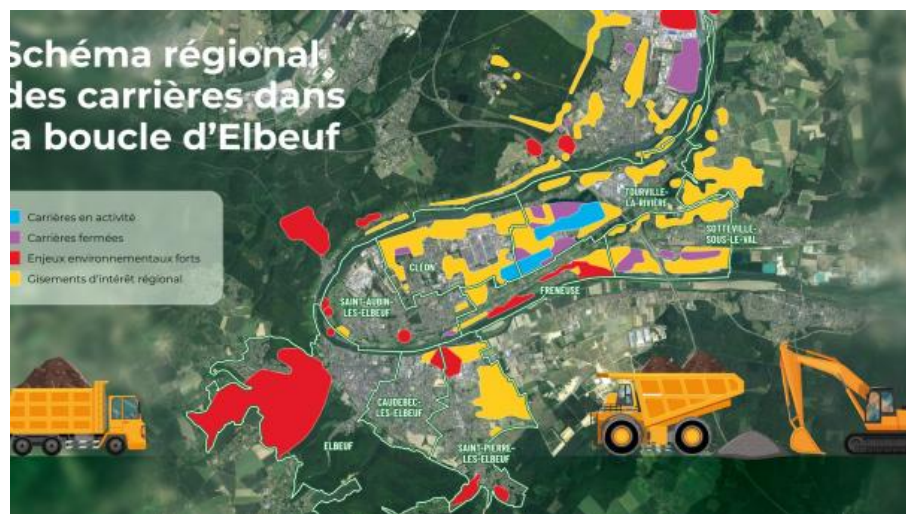
Janvier 2026. Le SRC est approuvé. Un obstacle franchi pour le projet d'extension de la Fosse Marmitaine.

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Elbeuf](#)



Près d'Elbeuf, le projet d'extension du site de déchets dangereux de la Seraf suscite la crainte





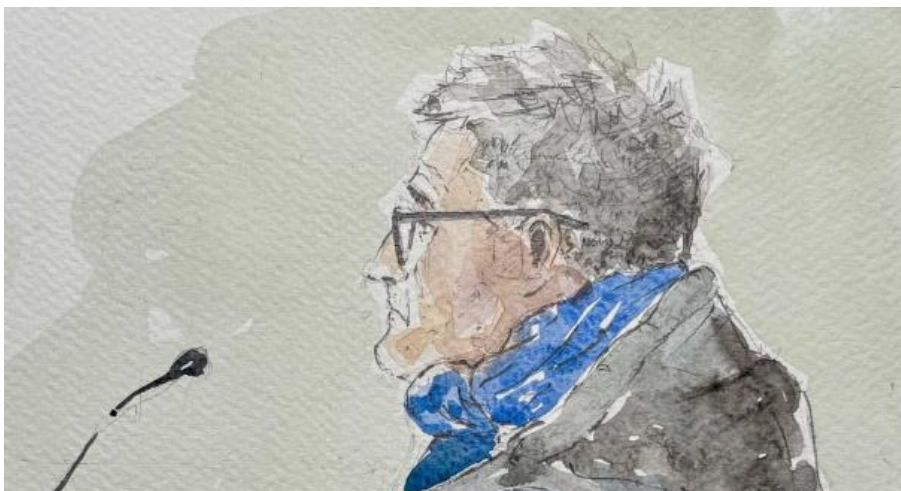
[Nuages, pluie et températures douces... Que vous réserve la météo en Seine-Maritime et dans l'Eure ?](#)



[À Elbeuf, la place devant l'hôtel de ville termine sa métamorphose](#)



[Démographie dans l'agglomération de Rouen : le nord poursuit son essor, le sud regagne des habitants](#)



[« Ma main a glissé » : près de Rouen, « Papy Alain » agresse sexuellement un jeune garçon de 13 ans](#)



[Christophe Bertin et Recyclette font grandir les vélos au même rythme que les enfants](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

À Dieppe, la pêche et la plage interdites à cause d'une pollution de deux rivières

Anne Bouchet

4-5 minutes

La pêche de loisirs est interdite sur le port de Dieppe jusqu'au 25 janvier et la plage était interdite d'accès samedi 17 janvier 2026 à cause d'une pollution de l'Arques et de la Béthune. Explications.



Publié: 17 Janvier 2026 à 17h52 Temps de lecture: 1 min

Des traces d'hydrocarbures dans l'eau et une odeur désagréable ont été vues et ressenties par les Dieppois samedi 17 janvier. Il s'agissait d'une pollution de deux rivières l'Arques et la Béthune.



Des traces d'hydrocarbures sont visibles dans la rivière Arques, à l'entrée du Dieppe. - Photo Paris Normandie

Le retrait d'une cuve à fioul en cause

« L'origine de cette pollution a été identifiée sur la commune d'Arques-la-Bataille, explique la préfecture de la Seine-Maritime

dans un communiqué diffusé en fin de journée. *Elle fait suite au retrait d'une cuve à fioul au sein d'une habitation particulière. Du fioul se serait déversé dans une fosse, se mêlant à l'eau et rejoignant le cours de la Béthune puis de l'Arques pour enfin atteindre le port de Dieppe. »*

À la mi-journée, des barrages absorbants ont été installés par les équipes du port de Dieppe et le SDIS76 au niveau de la source de la pollution et à l'embouchure entre l'Arques et le port, depuis le pont Cours Bourbon près d'Intermarché, afin d'en limiter la propagation. La mairie de Dieppe a bloqué temporairement l'accès à la plage tandis que les pompiers étaient mobilisés en nombre quai Henri IV, au niveau du port de plaisance et du ponton de la SNSM.



Des barrières flottantes ont été positionnées à la mi-journée depuis le pont Cours Bourbon pour tenter de limiter la pollution vers le port de Dieppe. - Photo Paris Normandie

La pêche interdite jusqu'au 25 janvier

La capitainerie du port de Dieppe a annoncé en fin d'après-midi sur une interdiction de la pêche temporaire de la pêche de loisir, sur l'ensemble du port, jusqu'au 25 janvier 2026. « *Aucune mortalité piscicole n'a été constatée dans ces cours d'eau* », précise par ailleurs la préfecture. Des travaux devaient avoir lieu en début de soirée samedi afin de purger la source de la pollution.

Lire aussi

[Football – N2 : le FC Dieppe n'a pas été récompensé de ses efforts face à Haguenau](#)

[Clé de voûte de l'État de droit, la justice de plus en plus critiquée](#)

[Football – N2 : le FC Dieppe ne compte pas s'arrêter en si bon chemin](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[Aménagements routiers et vidéoprotection : cette commune près de Dieppe mise sur la sécurité](#)



[« Il faut conserver les lits » : le cri d'alarme lancé en faveur de l'hôpital de Dieppe](#)





[Vallée de la Bresle : Enedis prépare le raccordement de trois parcs éoliens](#)



[Nuages, pluie et températures douces... Que vous réserve la météo en Seine-Maritime et dans l'Eure ?](#)



Video

[Gladys a couru trois marathons en trois jours jusqu'au refuge animalier la Grisoutière près de Dieppe](#)





[Passionné du pont Colbert, il retrace l'histoire des... cinq ponts tournants de Dieppe !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

FLASH INFO - Hydrocarbures dans la Béthune et l'Arques : plages fermées et pêche interdite à Dieppe

infonormandie

~1 minute

La présence d'hydrocarbures a été confirmée ce samedi dans le port de Dieppe (Seine-Maritime). L'origine de **la pollution a été localisée à Arques-la-Bataille**, à la suite du retrait d'une cuve à fioul dans une habitation privée, relate ce soir la préfecture dans un communiqué. Du fioul se serait écoulé dans une fosse, avant de se mêler à l'eau et de rejoindre successivement la Béthune, puis l'Arques, jusqu'au port de Dieppe.

Par mesure de sécurité, la Ville de Dieppe a décidé de fermer temporairement l'accès à la plage de Puys ainsi qu'à la plage de Dieppe. Dans le même temps, **la capitainerie du port a interdit toute activité de pêche** à l'intérieur de l'enceinte portuaire.

Environnement. Une pollution aux hydrocarbures détectée dans les cours d'eau jusqu'au port de Dieppe

Elvire Alix

~2 minutes

Une [pollution](#) aux hydrocarbures a été constatée samedi 17 janvier dans le port de Dieppe. L'incident trouve son origine à [Arques-la-Bataille](#), à la suite du retrait d'une [cuve à fioul](#) dans une habitation privée.

Des barrages absorbants

Selon les autorités, du fioul se serait déversé dans une fosse avant de se mélanger à l'eau et de rejoindre la rivière de la Béthune. La pollution a ensuite suivi le cours de l'Arques jusqu'au port de Dieppe, où elle a été détectée dans la journée. Rapidement mobilisés, les services du port de Dieppe et le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS 76) ont installé des barrages absorbants à la source de la pollution et à l'embouchure entre l'Arques et le port. Ces dispositifs visent à limiter la propagation des hydrocarbures. A ce stade, aucune mortalité piscicole n'a été observée dans les cours d'eau concernés.

- **A lire aussi.** [Biofioul : une alternative durable pour votre chauffage](#)

L'accès aux plages de Dieppe et du Puys fermé

Par précaution, la mairie de Dieppe a décidé de fermer l'accès à la plage de Dieppe ainsi qu'à celle de Puys. La capitainerie du port a également interdit la pêche dans l'enceinte portuaire afin d'éviter tout risque sanitaire.

Pollution aux hydrocarbures dans le port de Dieppe : la nappe venait d'une fuite de fioul chez un particulier - ICI

Lila Lefebvre

3—4 minutes

Le port de Dieppe (Seine-Maritime), décembre 2019. © Radio France - Thomas Schonheere

Publié le samedi 17 janvier 2026 à 19:17

Les pompiers et les agents du port de Dieppe sont intervenus ce samedi pour une nappe de pollution. Du fioul s'est déversé dans la Béthune lors du retrait d'une cuve chez des particuliers.

La présence d'hydrocarbures a été constatée ce 17 janvier 2026 dans le port de Dieppe. L'origine de cette pollution a été identifiée sur la commune d'Arques-la-Bataille : du fioul s'est écoulé dans le cours d'eau la Béthune alors qu'une cuve était retirée d'une habitation à Arques-la-Bataille. La mairie de Dieppe a fermé temporairement l'accès à la plage de Puys et à la plage de Dieppe.

Le port de Dieppe et le Service d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ont mis en place des barrages absorbants au niveau de la source de la pollution et à l'embouchure entre l'Arques et le port afin d'en limiter la propagation. Aucune mortalité piscicole n'a été constatée dans ces cours d'eau. La capitainerie du port de Dieppe a par ailleurs interdit la pêche dans l'enceinte du port.

Pour afficher ce contenu Facebook, vous devez accepter les cookies **Réseaux Sociaux**.

Ces cookies permettent de partager ou réagir directement sur les réseaux sociaux auxquels vous êtes connectés ou d'intégrer du contenu initialement posté sur ces réseaux sociaux. Ils permettent aussi aux réseaux sociaux d'utiliser vos visites sur nos sites et applications à des fins de personnalisation et de ciblage publicitaire.

Des travaux devaient avoir lieu en début de soirée afin de purger

la source de la pollution.

- [Pollution de l'eau](#)
- [Secours – Pompiers](#)
- [Pollution](#)
- [Eau](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- La première pierre de la "chatière" du port du Havre, ce chenal facilitant la navigation entre Port 2000 et la Seine a été posée ce 17 mars. Ampleur et durée des travaux, déminage, mesures de protection de l'environnement, retour sur un chantier pharaonique qui aura mis 20 ans à voir le jour.

Le 17/03/2025 à 17:19

- Tout cet été, ICI Normandie vous propose une série de portraits sur les travailleurs de la mer. Sixième épisode avec un officier de port en vigie, à la capitainerie du port du Havre.

Le 08/08/2025 à 14:46

- La préfecture de la Seine-Maritime déclenche le premier niveau d'alerte pour un épisode de pollution aux particules fines sur le département à compter de ce mardi 4 mars.

Le 03/03/2025 à 16:07

- Tout cet été, ICI Normandie vous propose une série de portraits sur les travailleurs de la mer. Huitième épisode avec les militaires du sémaphore du Cap de la Hève au Havre.

Le 22/08/2025 à 05:00

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Présence d'hydrocarbures dans le port de Dieppe : l'accès à la plage est temporairement interdit

Écrit par Quentin Bral

~2 minutes

La présence d'hydrocarbures a été relevée ce samedi 17 janvier dans le port de Dieppe. Des barrages absorbants ont été mis en place afin d'en limiter la propagation.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Les accès aux plages de Puys et de Dieppe sont temporairement fermés au grand public. En cause : la présence d'hydrocarbures qui a été détectée dans la journée du 17 janvier sur la commune d'Arques-la-Bataille (Seine-Maritime).

L'origine a été ciblée. La situation aurait été provoquée par le retrait *"d'une cuve au sein d'une habitation particulière. Du fioul se serait déversé dans une fosse, se mêlant à l'eau et rejoignant le cours de la Béthune puis de l'Arques pour enfin atteindre le port de Dieppe."*, précise la préfecture de la Seine-Maritime dans un communiqué.

Le port de Dieppe et le SDIS76 ont mis en place des barrages absorbants au niveau de la source de la pollution et à l'embouchure entre Arques et le port afin d'en limiter la propagation. Aucune mortalité piscicole n'a été constatée dans ces cours d'eau.

Préfecture de la Seine-Maritime

Mesure prise par la capitainerie du port de Dieppe : la pêche y est interdite jusqu'à nouvel ordre. Des travaux auront lieu dès ce

samedi soir afin de purger la source de la pollution.

Environnement. Des hydrocarbures présents dans la Béthune, l'Arques et au port de Dieppe : des moyens déployés pour limiter la pollution

Luc Gallais

2-3 minutes

Des traces d'hydrocarbures ont été observées ce samedi 17 janvier dans le secteur dieppois, dans la rivière de la Béthune, qui se jette dans l'Arques, et jusqu'au port de Dieppe. Une pollution aquatique dont l'origine est désormais identifiée.

Du fioul déversé lors d'un retrait d'une cuve chez des particuliers

La préfecture de Seine-Maritime a publié un communiqué de presse en cette fin d'après-midi pour apporter plus de précisions sur la nature de cet épisode. Selon les autorités, cette pollution "*fait suite au retrait d'une cuve à fioul au sein d'une habitation particulière*, sur la commune d'Arques-la-Bataille. *Du fioul se serait déversé dans une fosse, se mêlant à l'eau et rejoignant le cours de la Béthune puis de l'Arques pour enfin atteindre le port de Dieppe*", détaille la préfecture.

La Ville de Dieppe a décidé de fermer temporairement l'accès à la plage de Puys et à celle de Dieppe. La capitainerie du port de Dieppe a également interdit la pêche de loisir dans l'enceinte du port, et ce jusqu'au dimanche 25 janvier, par mesure de précaution.

"Aucune mortalité piscicole constatée"

Le port de Dieppe et le service départemental d'incendie et de secours ont installé des barrages absorbants pour juguler la pollution, au niveau de la source de la pollution et à l'embouchure entre l'Arques et le port. Objectif : "limiter la propagation", indique la préfecture qui précise qu'"*aucune mortalité piscicole n'a été*

constatée dans ces cours d'eau". De nombreux sapeurs-pompiers, dont une équipe spécialisée NRBC (Nucléaire radiologique biologique chimique), ont été mobilisés, un poste de commandement a été établi à Arques-la-Bataille. "Des travaux vont avoir lieu en début de soirée afin de purger la source de la pollution", ajoute la préfecture.

Des travaux à cinq millions d'euros à la station d'épuration de Dieppe

4–5 minutes

Depuis fin décembre 2025, la station d'épuration de Dieppe absorbe les eaux usées d'Arques-la-Bataille et de Martigny. Un mur qui menaçait de s'effondrer a aussi été réparé.

Sur le même thème

[Dieppe-Maritime](#)

[Environnement](#)



Les élus de Dieppe-Maritime (Seine-Maritime) et les représentants de Veolia ont présenté les travaux. ©Les Informations dieppoises

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 16 janv. 2026 à 16h59

Ce sont des travaux invisibles, mais **vitaux**. La station d'épuration de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), exploitée par Veolia, absorbe depuis le 22 décembre 2025 dernier les eaux usées d'[Arques-la-Bataille](#) et de [Martigny](#).

Elle devrait bientôt accueillir aussi celles d'Étran et de Thibermont. La fin des travaux a été présentée mercredi 14 janvier 2026.

Le mur se déformait

« C'est aussi **important** que d'inaugurer une salle des fêtes ou tout autre équipement, tient à souligner Sébastien Jumel, président de Dieppe-Maritime. Sans une station d'épuration performante, pas de baignade en mer, donc pas de Pavillon bleu et pas de **tourisme** balnéaire. »

La station d'épuration d'Arques traitait depuis une dizaine d'années un volume d'eaux usées **supérieur** à sa capacité. Le raccordement à la station de Dieppe aurait pu être effectué il y a quelques années, mais des **fissures** importantes dans le bassin d'aération ont dû être réparées.

Le mur prenait une forme de « **banane** ». « Sans la réparation, nous risquions le déversement des boues d'épuration dans l'Arques », rappelle Sébastien Jumel.

Vidéos : en ce moment sur Actu



Le mur extérieur du bassin d'aération a dû être entièrement refait.

©Les Informations dieppoises / Mathieu te Morsche

« La poussée de l'eau était sous-estimée », explique Caroline Isabey, adjointe à la direction du service eaux, assainissement et gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations de [Dieppe-Maritime](#).

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'incrIRE](#)

L'action du soleil a pu accélérer la **dégradation** du mur extérieur du bassin. Ce dernier a donc été entièrement refait et a été accompagné d'un système d'isolation, comme pour une maison.

La station d'Arques bientôt déconstruite

Des travaux ont également été menés pour augmenter la capacité de stockage des eaux de pluie et pour limiter les intrusions d'eaux claires parasites, c'est-à-dire des eaux non polluées qui rentrent dans les réseaux d'assainissement.

Ce chantier, qui a été accompagné d'une rénovation des équipements dans les bassins d'aération, a coûté **deux millions** d'euros. Le raccordement de la station d'Arques via 2,8 km de canalisations et un système de pompes représente quant à lui un investissement de **trois millions** d'euros.

L'année 2026 verra par la suite la **déconstruction** de la station d'épuration d'Arques-la-Bataille.

La station d'épuration de Dieppe accueille désormais **500 m³** d'effluents en plus par jour. Il n'y a pas eu besoin toutefois d'agrandir les bassins, les stations d'épuration étant surdimensionnées dès leur construction.

Celle de Dieppe, inaugurée en 1996, est à **60 %** de ses capacités et elle peut traiter les eaux usées d'environ 100 000 à 105 000 personnes.

7,5 millions d'euros de budget

En parallèle de ces investissements, Dieppe-Maritime va bientôt mettre à jour son schéma directeur d'assainissement communautaire.

Une étude à un million d'euros, financée par l'Agence de l'eau et le Département, a été lancée afin d'établir un calendrier de travaux à mener dans les dix à 15 prochaines années.

Sébastien Jumel a rappelé que les budgets eau et assainissement représentent des investissements considérables pour Dieppe-Maritime : combinés, ils s'élèveront à 7,5 millions d'euros en 2026.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Grippe aviaire. Tout risque est écarté pour le Parc de Clères

Luc Gallais

~2 minutes

Le doute est désormais écarté. La préfecture de Seine-Maritime a décidé, dans un arrêté pris mardi 13 janvier et publié vendredi 16 janvier, de lever la mise sous surveillance du Parc animalier de Clères. [Ce dernier était concerné depuis le 5 janvier par une enquête épidémiologique](#), un important contrôle sanitaire mené par la Direction départementale de la protection des populations. Et ce, après le décès de deux canards, cédés par le Parc de Clères au zoo de Cerza le 14 novembre, morts de la grippe aviaire le 30 novembre.

Des mesures avaient été prises

Durant ces derniers jours, des mesures avaient été prises, avec des prélèvements réalisés par un vétérinaire sanitaire afin de détecter la présence éventuelle du virus H5N1 au sein de la population des oiseaux du parc. Les oiseaux du parc devaient rester confinés dans leurs hébergements ou d'autres lieux susceptibles de garantir leur isolement et limiter les contacts avec les oiseaux sauvages. Des moyens de désinfection ont été mis en place aux entrées et sorties.

"Absence de circulation du virus de l'influenza aviaire"

La préfecture indique dans cet arrêté que l'enquête épidémiologique conduite au sein du parc est considérée comme *"favorable, mettant en évidence la maîtrise du risque sanitaire et l'absence de circulation du virus de l'influenza aviaire"*. Des prélèvements ont été effectués par le docteur Yannick Roman sur les canards du même lot que ceux ayant été vendus au parc zoologique de Cerza et analysés par un laboratoire. Ils se sont révélés tous négatifs vis-à-vis de l'influenza aviaire (virus H5N1).

Suspicion de grippe aviaire à Clères : la préfecture lève la surveillance

Mehdi Chebana

4–5 minutes

Après la mort de deux de ses canards dans le Calvados, le parc animalier de Clères était placé sous étroite surveillance. La préfecture de Seine-Maritime a décidé de la lever, mardi 13 janvier 2026, l'enquête épidémiologique ayant conclu que la grippe aviaire ne circule pas dans le parc.



Par Mehdi Chebana

Publié: 17 Janvier 2026 à 12h53 Temps de lecture: 2 min

La préfecture de Seine-Maritime a décidé, dans un arrêté publié mardi 13 janvier 2026, de lever la [mise sous surveillance du parc animalier de Clères](#), dont deux canards vendus au zoo de Cerza avaient succombé à la grippe aviaire dans le Calvados, en novembre dernier.

L'institution explique que l'enquête épidémiologique conduite au sein du parc seinomarin a mis en évidence « *la maîtrise du risque sanitaire et l'absence de circulation du virus de l'influenza aviaire* ». Des prélèvements ont été effectués sur des canards du même lot que ceux vendus au parc de Cerza et ils se sont révélés négatifs au virus H5N1.

Pendant une semaine, les oiseaux du parc de Clères ont été inspectés quotidiennement par un vétérinaire pour vérifier qu'ils n'étaient pas porteurs du virus. Les mesures de prophylaxie décidées par la préfecture prévoyaient également que tous soient maintenus confinés pour limiter les contacts avec les oiseaux

sauvages. Le parc avait aussi interdiction d'accueillir ou de faire sortir des volatiles, comme il le fait régulièrement dans le cadre de ses échanges avec d'autres parcs aimaillers.

C'est le 14 novembre 2025 que le parc de Clères avait vendu deux de ses canards au Cerza. Les deux volatiles sont morts une quinzaine de jours plus tard, les analyses démontrant qu'ils étaient porteurs du H5N1. Le parc de Clères s'était alors montré confiant. Les deux volatiles avaient été confinés un mois et demi avant leur départ pour le Calvados, ce qui rendait « *très peu probable* » une contamination à Clères.

Lire aussi

[À Rouen, 165 logements à vendre sur l'ancien site Volkswagen quartier Pasteur](#)

[« Elle reste un monde d'homme » : à Rouen, pourquoi Laura Slimani quitte la vie politique locale](#)

[La cathédrale de Rouen va se parer de nouveaux vitraux, une première en 20 ans](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Clères \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

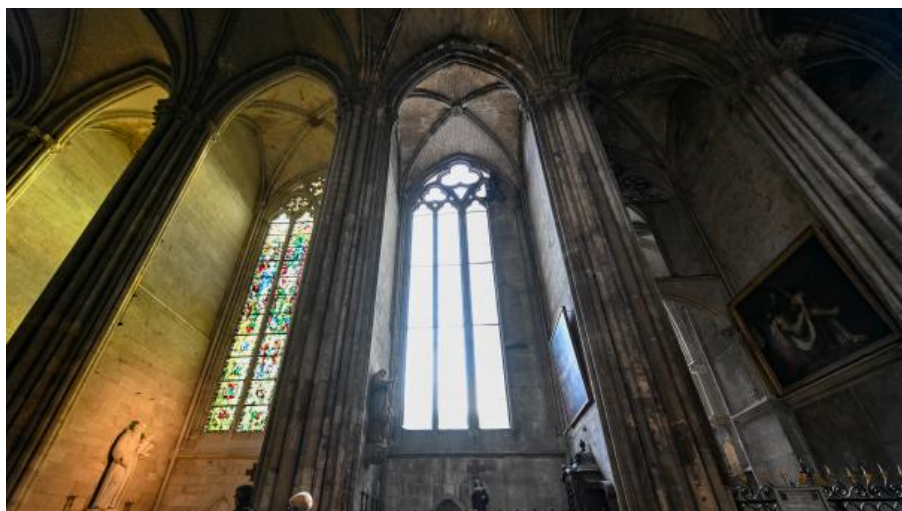
[Rouen](#)



[À Rouen, 165 logements à vendre sur l'ancien site Volkswagen quartier Pasteur](#)



[« Elle reste un monde d'homme » : à Rouen, pourquoi Laura Slimani quitte la vie politique locale](#)



[La cathédrale de Rouen va se parer de nouveaux vitraux, une première en 20 ans](#)

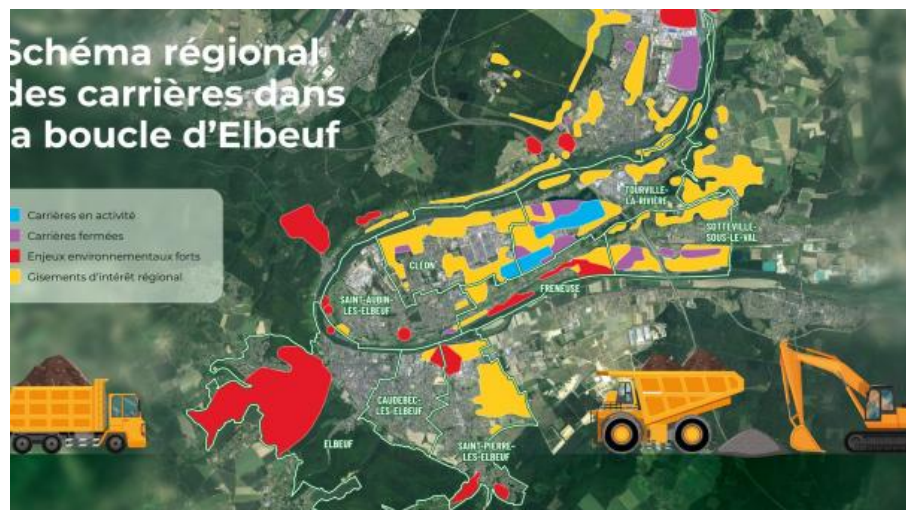


Video

[Chine et Normandie : ces liens solides et subtils autour du lin](#)



[Aux assises à Rouen, un jeune homme tué par méprise en pleine rue](#)



[Près d'Elbeuf, le projet d'extension du site de déchets dangereux de la Seraf suscite la crainte](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Tempête Goretti : encore 85 sacs-poubelles de déchets ramassés sur la plage de Sainte-Adresse, près du Havre - ICI

Lila Lefebvre

5-6 minutes

Une cinquantaine de personnes réunies le 17 janvier à Sainte-Adresse pour ramasser des déchets sur la plage. © Radio France - Lila Lefebvre

Publié le samedi 17 janvier 2026 à 21:27

Une semaine après le passage de la tempête Goretti, les ramassages de déchets se poursuivent sur les plages de la Seine-Maritime. Ce samedi, encore 85 sacs-poubelles ont été remplis lors d'une collecte organisée par l'association Surfrider à Sainte-Adresse, dans l'agglomération du Havre.

Du Havre au Tréport, [la tempête Goretti a laissé sur les plages seinomarines une marée de déchets](#), notamment plastiques.

Depuis le 9 janvier, les ramassages se multiplient, à l'initiative des mairies, d'associations où spontanément grâce à des riverains. Ce samedi 17 janvier 2026, l'association Surfrider a organisé une collecte déchets à Sainte-Adresse, dans l'agglomération havraise, une cinquantaine de personnes étaient réunies.

"La tempête a ramené beaucoup de choses"

Cette fois, ce sont les Scouts et Guides de France de Sainte-Adresse qui ont demandé l'aide de l'association Surfrider pour organiser une collecte des déchets. Un foulard autour du cou, sac poubelle dans les mains. Léon était là et Adams s'affairent : *"On a trouvé un maillot de bain, une espèce de tapis en cuir, du caoutchouc, du plastique, du métal et beaucoup de polystyrène. On se dit la tempête, elle a ramené beaucoup de choses"*. Dix jours après la tempête Goretti, encore **85 sacs poubelles sont remplis en 1 heure**.

Depuis le 9 janvier, l'association n'arrête pas de recevoir des demandes pour organiser des ramassages : *"On a organisé des collectes au Havre, Fécamp et Saint-Jouin-Bruneval le week-end dernier, aujourd'hui on est à Sainte-Adresse, et on pense qu'il y a aussi beaucoup de collectes organisées spontanément par les riverains"*, se félicite Jean-Marie Hervieu, le référent de Surfrider en Seine-Maritime. Ce samedi, une cinquantaine de personnes ont nettoyé la plage de Veulettes-sur-Mer à l'appel de la SNSM.

Décharge de Dollemard

Ces déchets proviennent essentiellement de l'activité maritime détaille Jean-Marie Hervieu : *"des filets de pêche, du polystyrène, des emballages plastiques"*.

Pour afficher ce contenu Instagram, vous devez accepter les cookies **Réseaux Sociaux**.

Ces cookies permettent de partager ou réagir directement sur les réseaux sociaux auxquels vous êtes connectés ou d'intégrer du contenu initialement posté sur ces réseaux sociaux. Ils permettent aussi aux réseaux sociaux d'utiliser vos visites sur nos sites et applications à des fins de personnalisation et de ciblage publicitaire.

"Mais il y a une particularité sur la Point de Caux, c'est qu'on retrouve aussi beaucoup de déchets de la décharge de Dollemard".

Cette falaise de 312.000 mètres cubes déchets au Havre, où ont été entassés les gravats dès la reconstruction à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle va être démantelée, les travaux ont commencé l'été dernier par de la sécurisation, car elle menace de s'effondrer. Au printemps, les premiers déchets devraient commencer à être enlevés.

Vous pouvez contacter Surfrider en Seine-Maritime par mail à antenne76@surfrider.eu et les suivre sur leurs pages [Facebook](#) et [Instagram](#).

- [Gestion des déchets](#)
- [Tempêtes](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies

par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- L'association Surfrider a organisé, ce dimanche, une grande collecte de déchets sur la plage du Havre. Près de 150 personnes ont répondu à l'appel de l'association pour nettoyer la plage de galets et comptabiliser les déchets. Ces chiffres seront ensuite envoyés aux parlementaires européens.

Le 23/03/2025 à 18:09

- Le département de la Seine-Maritime a lancé un grand concours pour désigner la plage préférée des Seinomarins. Du Havre au Tréport, à vous de voter.

Le 18/04/2025 à 15:42

- Les douanes du Havre ont saisi 1300 tonnes de déchets dangereux en partance vers l'Afrique et l'Asie depuis 2023. Le procès d'un trafic présumé s'est tenu le 14 octobre à Rouen. C'est le premier dossier renvoyé en jugement par le pôle régional spécialisé dans les atteintes à l'environnement.

Le 30/10/2025 à 05:00

- Les départements de la Seine-Maritime et de l'Eure sont placés en vigilance jaune vent par Météo-France ce samedi : la tempête Amy va souffler fort, avec des rafales jusqu'à 110 km/h.

Le 03/10/2025 à 15:20

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

100 arbres couchés, une vingtaine de bénévoles : comment le château d'Ételan s'organise après le passage de la tempête Goretti ?

Écrit par Quentin Bral

3-4 minutes

Plus d'une semaine après le passage de la tempête Goretti, les conséquences sont toujours visibles. C'est le cas dans le parc du château d'Ételan à Saint-Maurice-d'Ételan (Seine-Maritime), durement frappé. Le domaine s'organise pour dégager les accès et sécuriser les lieux.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Même une semaine après la remuante tempête Goretti, les dégâts sont toujours visibles. *"C'est la troisième tempête importante que l'on subit depuis 50 ans et là, vous avez 70 arbres dans un sale état, dont certains déracinés. C'était très violent."*, explique Marc Boudier, copropriétaire du château d'Ételan.

Dans le parc du château, des rafales de vent exceptionnelles se sont engouffrées le long de l'allée cavalière, balayant tout sur leur passage.

Près de 100 arbres ont été arrachés. Par exemple, un châtaignier n'a pas résisté à la chute d'un chêne malade. *"Il n'est pas malade, il n'a pas de champignon. Malheureusement, quand un arbre entraîne un autre, c'est inévitable."*, précise Julien Boyere. Ce bûcheron est venu en voisin comme une vingtaine de bénévoles,

tout le monde a répondu à l'appel de la famille Boudier pour dégager et sécuriser les chemins.

Il faut pouvoir se donner des coups de main, ça me fait plaisir de pouvoir donner un peu de temps pour ce château.

Julien Boyere, voisin du château d'Ételan

Un édifice Renaissance du 15e siècle, classé monument historique qui a vu passer en ses murs François 1er, Voltaire ou Gustave Eiffel.

durée de la vidéo : 00h01mn41s



Près de 100 arbres couchés, une vingtaine de bénévoles : comment s'est organisé le château ? • ©Robin Dussenne et Didier Meunier

Alors les bénévoles s'activent pour lui redonner de sa superbe. "On est plutôt en fin de chaîne ici, on coupe tout en petites bûches pour que ça puisse être consommé derrière. Je suis toujours partant pour aider et en plus on fait des rencontres !", sourit Olivier Pons, un ami de la famille. De quoi être fin prêt pour la réouverture au grand public, prévue pour le début de l'été.

Avec Robin Dussenne et Didier Meunier

Après la tempête Goretti, la vigilance reste de mise en forêt de Brotonne sur les sentiers pédestres

Mireille Loubet-Anquetil

4–5 minutes

L'inventaire complet des dégâts causés lors du passage de la tempête Goretti, du 9 janvier 2026, est toujours en cours pour les agents de l'ONF sur le terrain. La prudence est recommandée.



La forêt domaniale de Brotonne couvre 6700 ha. Dix parcelles ont été particulièrement touchées par la tempête Goretti du 9 janvier 2026. - Paris Normandie (archives)



Par Mireille Loubet-Anquetil

Publié: 18 Janvier 2026 à 15h04 Temps de lecture: 1 min

Déjà 1000 m³ de bois ont été ramassés et stockés par les agents de l'ONF en forêt de Brotonne après le passage de [la tempête Goretti](#), le 9 janvier 2026. Les dégâts sont éparés avec des arbres

tombés sur dizaine de parcelles de la forêt domaniale.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Les grandes routes d'accès à la forêt ont été dégagées rapidement et rouvertes à la circulation publique. Toutefois, l'inventaire complet de la situation n'est pas terminé, particulièrement sur les sentiers pédestres qui sillonnent la forêt. « *Il faudra encore plusieurs semaines, voire quelques mois pour avoir une évaluation précise* », indique le service communication de [l'ONF normand](#).

Rester prudents

Après le passage d'une tempête ou d'un fort coup de vent, les chutes de branches ou d'arbres fragilisés se produisent parfois avec un décalage par rapport à l'événement. Sur les sentiers pédestres, qui n'ont pas encore été inventoriés en [forêt de Brotonne](#), il peut rester également des arbres ou des branches en travers des chemins.

Les neuf itinéraires principaux de randonnées et divers sentiers annexes n'ont pas encore été parcourus en totalité. « [Une grande vigilance est demandée au public](#), le temps que les opérations de sécurisation puissent se terminer », indique encore la communication de l'ONF.

Lire aussi

[À Yvetot, Dominique Taladun Chauvel propose une liste de « droite unie » pour les municipales 2026](#)

[Rives-en-Seine : plus d'une heure d'attente pour le vide-hôtel du Normandie](#)

[À Doudeville, une importante coupure d'eau est à prévoir lundi 19 janvier 2026](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Notre-Dame-de-Bliquetuit \(Seine-Maritime\)](#) [Arelaune-en-Seine \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)



[À Yvetot, Dominique Taladun Chauvel propose une liste de « droite unie » pour les municipales 2026](#)



[« Il faut conserver les lits » : le cri d'alarme lancé en faveur de l'hôpital de Dieppe](#)



[Rives-en-Seine : plus d'une heure d'attente pour le vide-hôtel du](#)

[Normandie](#)



[Nuages, pluie et températures douces... Que vous réserve la météo en Seine-Maritime et dans l'Eure ?](#)



[À Doudeville, une importante coupure d'eau est à prévoir lundi 19 janvier 2026](#)



[Après la tempête Goretti, la vigilance reste de mise en forêt de](#)

[Brotonne sur les sentiers pédestres](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Veulettes-sur-Mer, une opération de nettoyage organisée sur la plage après la tempête Goretti

Bonnie Renault

5-6 minutes

Samedi 17 janvier 2026 plus de cinquante personnes se sont réunies sur la plage de Veulettes-sur-Mer pour une opération de nettoyage après le passage de la tempête Goretti.



Par Bonnie Renault

Publié: 17 Janvier 2026 à 18h04 Temps de lecture: 2 min

Après [le passage de la tempête Goretti](#), la digue de Veulettes-sur-Mer a été fortement endommagée. Le plus gros des travaux ayant déjà été réalisé, il ne reste plus que du nettoyage au bord et sur la plage. À l'initiative de la mairie et de différentes associations de la commune, une journée de solidarité a été organisée ce samedi 17 janvier 2026.

Un appel à la solidarité

« Avec la SNSM (sauveteurs en mer) et Forme Zen on a lancé des appels à participation sur les réseaux sociaux pour essayer d'amener un maximum de personnes », explique Louis Delamare, président de l'association [Les Voiles veulettaises](#). Une cinquantaine de personnes s'est déplacée afin de venir aider au nettoyage. « Il reste encore beaucoup de galets le long de la plage, alors on s'est réparti les différentes zones, commente le président de l'association. Nous, on s'occupe principalement de retirer les déchets sur la plage : plastiques, ferraille, fer à béton, bouchons et

mégots. » Une initiative que l'association organise au minimum deux fois par an, afin de sensibiliser et permettre de maintenir la propreté sur la plage.

Un rassemblement intergénérationnel

Un peu plus loin sur la digue, un groupe de personnes s'est réuni. Munis de leurs brouettes, seaux et pelles, ils n'ont qu'un seul objectif : retirer les galets arrivés à hauteur de l'espace de jeu. Retraité, parent et enfant, tout le monde s'y met. Et en une quarantaine de minutes, l'aire de jeux est comme neuve. Sur place, Manuela multiplie les allers-retours avec sa brouette miniature : *« J'ai envie d'aider. J'ai ramassé beaucoup de cailloux et des fois un peu de sable »*, explique la fillette.

Je ne suis pas étonnée du monde, c'est une plage tellement fréquentée.

Laurence Gouailin, Participante à la journée de nettoyage
Sur la plage, les personnes venues aider sont plutôt équipées de gants et de sacs poubelle. Cette habitante d'Erneville, bouleversée par les dégâts après le passage de la tempête, s'est déplacée par solidarité. *« Je viens tous les jours, été comme hiver. J'y viens nager, j'y viens marcher. Donc je pense que la moindre des choses, était de participer au nettoyage »*, explique Laurence Gouailin, animatrice à la [Communauté de communes de la Côte d'Albâtre](#). *« Je ne suis pas étonnée du monde, c'est une plage tellement fréquentée. je crois que c'est la plage préférée des Normands »* ajoute-t-elle en riant. *« Je suis d'accord, je viens une fois par semaine, c'est une très belle plage sans immeuble »*, commente une habitante de Bolbec de passage sur la digue.

Pour conclure l'après-midi, la SNSM a invité les participants à venir partager un goûter et une boisson chaude pour les remercier de leur venue.

Lire aussi

[À Yvetot, Dominique Taladun Chauvel propose une liste de « droite unie » pour les municipales 2026](#)

[Rives-en-Seine : plus d'une heure d'attente pour le vide-hôtel du Normandie](#)

[À Doudeville, une importante coupure d'eau est à prévoir lundi 19 janvier 2026](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Veulettes-sur-Mer \(Seine-Maritime\) pays de Caux](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)



[À Yvetot, Dominique Taladun Chauvel propose une liste de « droite unie » pour les municipales 2026](#)



[« Il faut conserver les lits » : le cri d'alarme lancé en faveur de l'hôpital de Dieppe](#)





[Rives-en-Seine : plus d'une heure d'attente pour le vide-hôtel du Normandie](#)



[Nuages, pluie et températures douces... Que vous réserve la météo en Seine-Maritime et dans l'Eure ?](#)



[À Doudeville, une importante coupure d'eau est à prévoir lundi 19 janvier 2026](#)





[Après la tempête Goretti, la vigilance reste de mise en forêt de Brotonne sur les sentiers pédestres](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

« Il faut conserver les lits » : le cri d'alarme lancé en faveur de l'hôpital de Dieppe

Loïc Potier

6–8 minutes

Réunissant les centres de Dieppe, Eu et Saint-Valery-en-Caux, le groupement hospitalier Caux – Maritime va fêter ses 10 ans en 2026. Malgré la baisse des dotations financières, il entend poursuivre son développement afin d'améliorer la santé de chacun.



Publié: 18 Janvier 2026 à 19h16 Temps de lecture: 2 min

Tout n'est pas rose au groupement hospitalier Caux – Maritime. Comptant en tout sept établissements : trois centres à Dieppe, Eu et Saint-Valery-en-Caux, et quatre résidences pour personnes âgées, il fêtera ses 10 ans d'existence en 2026. Les difficultés rencontrées font état d'une baisse du budget général attribuée aux centres hospitaliers et forcément cela va empiéter sur le personnel et les moyens mis en œuvre pour assurer la santé de tous.

Une pétition lancée par [la CGT hospitaliers](#) fait état de la menace de la fermeture de 30 lits dans le service gériatrie dès la fin du mois de février mettant toutes les équipes dans l'incertitude. Le manque de lits est aussi constaté dans les prises en charge des urgences. Le personnel s'est retrouvé en difficulté devant l'afflux de patients durant les fêtes avec un record à 89 personnes en une soirée. 37 personnes appelées « dodolà » ont passé la nuit sur les brancards, lits ou dans les couloirs.

Conserver les lits impérativement

Lors des vœux du groupement hospitalier, Dieppe Agglomération et la municipalité ont souligné cet état de fait et ont soutenu le

maintien total de l'ensemble des services. *« Il faut absolument conserver les lits. S'ils sont retirés, ils ne reviennent jamais, a déclaré Sébastien Jumel pour l'Agglomération. Le grand chantier EPR 2 à Penly va amener dans la région dieppoise de nombreux salariés et il faut répondre aux besoins de santé de ces personnes et des familles qui vont s'installer dans la région dieppoise. »* À court terme, la hausse de la population entraîne mathématiquement une plus grande activité médicale. *« Il faut pour cela des moyens et du personnel supplémentaires pour y répondre. »* L'hôpital de Dieppe a pourtant ouvert, en 2025, une unité d'hospitalisation d'aval avec 12 lits qui permet de fluidifier les parcours de soins.

(« Nous avons créé un fonds de dotation pour le mécénat privé »

Valérie Billard, Directrice du GHT Caux Maritime

« En 2025, c'était l'année de la transformation et de la mise en place de nouvelles unités comme [l'hôpital de jour des soins médicaux de réadaptation et médecine du sport](#) à l'initiative des docteurs Beauchet et Leconte. Depuis avril, 150 patients ont été pris en charge », a rappelé Valérie Billard, directrice du centre hospitalier dieppois. Ce service pourrait être décliné en 2026 en faveur des accidentés de la route et des personnes souffrant de séquelles du cancer. Une mini-sonde sera acquise afin de détecter les cancers des bronches. « Il faut développer ces offres de soins sur Dieppe afin d'éviter aux patients de se rendre à Rouen. Pour tout cela, il faut des moyens financiers. Si nous obtenons les aides institutionnelles, nous faisons appel au mécénat. Nous avons créé le fonds Caux innovation santé fin d'obtenir des aides privées. »

Les urgences repensées et un robot chirurgical

D'autres projets importants vont être mis en place dans le courant 2026 avec une unité d'accueil pédiatrique des enfants en danger. *« Ils doivent également se déplacer à Rouen. Il s'agit d'un service qui prend en compte les violences intrafamiliales commises sur des enfants et adolescents. »* Le service d'accueil des urgences sera repensé. *« Avec le temps, il devient obsolète et nous allons commencer les études de conception grâce au concours de l'agence régionale de santé (ARS) et EDF, grâce au grand chantier EPR 2. »*

D'autres services sont à soutenir : vasculaire, échocardiologie d'effort, neurologie et un robot chirurgical. [La psychiatrie n'est pas oubliée.](#) *« Nous avons obtenu une dotation de rattrapage de l'ARS*

qui permet de rééquilibrer le territoire pour le financement de la santé locale. Nous sommes en train d'élaborer le nouveau centre (CTSM). » Le centre hospitalier poursuit également son engagement en faveur de la défense de l'environnement à l'image du service de collecte des déchets infectieux. La prochaine étape sera réalisée sur les dialyses.

Lire aussi

[Football – N2 : le FC Dieppe n'a pas été récompensé de ses efforts face à Haguenau](#)

[Clé de voûte de l'État de droit, la justice de plus en plus critiquée](#)

[Football – N2 : le FC Dieppe ne compte pas s'arrêter en si bon chemin](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) [Eu \(Seine-Maritime\)](#) [Saint-Valery-en-Caux \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[Aménagements routiers et vidéoprotection : cette commune près de Dieppe mise sur la sécurité](#)





« Il faut conserver les lits » : le cri d'alarme lancé en faveur de l'hôpital de Dieppe



Vallée de la Bresle : Enedis prépare le raccordement de trois parcs éoliens



Nuages, pluie et températures douces... Que vous réserve la météo en Seine-Maritime et dans l'Eure ?





Video

[Gladys a couru trois marathons en trois jours jusqu'au refuge animalier la Grisoutière près de Dieppe](#)



[Passionné du pont Colbert, il retrace l'histoire des... cinq ponts tournants de Dieppe !](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

À Rouen, 165 logements à vendre sur l'ancien site Volkswagen quartier Pasteur

Véronique Baud

4-6 minutes

L'ancienne concession Volkswagen rasée, le promoteur Ananas Promotion lance son nouveau projet de trois immeubles dans le quartier Pasteur, à deux pas de la fac de droit.



Le « 90 », un des trois immeubles du nouveau programme immobilier qui va remplacer le concessionnaire Volkswagen dans le quartier Pasteur. - Visuel Ananas Promotion



Publié: 19 Janvier 2026 à 08h15 Temps de lecture: 1 min

En pleine évolution, le quartier des concessions automobiles, situé dans l'Ouest de Rouen, poursuit sa mue. Les travaux d'un nouveau [programme immobilier](#) vont démarrer au printemps sur l'ancienne concession Volkswagen, juste à côté de la faculté de droit. Le bâtiment est rasé et entouré de palissades.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Côté Pasteur », « 90 » et « Côté Campus » forment l'ensemble des logements prévus. *« Les deux premiers seront livrés fin 2027. Le troisième, six mois plus tard. Nous avons commencé la commercialisation »*, indique [Stéphane Langlois d'Ananas Promotion](#) (filiale du groupe Citizen, à qui l'on doit le Hangar 105, sur les quais).

Appartements à la carte

Trente-trois logements premium sont prévus dans l'immeuble de sept étages aux larges baies vitrées et façades courbes du « 90 ». *« On commercialise à partir de 174 900 €. Ce sont plutôt des grands appartements, qui peuvent être redessinés pour les clients »*, détaille le promoteur. Un bâtiment conçu également avec de belles terrasses et balcons. Le « 90 » intègre des commerces et des bureaux au rez-de-chaussée et au premier étage.



«Côté Pasteur» est situé sur l'ancien site Volkswagen. - Visuel Ananas Promotion

La partie « Côté Pasteur », également haut de gamme, se divise *« pour moitié avec un bailleur qui va disposer de T2 et T3 et pour l'autre moitié, nous sommes en vente à la découpe, pour des propriétaires occupants ou des investisseurs qui vont pouvoir louer à des familles, des jeunes actifs ou des étudiants »*.

« Locatif meublé non professionnel »

Pour compenser l'arrêt du dispositif Pinel qui était favorable aux investisseurs, (et doit être remplacé par un autre) les promoteurs

doivent faire preuve d'imagination après une année 2025 calme.
« *On développe le principe du locatif meublé non professionnel, c'est-à-dire qu'on apporte au client le logement meublé.* »

« Côté Pasteur » est accessible, à partir de 163 900 €. « *Autre particularité on peut avec un T3 vide faire deux studios pour les louer, possiblement déjà meublés, et qui vont être d'un meilleur rapport* », poursuit-il. « Côté campus » qui sera le dernier à sortir de terre sera composé de T1 et T2, « *pour les étudiants qui ont la fac Pasteur juste à côté.* » L'ensemble compte 165 logements.

Lire aussi

[« Elle reste un monde d'homme » : à Rouen, pourquoi Laura Slimani quitte la vie politique locale](#)

[La cathédrale de Rouen va se parer de nouveaux vitraux, une première en 20 ans](#)

[Aux assises à Rouen, un jeune homme tué par méprise en pleine rue](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)

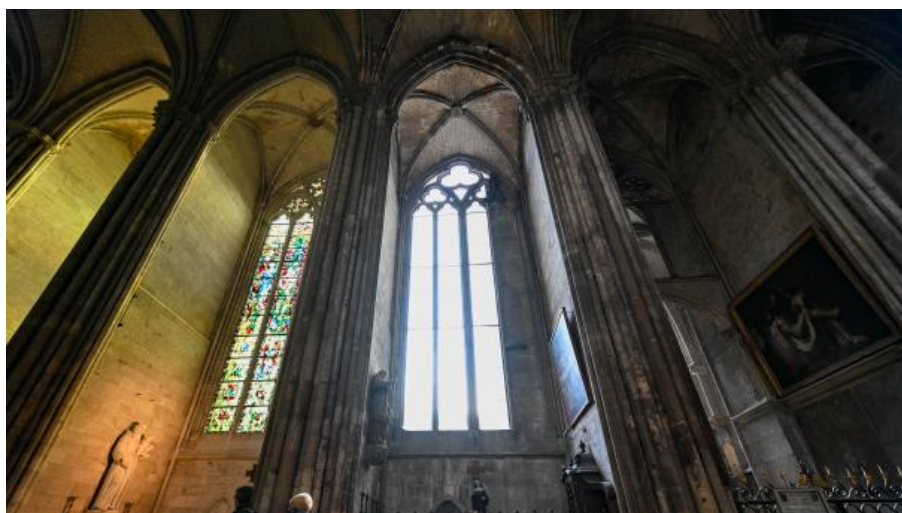


[À Rouen, 165 logements à vendre sur l'ancien site Volkswagen](#)

quartier Pasteur



« Elle reste un monde d'homme » : à Rouen, pourquoi Laura Slimani quitte la vie politique locale



La cathédrale de Rouen va se parer de nouveaux vitraux, une première en 20 ans

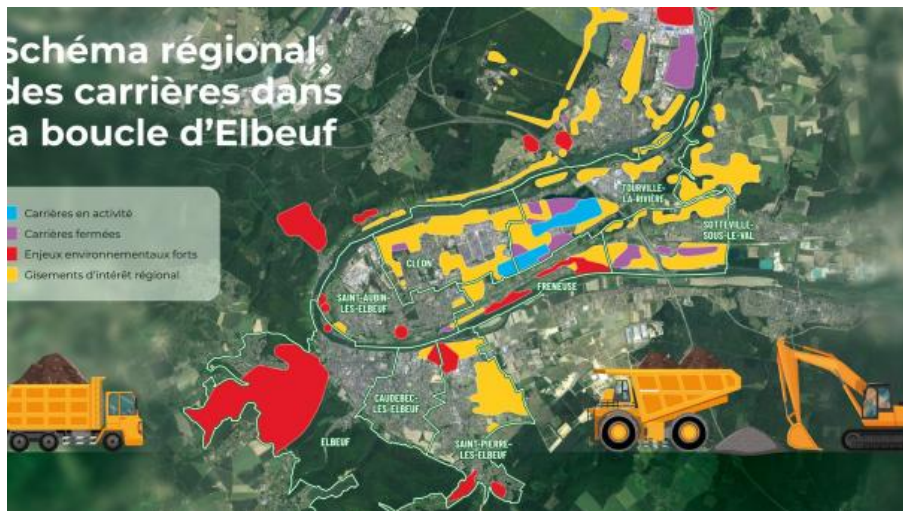


Video

[Chine et Normandie : ces liens solides et subtils autour du lin](#)



[Aux assises à Rouen, un jeune homme tué par méprise en pleine rue](#)



[Près d'Elbeuf, le projet d'extension du site de déchets dangereux de la Seraf suscite la crainte](#)

[Voir plus d'articles](#)

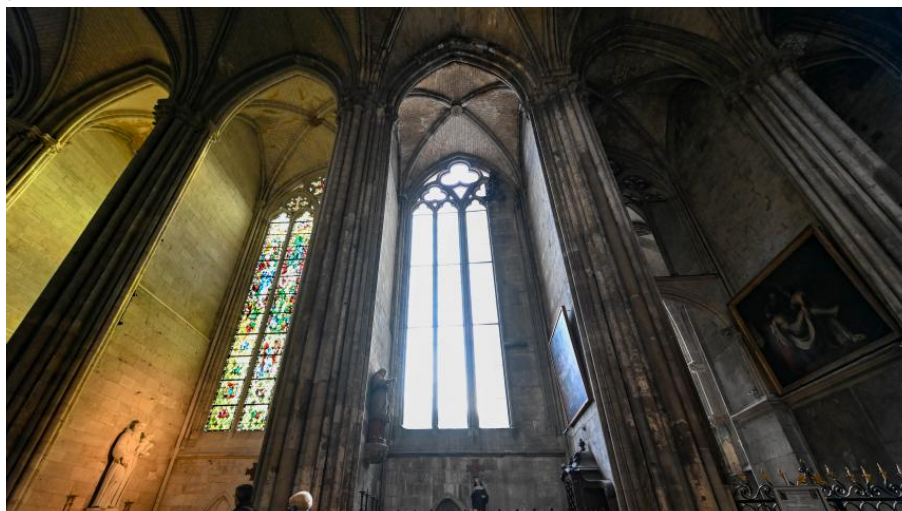
Juste pour vous

La cathédrale de Rouen va se parer de nouveaux vitraux, une première en 20 ans

Véronique Baud

5-6 minutes

De nouveaux vitraux doivent prendre place dans la chapelle Saint-Eustache, détruite durant la Seconde Guerre mondiale, près du portail de la cathédrale de Rouen.



Les vitraux blancs de la chapelle Saint-Eustache dans la cathédrale de Rouen, vont être remplacés. - photo Stéphanie Péron Clément



Publié: 18 Janvier 2026 à 18h40 Temps de lecture: 1 min

Cela faisait vingt ans qu'il n'y avait plus eu d'intervention sur les vitraux de la cathédrale de Rouen, monument le plus visité de la ville. La fréquentation globale [de la cathédrale](#) est estimée à un million de visiteurs par an. D'ici quelques semaines, on devrait savoir quels artistes auront la mission de remplacer les vitres blanches de la chapelle Saint-Eustache. Une chapelle qui se trouve près du portail principal, dans la première travée du bas-côté Sud.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

21 candidatures ont été reçues par la préfecture de la Seine-Maritime et trois groupements d'artistes ont été sélectionnés pour une présentation complète de leur projet, qui a eu lieu il y a quelques jours. Cette présentation orale a été réalisée à partir d'esquisses, de planches, maquettes, et échantillons.

Accueil et paix

Les vitraux qui seront choisis vont jouxter ceux de chapelles sur le bas-côté Sud près de l'entrée [de l'édifice religieux](#). Il était demandé aux maîtres verriers de mettre l'accent sur les notions d'accueil, d'hospitalité et de « *paix intérieure* ». Les projets seront évalués sur des critères artistiques (90 %) et des critères tarifaires (10 %).

Le visiteur qui pénètre à l'intérieur de la cathédrale par le portail principal est accueilli dans la tour de Beurre. Il s'engage dans le bas-côté Sud, dont la première travée abrite deux chapelles, consacrées, l'une à Saint Herbland, l'autre à Saint Eustache. Cette chapelle reçoit de l'extérieur une lumière blafarde et crue, du fait de l'absence de vitraux.

Détruite en 1944

Presque entièrement détruite lors des bombardements de 1944, cette chapelle est reconstruite dans ses dispositions du XIII^e siècle - modifiée au XV^e siècle- par l'architecte Albert Chauvel au sortir de la guerre. Elle se présente aujourd'hui dans un état sanitaire satisfaisant, mais elle est fortement encrassée par les fumées de bougies

La dernière opération de remontage de vitraux avait été réalisée en 2005. Depuis 1980, les priorités ont porté sur l'achèvement de la restauration de la façade occidentale, la restauration de la tour Saint-Romain et de la tour de Beurre, puis sur la restauration des clochetons de la flèche. Ces dix dernières années ont été consacrées à la restauration de la flèche elle-même, le chantier étant toujours en cours.

Lire aussi

[À Rouen, 165 logements à vendre sur l'ancien site Volkswagen quartier Pasteur](#)

[« Elle reste un monde d'homme » : à Rouen, pourquoi Laura](#)

[Slimani quitte la vie politique locale](#)

[Aux assises à Rouen, un jeune homme tué par méprise en pleine rue](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[À Rouen, 165 logements à vendre sur l'ancien site Volkswagen quartier Pasteur](#)

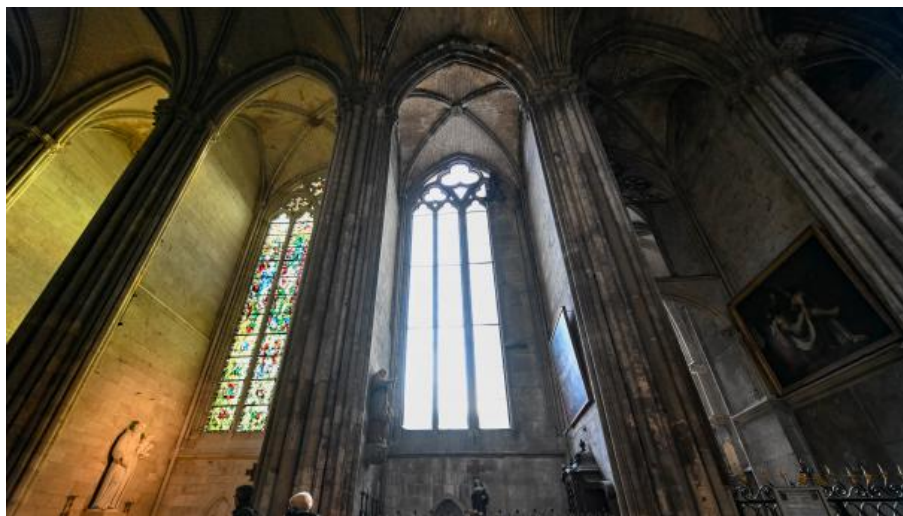


[« Elle reste un monde d'homme » : à Rouen, pourquoi Laura Slimani quitte la vie politique locale](#)





[Jeune homme tué par méprise en pleine rue : le procès débute aux assises de Rouen](#)



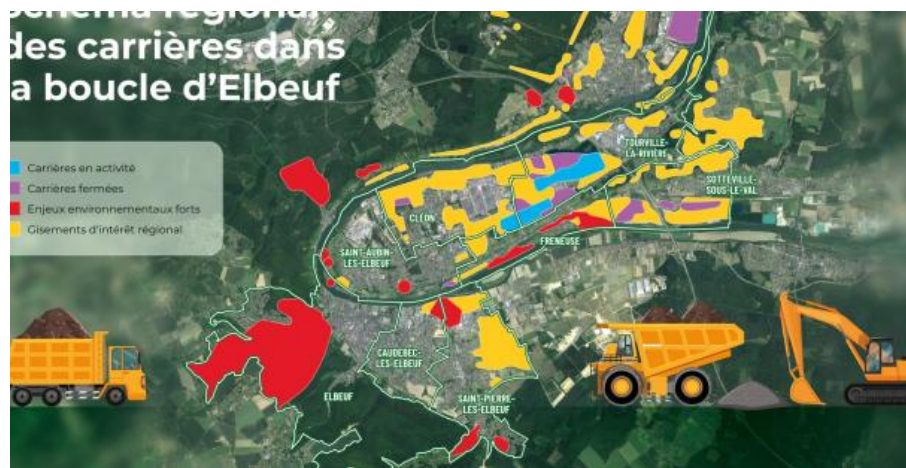
[La cathédrale de Rouen va se parer de nouveaux vitraux, une première en 20 ans](#)



Video

[Chine et Normandie : ces liens solides et subtils autour du lin](#)





Près d'Elbeuf, le projet d'extension du site de déchets dangereux de la Seraf suscite la crainte

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Rouen. Quels sont les grands chantiers qui sortent de terre en 2026 ?

Tendance Ouest

5-6 minutes

L'année 2026 s'annonce chargée en actualités dans la Métropole de Rouen, notamment en matière d'urbanisme. Des grands projets, lancés parfois il y a plusieurs années, vont commencer à sortir de terre en 2026. Doté d'un budget initial de 180 millions d'euros, le raccordement définitif de la Sud III au pont Flaubert est en bonne voie et le calendrier semble tenu.

Sud III et pont Flaubert enfin raccordés

"On est toujours sur une date de fin de printemps 2026", explique Jean-Charles Philippart, directeur de Bouygues Travaux Publics Régions France, chargé du chantier. Dernière grosse étape en date, le 18 décembre 2025 : le bétonnage du tablier du viaduc Pasteur Est, celui qui passe au-dessus de la voie rapide avant le rond-point de la Motte, toujours en service. *"On a derrière nous tous les travaux majeurs de fondation, charpente métallique et génie civil, c'est une belle étape de faite."* Pour ce début d'année, Bouygues doit s'attaquer aux travaux de longrines de rive sur les abords du tablier ainsi qu'aux travaux d'étanchéité avant la pose des écrans acoustiques courant mars. Le chantier va se poursuivre ensuite avec les travaux d'enrobés sur la chaussée, les marquages au sol puis les signalisations. Les premières réceptions sont attendues au mois de mai avant la mise en service de la circulation sud/nord en juin, marquant la fin définitive des travaux. La circulation a déjà été rétablie dans le sens inverse en avril dernier.

"L'objectif est de finir d'engager tous les travaux en 2026"

Autre gros chantier qui se concrétise près de Rouen, celui de la rénovation du quartier de la piscine à Petit-Quevilly, construit dans les années 1970. Un quartier vieillissant dont le projet de

rénovation a été pensé dès 2015 et concrétisé en 2019 avec les premiers coups de pioche. *"C'est un chantier gigantesque pour ne pas dire titanesque"*, reconnaît la maire de la ville Charlotte Goujon. Il devrait profiter à environ 4 000 habitants, soit 20 % de la population de la commune. Son coût : 83 millions d'euros.

"L'objectif est de finir d'engager tous les travaux en 2026, ce qui veut dire qu'on pourrait finir après", explique l'élue. Prochaine échéance : la livraison du nouveau pôle scolaire Niki de Saint Phalle à l'été pour une ouverture à la rentrée de septembre. Après cela, il restera quelques travaux d'aménagement de voirie, la dépollution d'une parcelle et la démolition des anciennes écoles Louis Saint-Just et Elsa Triolet. L'école Sadako Sasaki, la rénovation de la piscine, la plaine des sports et ses 30 000m² d'espace ont déjà été livrés. *"Il y a une forme de soulagement. Après Niki de Saint Phalle, on sera sur des chantiers qui seront moins gênants pour le quotidien des habitants"*, conclut l'élue.

Contraint par les derniers épisodes climatiques, le chantier du pont Corneille à Rouen reprend en principe le 19 janvier. L'ouvrage fait l'objet d'un vaste chantier de rénovation depuis le printemps 2024 après la découverte d'une *"corrosion avancée du fait de défaut d'étanchéité"*, explique la Métropole de Rouen qui envisage la fin des travaux en surface *"au plus tôt en février"*. Le reste du chantier, qui doit s'étaler jusqu'en août, concerne les travaux de peinture du pont, moins contraignants pour les usagers. Reste tout de même à faire l'étanchéité sur le quart sud-est de l'ouvrage, les enrobés et joints de la chaussée, puis en dessous du pont, *"la reprise et le renforcement des appareils d'appui à la suite d'une corrosion très importante"*, poursuit la Métropole. 10 000 véhicules et 2 150 vélos empruntent quotidiennement le pont Corneille.

Où en est l'écoquartier Flaubert ?

Le chantier du quartier Flaubert se poursuit avec de nombreux aménagements déjà sortis de terre.

L'année 2025 a été marquée par l'arrivée du parc-canal Camille Claudel, importante étape de la construction du quartier Flaubert à Rouen. Étalaé sur 90 hectares dont 30 hectares de nature, à cheval entre Rouen et Le Petit-Quevilly, le site, classé écoquartier, doit accueillir à terme 15 000 habitants et usagers ainsi que 2 500 logements et 250 000m² de bureaux.

Transport et lieu de culture

Le projet Flaubert prévoit également l'implantation de commerces et services, d'un collège et d'espaces publics aménagés.

L'ouverture de la ligne de bus T4 et plus récemment du T5 s'inscrit aussi dans le cadre du développement du quartier. Le programme de logement se poursuit en lien avec Rouen Habitat. Par ailleurs, la Métropole de Rouen vient de lancer un appel à projets pour la requalification du site Béthencourt à Rouen, en plein cœur du quartier Flaubert, en un nouveau lieu culturel (*lire page 7*). Ce projet de longue haleine, un temps baptisé DATA avant d'être abandonné, se veut être un tiers lieu artistique en complément des structures avoisinantes telles que le 105 ou la salle de spectacle du 106.

Rouen. Pistes cyclables, espaces arborés... Les nouveaux aménagements de la rue Saint-Sever et du Cours Clemenceau ont été livrés

Margaux Fresnais

~2 minutes

Inaugurés mardi 13 janvier, [les nouveaux aménagements du bas de la rue Saint-Sever et du Cours Clemenceau](#) à Rouen visent à favoriser la marche, la pratique du vélo et à réduire la vitesse tout en améliorant la connexion d'accès entre la rive gauche et la rive droite.

- **A lire aussi.** [Découvrez les futurs aménagements du cours Clemenceau et de la rue Saint-Sever](#)

Transformation du quartier rive gauche

Au total, plus de six mois de travaux ont été nécessaires pour transformer ces deux artères de la rive gauche. Le parking à ciel ouvert du Cours Clemenceau est devenu un parc, offrant des chemins pour les piétons et une piste cyclable le long de la nouvelle ligne T5. Deux stations T5 ont été intégrées de part et d'autre du Cours Clemenceau : une station Champlain (Terminus T5) et une autre au niveau de la place Joffre. Des éléments de confort ont été apportés aux Cours Clemenceau, tels que des bancs, des tables et des transats, ainsi que deux terrains de pétanque et des jeux pour enfants. Un totem en bois fabriqué à la tronçonneuse a été mis en place, ainsi que deux toilettes publiques.

- **A lire aussi.** [Tracé, fréquence, points d'intérêt... tout savoir sur le T5 bientôt mis en service](#)

[La rue Saint-Sever](#), entre le quai Jean Moulin et la place des Emmurées, a vu quelques transformations. Une nouvelle piste cyclable a été aménagée pour faciliter l'accès à la rive droite. Des bancs ont été installés et des arbres ont été plantés. Ce tronçon

entre les quais de Seine et le Cours Clemenceau a vu l'une de ses deux voies être supprimée pour créer un alignement arboré.

Travaux de l'Ehpad d'Aumale : une mutualisation de personnels et de services pour obtenir les financements

Frédéric Roche (correspondant)

4-6 minutes

L'avancée des travaux de l'Ehpad d'Aumale est soumise à une mutualisation avec d'autres établissements, a prévenu sa directrice Aline Dansette.



Par Frédéric Roche (correspondant)

Publié: 18 Janvier 2026 à 10h23 Temps de lecture: 2 min

L'établissement pour personnes âgées « Résidence du duc d'Aumale » accueille 93 résidents et emploie 65 personnes. En 2025, l'Ehpad a vu des avancées dans la mise à jour du projet d'établissement et de la rénovation de 53 chambres qui ne sont plus aux normes actuelles. « Ces [travaux de réhabilitation](#), pour lesquels j'ai bon espoir d'un aboutissement sur la période 2027-2029, sont conditionnés par des points d'amélioration demandés par notre autorité, [l'ARS \(Agence Régionale de Santé\)](#). Elle souhaite que nous recherchions des possibilités de mutualisation et des pistes d'économie dans le cadre de la direction commune, puisque mon adjoint M. Gueridi et moi-même, gérons deux autres établissements, à Gaillefontaine et Forges-les-Eaux », a expliqué la directrice Aline Dansette, lors de la cérémonie des vœux de la structure.

Le linge transféré à Forges-les-Eaux en mars

Pour cela, des projets sont en cours : astreinte mutualisée

infirmières avec d'autres établissements du territoire, astreinte technique avec l'établissement de Blangy-sur-Bresle. « *La lingerie arrivait en bout de course avec du matériel défectueux et ne répondait plus aux normes en milieu médico-social. Sur ce point, nous avons travaillé sur un projet de transfert du linge à Forges qui devrait voir le jour en mars prochain. Nous sommes également sur un projet architectural qui permettrait de scinder la verrière dans laquelle nous sommes en trois niveaux, avec pour chacun, une grande salle à manger. Cela permettrait de faciliter la tâche du personnel soignant* », a précisé la responsable de l'établissement.

À beaucoup plus court terme, l'ascenseur du bâtiment de gauche, qui date de 1979, sera changé dans l'année. La directrice a également précisé que la coupe Pathos, évaluant le degré de dépendance de l'établissement, sera effectuée en juin et pourrait permettre d'obtenir des financements dans l'optique des travaux envisagés. Enfin, le regroupement en GPSMS (groupement de coopération sociale ou médico-sociale) permettra aux 8 établissements du territoire des partages de compétences afin d'être encore plus performants dans la qualité.

Lire aussi

[Près de Neufchâtel-en-Bray, deux enfants de 2 et 4 ans torturés, la voisine et son compagnon en prison](#)

[Normandie. À soixante jours de la bataille du premier tour, quelles forces en présence ville par ville ?](#)

[Auffay : Christian Suronne vise un 9e mandat et mise sur son expérience](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Aumale \(Seine-Maritime\)](#) [Gaillefontaine \(Seine-Maritime\)](#) [Forges-les-Eaux \(Seine-Maritime\)](#) [Blangy-sur-Bresle \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Neufchâtel-en-Bray](#)





Video

[Gladys a couru trois marathons en trois jours jusqu'au refuge animalier la Grisoutière près de Dieppe](#)



[Travaux de l'Ehpad d'Aumale : une mutualisation de personnels et de services pour obtenir les financements](#)



[« Pépito, Minou, la douille... » : cinq dealers et toxicomanes très bavards à Gournay-en-Bray](#)





[À Forges-les-Eaux, les personnes handicapées s'impliquent dans la vie locale grâce à La Brèche](#)



[Municipales 2026. À Neufchâtel-en-Bray, Anthony Paquet veut défendre le pouvoir d'achat des habitants](#)



[Robes, bijoux, déco, beauté, animations : Aumale organise son premier salon du mariage](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Mairie, city-stade... le point sur les travaux en cours dans cette commune près de Rouen

4-5 minutes

Travaux à la mairie, aménagement d'un city-stade, réfection d'un chemin piétonnier : tels sont les travaux en cours dans la commune de Saint-Jacques-sur-Darnétal. Précisions.

Sur le même thème

[Argent](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



La façade de la mairie penchait dangereusement : des travaux de consolidation sont en cours. ©Isabelle VILLY

Par [Isabelle Villy](#) Publié le 17 janv. 2026 à 16h58

En ce début d'année 2026, la rédaction fait le point sur tous les chantiers en cours au sein de la commune de Saint-Jacques-sur-Darnétal, à quelques kilomètres de [Rouen](#). État des lieux.

Le chantier de la mairie

Les **travaux de la mairie** avancent. On se souvient que les services de la commune ont dû, il y a quelques semaines [déménager](#) dans les locaux de la toute nouvelle Maison des associations (l'ancienne mairie donc), le temps du chantier : un problème a en effet été détecté sur la façade de la mairie, rendant plutôt dangereuse toute présence et toute visite dans les lieux.

Les plus perspicaces des visiteurs de la mairie auront sans doute remarqué que cette façade semble **pencher vers l'avant** : et c'est justement là tout le problème. « Des études de structure ont été réalisées », indique le maire Frédéric Delaunay, qui précise que les travaux de renforcement de la façade sont donc en cours, ainsi que la consolidation des tirants. Toutefois, la façade gardera sa forme un peu penchée, même à l'issue des travaux : ce sera une particularité du bâtiment en somme.

D'autres travaux de consolidation vont concerner le premier étage, notamment pour les plafonds des archives « Les fenêtres vont aussi être changées. Quant au rez-de-chaussée, le sas va être démonté et les portes vont être changées », ajoute le maire.

Quatre mois de travaux au total vont donc être nécessaires pour ce chantier, dont le montant s'élève à 466 269 euros et qui a bénéficié de subventions du Département de la Seine-Maritime, de la Métropole Rouen Normandie et de l'État.

Le saviez-vous ?

La mairie est une bâtisse ancienne qui fait partie du patrimoine de la commune : autrefois appelée Le Château, les premières traces de son existence, dans les archives, remontent à 1830 mais elle existait déjà auparavant. Durant cinq générations, elle a appartenu à la famille Rousselin-Legrand, dont l'un des membres, Louis, a été maire de la commune de 1906 à 1925. Le « Château », a finalement été racheté par la commune, en 1985.

City-stade : pose de l'ossature fin février

Autre équipement en cours de réalisation : le **City-stade**. La plateforme pour l'accueillir a d'ores et déjà été aménagée près du complexe sportif et fin février, une entreprise devrait venir poser l'ossature.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

S'incrIRE

Les jeunes attendaient après cet équipement. Implanté tout près du complexe sportif, c'est l'idéal et c'est un lieu qui permettra à tous de faire du sport.

La dépense pour ce city-stade s'élève à 69 000 euros (HT).



La plateforme du City-Stade est prête pour recevoir son ossature.
(©Isabelle VILLY)

Réfection d'une sente et pose d'une barrière

Enfin, pour clore ce chapitre des travaux en cours, notons que le **cheminement piéton** qui longe le terrain du complexe sportif va être refait dans les jours qui viennent. La barrière va être changée : la nouvelle sera la même que celle qui donne accès au complexe sportif.

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

« On entre dans une autre dimension » : Près de Rouen, ce lycée va gagner gros en déménageant

6–8 minutes

Après la découverte de la vétusté de ses locaux en fin d'année 2024, le lycée Notre-Dame, à Elbeuf, annonce officiellement son déménagement et dans le même temps, son renouveau.

Sur le même thème

[Education](#)

Article réservé aux abonnés



Situés entre le pont Guynemer et le commissariat de police d'Elbeuf (Seine-Maritime), les anciens locaux de l'Afpa accueilleront le lycée professionnel privé Notre-Dame à partir de la rentrée prochaine. ©Emilien Jacques

Par [Emilien Jacques](#) Publié le 18 janv. 2026 à 22h54

Cette fois c'est officiel, le **déménagement** aura lieu. En délicatesse depuis un an avec ses locaux devenus **vétustes**, le lycée Notre-Dame, à [Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#) a bel et bien trouvé son point de chute, celui que son directeur Jean-Marc Jaffré avait déjà évoqué il

y a quelques mois. Loin d'avoir choisi une destination par défaut, le chef des établissements de l'Institution Fénélon compte sur ce nouveau bâtiment pour apporter une véritable **plus-value** à sa formation. Il détaille aujourd'hui le **projet** et revient sur l'année probablement la plus **mouvementée** qu'il a connue à la direction de Notre-Dame.

2024, début de la crise

Les bâtiments du lycée professionnel Notre-Dame ont fait l'objet depuis le début du 19e siècle de nombreuses **mutations**, affaiblissant petit à petit sa structure. Si bien qu'en septembre 2024, un rapport d'expertise fait état d'un [danger encouru par les 300 élèves de l'établissement](#) à évoluer dans leur lycée. « Les ingénieurs nous ont dit qu'il y avait un danger à rester dans l'établissement et qu'il fallait **l'évacuer**. C'était le début de la **crise**, il y a eu un effet de sidération », se souvient Jean-Marc Jaffré.

Il doit alors se résoudre à **fermer** le lycée pendant plus de deux mois, puis à le rouvrir que partiellement. Des cours en distanciel sont mis en place, une salle est prêtée par la mairie, le collège Fénélon accueille certaines classes. « Chacun a joué son rôle sur le terrain : élus, enseignants, équipe d'administration », salue le directeur, conscient cependant que cette situation ne peut durer. « Très rapidement j'ai su qu'il fallait **partir** », admet-il.

L'Afpa comme une évidence

S'imposer un déménagement n'a pas été un crève-cœur pour Jean-Marc Jaffré, loin de là. En réalité, l'homme en poste à Fénélon depuis 2020 songe depuis sa prise de fonction à donner une nouvelle **impulsion** à son établissement, sans toutefois trouver de locaux qui lui conviennent.

Jusqu'au jour où l'Agence de formation pour les adultes (Afpa) laisse vacant son bâtiment, en avril 2024, soit quelques mois avant la fermeture provisoire du lycée Notre-Dame. Fruit de « la providence » selon le chef du groupe scolaire **privé catholique**, Jean-Marc Jaffré demande une visite à la Métropole de Rouen, propriétaire des lieux.

Un intérêt général

Des intérêts communs émergent alors entre l'Institution Fénélon et

la Métropole, satisfaite de se défaire du coût d'entretien d'un bâtiment inoccupé, et surtout la municipalité d'Elbeuf. « Il y avait un risque de voir un gros bâtiment du centre-ville devenir une **friche** », rapporte Jean-Marc Jaffré.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

De plus, la demande en termes de **formation professionnelle** sur le bassin elbeuvien est telle que cela reviendrait à « se tirer une balle dans le pied » que de priver le territoire d'une offre de formation. Tout était donc réuni pour qu'en juin dernier, un accord de principe soit voté par la Métropole pour valider le transfert de propriété du bâtiment de l'Afpa vers l'Institution Fénélon.

« Dans une autre dimension »

Pour l'ensemble des acteurs du lycée Notre-Dame, la perspective d'un **confort** de travail grandement amélioré s'ajoute au soulagement de ne pas mettre la clé sous la porte. « On va offrir quelque chose de bien mieux aux élèves, aux familles, aux enseignants, assure Jean-Marc Jaffré. Quelque chose de plus en phase avec le milieu de l'entreprise et le milieu professionnel. »

Concrètement, il faut imaginer dans ces nouveaux locaux des « plateaux techniques », c'est-à-dire les espaces dédiés aux cours pratiques, « plus cohérents et plus **fonctionnels** », afin de « se rapprocher de ce qu'on peut voir dans les **entreprises** ». Les 20 classes de BAC Pro et de CAP, réparties dans cinq filières, bénéficieront de salles « mieux agencées », et la vie scolaire, placée à l'entrée du bâtiment, sera « plus accessible ». D'une manière globale, Jean-Marc Jaffré se réjouit d'un lieu « pensé pour la vie d'un établissement scolaire » et dans lequel il sera « facile de s'insérer ».

C'est un très beau bâtiment qu'on récupère, j'aurai un sentiment de fierté de dire que je peux offrir ça aux élèves et aux enseignants.
On entre dans une autre dimension.

Au point d'ajouter de nouvelles **filières** à celles déjà proposées par Notre-Dame (commerce, électricité, lunetterie, prothèse dentaire et gestion administrative) ? « Ce sont des réflexions qu'on commence à mener, avoue le chef d'établissement. On voit qu'il y a de nouveaux **métiers** qui apparaissent. C'est un travail en lien avec la

Région, le Rectorat et le bassin elbeuvien. »

Objectif 2026

Le compte à rebours de ce grand chamboulement est officiellement lancé depuis le 30 décembre dernier et l'acquisition du bâtiment pour **1 million d'euros** environ. « Un énorme effort, en totale **autonomie** », commente Jean-Marc Jaffré. Quelques centaines de milliers d'euros de **travaux** s'ajouteront à l'addition et devraient être visibles « d'ici un petit mois ».

L'objectif affiché étant d'investir les lieux pour la rentrée 2026, même si Jean-Marc Jaffré prévient qu'il ne forcera pas les choses : « Je ne vais pas tordre le bras à une entreprise pour rentrer absolument le 1er septembre. On a des solutions qui pourront absorber deux, trois, quatre semaines de retard, ça ne m'effraie pas. »

Le projet s'est encore davantage affirmé le mardi 13 janvier, avec la première **présentation** officielle aux parents d'élèves. Une réunion lors de laquelle le directeur du lycée Notre-Dame a expliqué « d'où on vient, où on en est, et où on va aller. »

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

actu.fr

À Elbeuf, le dispositif Cité éducative prolongé pour trois années supplémentaires

~3 minutes

En fin d'année 2025, les élus d'Elbeuf ont décidé de prolonger la Cité éducative, un dispositif qui a fait ses preuves.

Sur le même thème

[Education](#)

[Solidarité](#)



Le collège Mandela d'Elbeuf, chef de file de la Cité éducative, a déjà tiré des bénéfices du dispositif. ©Archives / Le Journal d'Elbeuf

Par [Aurélien Delavaud](#) Publié le 16 janv. 2026 à 16h33

C'est un club assez fermé, puisqu'il n'en existe que six dans tout le département de la Seine-Maritime. Alors la ville d'[Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#) a fait le choix de ne surtout pas le quitter. En fin d'année, les élus ont voté, en conseil municipal, pour prolonger le dispositif de la **Cité éducative** pour trois années supplémentaires.

Trois années de plus

« On est [depuis 2022 dans ce dispositif](#) qui court pendant trois ans, rappelle Catherine Vautier, la coordinatrice de la Cité éducative à la ville d'Elbeuf. Pour résumer, c'est une grosse démarche avec tous les **acteurs éducatifs** locaux. »

Plus précisément, ce dispositif permet de débloquer une enveloppe de **220 000 €** chaque année pour financer des projets à destination des 0-26 ans, dans les limites géographiques du **Quartier prioritaire** de la politique de la ville.

Par exemple, pendant les trois premières années de la Cité éducative, la Ville a pu accentuer ses efforts au collège Mandela, l'établissement qui porte le projet. « Quarante suivis supplémentaires ont été proposés pour des élèves du collège, sur le plan de la **santé**, de l'accompagnement scolaire ou des inscriptions dans les **clubs sportifs** », illustre Catherine Vautier.

Un dispositif qui « tourne bien »

Comme celui-ci, chaque année, ce sont entre **50 et 60 projets** qui sont proposés et analysés par une commission, qui décide ou non de lui attribuer un financement. Pour la période de trois ans qui débute, la Ville compte poursuivre sur cette voie.

Vidéos : en ce moment sur Actu

« Notre Cité éducative, elle **tourne bien**, les acteurs locaux s'en sont bien emparés », apprécie Catherine Vautier. Mais, pour pousser encore plus loin le dispositif, la Ville compte le renforcer cette année « en y intégrant les lycées ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026. "Ce qui transformera la société, ce sera la lutte !" : Amaury Renault est tête de liste NPA-R à Rouen

Pierre Durand-Gratian

2-3 minutes

Il est à cette heure le benjamin des têtes de liste déclarées pour les élections municipales à Rouen des 15 et 22 mars. Amaury Renault, 23 ans, est étudiant en architecture et portera les idées du [Nouveau parti anticapitaliste](#) révolutionnaire (NPA-R). *"On veut proposer, au moment où les gens s'intéressent aux élections, des perspectives de lutte pour les travailleurs, pour les jeunes, qui sont indépendantes de celles du grand patronat et des politiciens à leur service."*

"Un moment qui sert à faire de l'agitation politique"

Même s'il est présent sur cette élection, le NPA-R veut avant tout faire entendre des idées révolutionnaires qui proposent un changement complet de système. *"On ne veut rien modifier à la marge ou négocier des ajustements avec le capitalisme, on propose une vraie prise de pouvoir par les travailleuses et les travailleurs : une transformation radicale avec un monde qui ne tourne plus pour une minorité d'actionnaires, mais pour l'ensemble de la société"*, insiste le candidat.

Une transformation qui passe par la lutte, *"les grèves les plus massives possibles et les manifestations"*, juge le candidat, qui utilise malgré tout les élections comme *"un moment qui sert à faire de l'agitation politique"*.

Et si Amaury Renault ne vise pas le fauteuil de maire, il estime malgré tout qu'il serait utile d'occuper des postes au conseil municipal. *"On se sert de ces mandats que l'on a pour continuer à déranger dans les différents conseils ou à l'hémicycle, pour que la voix contre le capitalisme continue d'être portée !"*

A Rouen, Amaury Renault compte notamment alerter sur une crise du logement avec *"l'explosion du prix des loyers"* et veut réclamer la *"réquisition des logements vacants, pour les SDF ou pour les migrants qui arrivent et sont privés de logements"*.

Municipales 2026. "On est persuadé que le capitalisme n'a aucun avenir" : Eric Moisan conduit la liste de Lutte ouvrière à Rouen

Pierre Durand-Gratian

~2 minutes

Lutte ouvrière présente une liste pour [les municipales des 15 et 22 mars 2026 à Rouen](#) pour continuer *"à faire entendre le camp des travailleurs"*. Eric Moisan, enseignant de 53 ans, déjà plusieurs fois candidat à des élections notamment à Dieppe, conduit cette liste qui *"entend exprimer la colère du monde du travail face aux attaques du patronat et du gouvernement"*.

"Il y a deux camps : le camp du grand patronat et celui des travailleurs"

Une élection qui est vue comme une tribune pour porter cette vision politique. Pas de proposition concrète pour Rouen ni de *"concours de promesses"*, le parti veut renverser la table et prône un discours révolutionnaire. *"On est persuadé que le capitalisme n'a aucun avenir dans notre société"*, indique le candidat, qui dénonce l'accumulation des richesses *"de 1 100 milliards d'euros chez les 500 plus riches de France. Ils se sont enrichis en appauvrissant la majorité de la population"*, insiste-t-il.

Lui croit à un autre modèle et à une révolte qui doit pouvoir s'exprimer face *"aux difficultés de la vie, en termes de pouvoir d'achat, de conditions de travail, de précarité, des inégalités qui explosent ou de la montée des idées réactionnaires, xénophobes, racistes, qui divisent"*.

Bien conscient qu'il a peu de chances de s'asseoir dans le fauteuil de maire de Rouen, Eric Moisan tient à remettre la lutte des classes sur le devant de la scène. *"Il y a deux camps dans la société : le camp du grand patronat et celui des travailleurs, qui doit avoir son mot à dire !"*

Municipales 2026. Jean-Paul Lecoq sera le candidat du Front populaire havrais

Célia Caradec

3—4 minutes

Son équipe avait choisi *Don't stop me now*, de Queen, pour conclure son meeting. Jeudi 15 janvier, au Magic Mirrors du Havre, Jean-Paul Lecoq a lancé sa campagne pour les élections municipales des dimanches 15 et 22 mars. Enfin, serait-on tenté d'écrire, tant le nom du député communiste, âgé de 67 ans, était murmuré depuis des mois, [en marge des forums citoyens du Front populaire havrais](#). Ce groupe de sept organisations de gauche*, dont le PCF, son parti, mais aussi le Parti socialiste et Les Ecologistes, se dit convaincu d'une nécessaire union dès le 1^{er} tour... [Qui n'avait pas pu se faire en 2020](#).

Un rassemblement plus large ?

"Nous avons privilégié la qualité du rassemblement avant de s'accorder un nom, indique l'ancien maire de Gonfreville-L'Orcher, c'est une belle dynamique qui s'est créée. Il y a une volonté de changement très forte dans notre ville et les forces politiques n'ont pas le droit de ne pas y répondre." Pour l'heure, cependant, La France insoumise ne s'est pas jointe à ce projet, intitulé Mieux vivre ensemble au Havre, [préférant présenter sa propre tête de liste](#). *"Je n'ai pas de regret... Car je pense que l'union est toujours possible !"* affirme Jean-Paul Lecoq, *notre liste reste ouverte, à tout moment ils peuvent nous rejoindre et ce sera toujours mieux avant le premier tour.* Un message qui s'adresse autant à LFI qu'aux mouvements citoyens Le Havre en débat et Le Havre est à vous, qui ont aussi annoncé constituer des listes.

Jean-Paul Lecoq : un élargissement du rassemblement toujours possible ?

Le citoyen, Jean-Paul Lecoq assure qu'il sera justement au centre de sa politique municipale, s'il est élu. Cela passera notamment par les Fabriques (maisons de quartier havraises), rebaptisées les "maisons des habitants" : *"Nous voulons prendre le pouvoir pour le rendre aux gens."*

Jean-Paul Lecoq : le citoyen au cœur de la politique

Santé, transports, éducation...

Côté santé, Jean-Paul Lecoq plaide pour la création de centres de santé municipaux, avec des médecins salariés. La gauche entend aussi expérimenter la gratuité des transports en commun, *"par étapes"*. La sécurité - il préfère dire *"tranquillité publique"* - sera *"un thème obligatoire"* selon le candidat pour qui il faudra *"adapter les effectifs de policiers municipaux, de médiateurs de quartiers, d'éducateurs de rue"* et *"être aux côtés des services de l'Etat"* dans la lutte contre le narcotrafic. L'éducation ou la place de l'animal en ville seront aussi mises en avant.

En 2020, Jean-Paul Lecoq avait atteint le second tour, [totalisant 41 % des voix contre 59 % pour Edouard Philippe](#), alors encore Premier ministre. Six inscrits sur dix [n'avaient pas voté, au second tour](#), lors de ce scrutin marqué par la pandémie de Covid-19.

*PCF, PS, Les Ecologistes, L'Après, Place Publique, Génération. s, L'Engagement

Municipales à Trouville-Alliquerville. "Me représenter ? Je n'ai pas hésité" : Christian Paris candidat à sa réélection

Luc Gallais

~2 minutes

Natif de la commune à laquelle il est très attaché, [Christian Paris](#) (66 ans) est candidat à sa réélection lors des élections municipales des 15 et 22 mars. *"Plusieurs générations de ma famille ont vécu ici. On me dit dans le village que mes actions ont été bonnes, cela m'encourage. Je suis assez fier de le représenter et je compte le faire encore"*, explique le maire depuis 2014 de [Trouville-Alliquerville](#) (630 habitants).

"Préserver l'identité rurale de la commune"

Elu depuis 2001, Christian Paris compte *"préserver l'identité rurale de la commune"*. Tout en lançant quelques projets, *"dont l'aménagement et la mise en sécurité du centre bourg, dans la limite des moyens financiers, avec une gestion saine et rigoureuse"*. *"J'ai toujours la même motivation, je prends plaisir à être maire. A vrai dire, je n'ai pas hésité une seconde à me représenter. On a déjà travaillé sur un programme avec une liste, apolitique, de 15 personnes, qui apportent des idées enrichissantes."* L'édile appliquait déjà la parité depuis 2014, *"donc ce n'est pas un problème"*. Le renouvellement d'un tiers de l'équipe est prévu par rapport à 2020. Aucune autre liste n'est, à ce jour, connue.

Municipales 2026. Le maire sortant, Jean-Louis Navarre, veut « finir de rénover le patrimoine communal »

Suzelle Gaube

6–7 minutes

Pour la 3e fois, le maire sortant de Valmont, Jean-Louis Navarre, se représente aux élections municipales. Attaché au « patrimoine communal », il compte bien poursuivre les projets s'y attachant, s'il est réélu.



Publié: 19 Janvier 2026 à 07h01 Temps de lecture: 3 min

Deux mandats que Jean-Louis Navarre mène à la tête de la commune de Valmont, en tant que maire. Et pas de lassitude de son côté, puisqu'il repart en proposant une nouvelle fois sa candidature aux municipales 2026. Son moteur ? « *La rénovation du patrimoine communal* » qui correspond à « *l'identité de la commune* ». « *Objectif* » qu'il s'était fixé lorsqu'il a été élu en 2014. « *Quand je fais quelque chose, je le fais à fond. En 2014, j'avais dit que si je suis élu à Valmont, je quitterai mon travail dans l'industrie pharmaceutique pour me consacrer complètement à la commune. C'est ce que j'ai fait, même si j'ai une petite entreprise. Mais tous les matins, je suis en mairie.* »

La rénovation de la place Grèverie, l'école, la mairie

Estimant ne pas avoir complètement rénové le patrimoine communal, Jean-Louis Navarre a décidé de poursuivre en se représentant. Tout a commencé, lors de son premier mandat, par la continuité de la transformation de la place du Dr Robert-Grèverie. Il y a eu [la rénovation de l'école](#), avec notamment la réalisation de l'isolation qui a permis de « *diviser par trois la facture énergétique, qui était très importante. Ce qui nous a permis de faire des*

économies », précise Jean-Louis Navarre. Puis, la rénovation de la mairie. L'ancien centre de tri a été transformé en cellules commerciales, accueillant un chiropracteur et une toiletteuse pour chiens.

D'importants travaux de voirie lors du 2e mandat

Lors de son 2e mandat, il y a eu [la transformation du bâtiment accueillant la perception](#), à l'occasion de son transfert à Fécamp. Courant 2022, elle a vu l'arrivée de plusieurs professionnels dans le domaine médical et paramédical. Mais il y a eu surtout « *deux sujets phares* », estime Jean-Louis Navarre. « *La fin des travaux de [la salle de la Concorde](#) : elle a été transformée en salle de spectacle/conférence grâce à de nombreuses subventions : « Ça n'a coûté que 350 000 € à la commune, contre 500 000 € si on avait dû la détruire »*. Autre chantier significatif : « *la création de trottoirs accessibles aux personnes à mobilité réduite* » rues Jules-Crochemore et Louis-Barbier. ça a aussi permis « *la fluidité de la circulation des véhicules* ».

Plusieurs routes à rénover

La transformation de la voirie n'est pas terminée et le maire sortant compte justement la poursuivre dans les années à venir s'il est réélu. Il pense à la rue d'Estouteville, « *en créant un trottoir plus large* ». Ou encore à la rue Charles-de-Gaulle et la route de l'Europe « *en créant un cheminement piéton, pour pouvoir circuler facilement et en sécurité à pied dans Valmont* ». Jean-Louis Navarre a aussi l'idée de « *créer un nouveau chemin piétonnier entre la route de l'Europe et la voie verte* ». Il servirait notamment aux habitants du lotissement des Sablières. Il évoque aussi la réfection de la Sente Molin, empruntée quotidiennement notamment par les collégiens.

De 18 à plus de 80 ans

Il n'oublie pas aussi « *la poursuite de la rénovation de l'église. Il y a actuellement une nef fermée : On en a pour 800 000 € de travaux* », précise Jean-Louis Navarre. Une série de projets qu'il compte mener, s'il est réélu, avec une équipe qui se renouvelle en partie : « *Sur 15 membres, 3 ne repartaient pas. Aujourd'hui, sur la liste, j'ai 17 colistiers âgés de 18 à un peu plus de 80 ans. Il y a même des personnes venues se proposer, mais il ne restait plus de place.* »

Lire aussi

[Municipales 2026. Un candidat renonce à se présenter à Fécamp, par manque de colistiers](#)

[Près de Fécamp. Changer de cap sans cesse : le parcours singulier de Philippe Vue, patron du « Hazard Café », aux Loges](#)

[Pourquoi la Ville de Fécamp a été distinguée pour ses efforts en termes d'économie circulaire ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Valmont \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Fécamp](#)



Video

[Municipales 2026. Le maire sortant, Jean-Louis Navarre, veut « finir de rénover le patrimoine communal »](#)





[Nuages, pluie et températures douces... Que vous réserve la météo en Seine-Maritime et dans l'Eure ?](#)



Video

[« Ginette Kolinka contre la haine » : Catel Muller donne la parole à la déportée d'Auschwitz](#)



[Municipales 2026. Un candidat renonce à se présenter à Fécamp, par manque de colistiers](#)





[Près de Fécamp. Changer de cap sans cesse : le parcours singulier de Philippe Vue, patron du « Hazard Café », aux Loges](#)



[Pourquoi la Ville de Fécamp a été distinguée pour ses efforts en termes d'économie circulaire ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

À Port-Jérôme-sur-Seine, la gauche cherche encore ses candidats pour 2026

Coline Poiret-Mellier

5-7 minutes

Face à la majorité sortante et au Rassemblement national, la section communiste locale appelle à la mobilisation pour faire exister une liste de gauche aux municipales de 2026.



Publié: 18 Janvier 2026 à 13h52 Temps de lecture: 1 min

Ils rencontrent des habitants, discutent sur les marchés, échangent sur les réseaux sociaux. À l'approche des élections municipales de 2026, la section de [Port-Jérôme-sur-Seine](#) du [Parti communiste français](#) tente de rassembler pour faire exister une alternative de gauche. « *Nous voulons éviter un face-à-face entre la majorité sortante et le Rassemblement national* », expliquent Brigitte Terrier, secrétaire de la section locale, et Hervé Loisel, conseiller municipal d'opposition. Pour eux, l'urgence est réelle.

« *Nous ne cherchons pas forcément des adhérents à un parti, mais des personnes qui partagent nos valeurs et nos idées de gauche* », insiste Hervé Loisel.

Une opposition fragilisée mais toujours présente

En 2014 comme en 2020, une liste de gauche avait permis d'élire deux élus d'opposition au conseil municipal. Un enjeu démocratique que les communistes entendent préserver. « *Aujourd'hui, nous aimerions pouvoir présenter une liste pour garantir une opposition* », résume Brigitte Terrier.

Le constat est toutefois préoccupant. « *Il n'y a plus d'autre section politique de gauche à Port-Jérôme-sur-Seine* », regrette Hervé Loisel. Si les échanges avec les habitants sont nombreux, le passage à l'engagement reste difficile. « *Beaucoup de personnes sont d'accord avec nos idées, mais n'ont pas envie de s'impliquer à la mairie* », observent-ils.

La tête de liste reste à désigner

La section communiste locale compte aujourd'hui 25 adhérents. Or, pour constituer une liste complète, une trentaine de candidats, dans le respect de la parité femmes-hommes, est nécessaire. Un objectif qui, à ce stade, n'est pas encore atteint. « *Certains nous demandent s'il y aura une liste de gauche, mais lorsqu'on leur propose de s'engager, la crainte de l'exposition ou des responsabilités l'emporte* », explique Brigitte Terrier.

Certains nous demandent s'il y aura une liste de gauche, mais lorsqu'on leur propose de s'engager, la crainte de l'exposition ou des responsabilités l'emporte.

Brigitte Terrier, Secrétaire de la section locale du PCF

Si la priorité reste la constitution d'une équipe, le PCF souhaite s'appuyer sur les grandes lignes de son programme, appelées à être discutées avec les futurs colistiers. La section locale met en avant la défense de l'emploi, une transition écologique tournée vers les travailleurs, la lutte contre le désert médical, le renforcement des moyens pour l'école et une attention particulière portée aux publics les plus fragiles, des jeunes aux seniors.

Aucune tête de liste n'est encore désignée. « *La priorité est de constituer une équipe. Ensuite, nous déciderons ensemble* », assurent les responsables locaux.

« Il faut réagir »

En toile de fond, la crainte d'une progression du RN. « *Il faut museler le RN* », martèle Hervé Loisel, qui redoute un vote porté davantage par des considérations nationales que par les enjeux municipaux. « *Il faut réagir* », abonde Brigitte Terrier.

Un appel est donc lancé à toutes les personnes de sensibilité de gauche, dans l'ensemble des communes déléguées de Port-Jérôme-sur-Seine, afin de permettre l'émergence d'une liste en 2026.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[À Yvetot, Dominique Taladun Chauvel propose une liste de « droite unie » pour les municipales 2026](#)

[Rives-en-Seine : plus d'une heure d'attente pour le vide-hôtel du Normandie](#)

[Après la tempête Goretti, la vigilance reste de mise en forêt de Brotonne sur les sentiers pédestres](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Port-Jérôme-sur-Seine \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Lillebonne](#)



[Nuages, pluie et températures douces... Que vous réserve la météo en Seine-Maritime et dans l'Eure ?](#)





[À Yvetot, Dominique Taladun Chauvel propose une liste de « droite unie » pour les municipales 2026](#)



Video

[À Port-Jérôme-sur-Seine, la gauche cherche encore ses candidats pour 2026](#)



[Rives-en-Seine : plus d'une heure d'attente pour le vide-hôtel du Normandie](#)





[Après la tempête Goretti, la vigilance reste de mise en forêt de Brotonne sur les sentiers pédestres](#)



[« La deuxième plus forte tempête en 50 ans » : plus de 100 arbres centenaires décimés au château d'Ételan](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

La conseillère d'opposition mène la liste « Saint Léger autrement »



Maryline Mérienne et Maud Vaubailon sont candidates avec la liste «Saint Léger Autrement».

Conseillère municipale d'opposition depuis 2020, Maud Vaubailon, a décidé de présenter une liste pour les élections municipales des 15 et 22 mars prochains, à Saint-Léger-du-Bourg-Denis. Dans sa démarche, elle est accompagnée par Maryline Mérienne qui est fortement investie dans le monde associatif et qui est la secrétaire du club local de football.

Maison des jeunes

Agée de 42 ans, Maud Vaubailon est responsable ressources humaines au Département. « Notre liste se veut citoyenne et sans étiquette. Elle respecte la parité hommes/femmes. Nous avons voulu que toutes les générations soient représentées, le plus jeune est âgé de 25 ans et le plus âgé a 80 ans. Nous avons décidé de nous présenter car nous ne sommes pas d'accord avec la politique actuelle et avec les orientations prises par la maire et son équipe, principalement dans le domaine social. Nous souhaitons également renforcer la sécurité », indique la tête de liste.

Sur ce dernier point lié à la sécurité, Maud Vaubailon précise : « Nous ne partageons pas du tout le point de vue du représentant du Rassemblement national qui réclame une police municipale. Sur ce sujet, nous sommes en accord avec la position de la maire actuelle, la commune n'a pas les moyens d'avoir sa propre police municipale, c'est pourquoi nous souhaitons maintenir le lien que nous avons actuellement avec la police nationale » .

Le programme de la liste « Saint Léger autrement » se décline en trois axes principaux : plus de démocratie, plus de solidarité et plus d'écologie. « Nous souhaitons développer la démocratie participative, soutenir les associations, placer l'humain au cœur de nos préoccupations, assurer la sécurité des citoyens,

préserver notre environnement, créer une maison des jeunes et développer la solidarité » complète Maud Vaubillon.

Municipales au Havre. Sécurité, propreté, emploi, stationnement... Franck Keller est à la tête de liste UDR-RN

8–10 minutes

Au Havre, Franck Keller sera en tête de la liste soutenue par l'Union des Droites pour la République et le Rassemblement national aux élections municipales 2026. Présentation.

Sur le même thème

[Eric Ciotti](#)

[Jordan Bardella](#)

[Municipales 2026](#)



Au Havre, Franck Keller (à droite) sera en tête de la liste soutenue par l'UDR et le RN aux élections municipales 2026. (©VL/76actu)

Par [Vanessa Leroy](#) Publié le 19 janv. 2026 à 9h47

Sur le marché des Halles, au [Havre](#), **Franck Keller**, pantalon ocre et veste marine, avance en toute décontraction, tracts en main, en ce dimanche 18 janvier 2026. Sur ceux-ci, figurent son visage mais aussi ceux de Jordan Bardella, président du **Rassemblement**

national, et Éric Ciotti, fondateur de l'**Union des Droites pour la République**, qui l'a encouragé à se présenter.

Conseiller municipal délégué à l'Urbanisme à la mairie de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) jusqu'en mars même s'il n'y a plus de réunion de l'assemblée depuis décembre 2025, ce dirigeant d'entreprise, marié et père de quatre enfants, sera en effet la **tête de la liste soutenue par l'UDR** – parti pour lequel il est représentant pour la Normandie – **et le RN** lors des prochaines **élections municipales** dans la cité Océane les [15 et 22 mars 2026](#).

« Mon mandat d'élu à Neuilly m'a apporté l'expérience de la gestion d'une commune surtout sur les aspects de la propreté, de la sécurité et de l'amélioration du cadre de vie. C'est ce dont les habitants du Havre ont besoin aujourd'hui », explique-t-il.

Des points communs avec Édouard Philippe ?

Franck Keller possède au moins **trois points communs avec Édouard Philippe**, maire depuis 2010 et candidat à sa réélection. Tout d'abord, ils ont peu ou prou le même âge – 54 ans pour le premier et 55 ans pour le second –, ensuite on les repère aisément dans la foule du fait de leur grande taille.

Autre élément de concordance entre les deux hommes politiques : **tous deux ne sont pas nés au Havre** – à Bordeaux pour Franck Keller et à Rouen pour Édouard Philippe – mais y ont des attaches familiales. « Ma grand-mère et mon père ont grandi au Havre », répète-t-il à qui veut l'entendre. Malgré tout, le jeu des ressemblances s'arrête là.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Franck Keller dresse « le vrai bilan d'Édouard Philippe à la mairie »





Une partie de la liste UDR-RN conduite par Franck Keller et nommée « Le Havre D'abord. Les Havrais toujours ! ».

(©VL/76actu)

Dans leur tout dernier tract distribué sur les marchés ces jours-ci, **Franck Keller et son équipe « de 60 personnes »** – de 18 à 73 ans venant de différents quartiers, de différentes origines et différents horizons professionnels (dont d'anciens adhérents Les Républicains) – écrivent une phrase choc dressant, disent-ils, « **le vrai bilan d'Édouard Philippe à la mairie** ».

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Et d'y citer plusieurs articles de presse faisant **référence à l'actuel maire du Havre** : « Enquête pour détournement de fonds publics », « Insécurité en hausse : trafic de drogue, rodéos, agressions... », « Logements HLM insalubres », « Taux de chômage très élevé », etc. Selon les co-listiers UDR-RN, « les Havrais ne peuvent pas se permettre de perdre six ans de plus ».

L'accueil est très bon. On sent que les personnes rencontrées veulent du changement. Beaucoup ont voté Édouard Philippe aux dernières municipales et sont déçues.

Sur le terrain, **le dialogue s'instaure facilement** avec les clients du marché, loin des précédentes campagnes électorales du parti créé par Marine Le Pen. Certains électeurs ont d'ailleurs déjà un avis sur leur vote. « Je pense voter RN, confie Loran, 26 ans. Au Havre, nous avons besoin d'une politique plus ferme. »

La sécurité, un sujet qui revient régulièrement dans la bouche des personnes croisées. « Au Havre comme dans les autres villes de l'agglomération, il n'y a pas assez de police. C'est impératif », estime Muriel, qui étudiera également les propositions des différents candidats en matière de **propreté et de stationnement**.

Le programme communiqué mi-février

« L'une de nos priorités, c'est d'**améliorer le cadre de vie en général**. » Et de citer notamment le **logement social**, la

propreté...

Quand on quitte les 100 mètres autour de l'hôtel de ville, c'est sale. Il y a des quartiers qui sont totalement à l'abandon où les débris restent des mois.

Autre point essentiel : **la sécurité**. Selon le candidat, « l'augmentation de l'insécurité est massive au Havre : cambriolages, drogue... ». N'en déplaise aux [chiffres officiels communiqués par l'État](#) chaque année. « La réponse du maire, c'est de dire que les statistiques n'augmentent pas mais on dissuade les habitants de porter plainte, donc ces faits ne rentrent pas dans les stats », rétorque Franck Keller. Pour lui, il ne faut **pas dépenser plus, « mais mieux »**.

Troisième au rang des priorités : **l'emploi**. « La ville a un taux de chômage colossal, les commerces ferment, il y a une perte de populations depuis plusieurs années. Tout cela va ensemble. Nous ferons des propositions dans notre programme. » **Un programme** que la tête de liste annonce « extrêmement détaillé » qui sera **rendu public à la mi-février**. et élaboré en collaboration avec la population : « Nous avons beaucoup discuté avec les Havrais depuis un an. »

On peut d'ores-et-déjà annoncer **quelques mesures phare** qui feront partie des propositions de la liste UDR-RN comme la **fin de la sulfateuse à PV** ou [voiture Lapi](#) – un système « scandaleux » – ou encore le **stationnement gratuit chaque samedi dans toute la ville**.

La promesse d'emménager « à temps complet » avec sa famille

Autre point primordial aux yeux du candidat : « Un maire et l'équipe municipale doivent être dans leur ville pour **faire de la proximité avec la population** », martèle Franck Keller.

Aujourd'hui, j'ai un pied à terre au Havre pour le week-end et les vacances. Demain, si je suis élu maire, j'habiterai à temps complet avec mes enfants et ma femme au Havre.

« Édouard Philippe vit à Paris et n'a jamais scolarisé ses enfants au Havre, avance le candidat de droite. Nous avons un maire qui a d'autres ambitions, c'est son choix et c'est louable. »

Son slogan mentionné sur l'affiche aux couleurs bleu-blanc-rouge est on ne peut plus clair : « Le Havre d'abord. Les Havrais

toujours ! » Reste à savoir s'il séduira les électeurs.

Pour rappel, voici les autres candidatures déclarées pour les Municipales 2026 au Havre :

[Municipales au Havre : Jean-Paul Lecoq sera bel et bien le candidat de la Gauche réunifiée](#)

Le député de gauche, élu de l'opposition havraise, déclare officiellement sa candidature à la Mairie du Havre : Jean-Paul Lecoq est désigné tête de liste du Front populaire havrais

[Après la présidentielle, Édouard Philippe se présente \(aussi\) aux élections municipales du Havre](#)

Le maire du Havre Édouard Philippe a annoncé qu'il serait bel et bien candidat aux prochaines élections municipales en 2026.

[Municipales au Havre : Sophie Zarifian sera la tête de la liste Le Havre en Débat](#)

La liste citoyenne Le Havre en Débat sera emmenée, sans surprise, par celle qui a créé ce mouvement citoyen au Havre il y a un an, via des vidéos sur les réseaux : Sophie Zarifian.

[Élections municipales 2026 au Havre : qui est Charlotte Boulogne, la candidate LFI ?](#)

La section locale de la France Insoumise a investi Charlotte Boulogne, 28 ans, Havraise engagée, pour mener la liste insoumise aux élections municipales de mars 2026. Rencontre.

[« Au lieu de subir les élections », des citoyens se préparent pour les municipales au Havre](#)

Le Havre est à vous prépare une liste pour les élections municipales 2026. Sans étiquette politique, ils souhaitent créer leur programme avec les habitants.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Politique : Édouard Philippe en légère hausse, Sébastien Lecornu stable, selon BVA

Stéphane SIRET

4–5 minutes

Selon le baromètre mensuel BVA-Cesi école d'ingénieurs pour La tribune dimanche, le maire du Havre, en lice pour la présidentielle de 2027, voit sa cote remonter après un trou d'air.



Publié: 18 Janvier 2026 à 15h03 Temps de lecture: 2 min

Si Édouard Philippe devenait président de la République l'année prochaine, 21 % des Français seraient satisfaits, selon un sondage BVA-Cesi école d'ingénieurs paru dimanche 18 janvier 2026 dans [La tribune](#). Étrange résultat alors que le maire du Havre, s'il était à l'Élysée, aurait été élu avec une majorité des voix, mais un sondage n'est qu'une photographie de l'opinion à l'instant « T ».

Trois hommes et un mouchoir de poche

À une quinzaine de mois de l'échéance, le tout premier candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2027 voit en tout cas sa cote remonter de trois points dans ce baromètre mensuel. Sorte d'inversement de la courbe après avoir connu un gros trou d'air alors qu'il caracola en tête de toutes les études d'opinion durant des mois.

Aujourd'hui distancé par Jordan Bardella, Marine Le Pen et Marion Maréchal, Édouard Philippe se trouve à un niveau équivalent à celui de Gérald Darmanin (22 %), le garde des Sceaux, et de l'ancien Premier ministre Gabriel Attal (22 %). Les trois hommes sont dans un mouchoir de poche et, selon *La Tribune dimanche*, les deux anciens locataires de Matignon bénéficieraient en priorité

du soutien du bloc central (56 % pour Édouard Philippe, 52 % pour Gabriel Attal) alors que Gérald Darmanin aurait davantage les faveurs des militants LR.

Autre personnalité normande apparaissant dans ce baromètre mensuel, l'ancien président de la République François Hollande. Il est à 18 % de bonnes opinions. Avec un gain de quatre points en un mois, il est aussi la première figure de gauche, juste devant Raphaël Glucksmann.

Pas de sanction pour Sébastien Lecornu

À noter par ailleurs qu'en ce qui concerne le couple exécutif, le Premier ministre, Sébastien Lecornu, est stable à 29 % d'opinions favorables sur son action tandis que le chef de l'État est à 18 %.
Commentaire du sondeur Brice Teinturier : « *Le Premier ministre n'a, pour l'instant, pas subi de sanction liée à la longue séquence budgétaire* ». Les prochains jours s'annoncent déterminants.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[La Belgique offre au Havre son fonds du Centre de documentation Raymond Queneau](#)

[Football – HAC : mais qu'il vaut de l'or, ce point gratté au Roazhon Park !](#)

[Football – Ligue 1 : enfin dans la lumière, Lionel Mpasi a été éblouissant](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre Vernon \(Eure\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





[La Belgique offre au Havre son fonds du Centre de documentation Raymond Queneau](#)



[Football – HAC : mais qu'il vaut de l'or, ce point gratté au Roazhon Park !](#)



[Football – Ligue 1 : enfin dans la lumière, Lionel Mpasi a été éblouissant](#)





[Football – Ligue 1 : le HAC fait le coup presque parfait face au Stade Rennais](#)



[Football – Ligue 1. Avec ou sans les recrues ? Le « onze » du HAC dévoilé](#)



[Près du Havre, une famille subit deux incendies de maison en moins de 48 heures](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Procès du RN : les élus normands Nicolas Bay et Timothée Houssin entendus lundi 19 janvier par les juges

V. G. et ST. S.

4–6 minutes

Après l'ancien élu normand Fernand Le Rachinel, entendu jeudi 15 janvier 2026, c'est au tour des élus Nicolas Bay et Timothée Houssin. Ils seront devant la cour d'appel aujourd'hui, lundi 19 janvier 2026.



Ancien élu normand et ex-imprimeur du FN, Fernand Le Rachinel a été entendu jeudi 15 janvier 2026 par les juges de la cour d'appel. - AFP

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Par V. G. et ST. S.

Publié: 19 Janvier 2026 à 07h07 Temps de lecture: 2 min

Ouvert depuis mardi 13 janvier 2026, le procès en appel de Marine

Le Pen et de onze autres élus, anciens élus et assistants parlementaires dans l'affaire dite des assistants au Parlement européen, entame une nouvelle étape. [Les deux élus normands](#) qui ont décidé de faire appel de leur condamnation en première instance seront entendus lundi 19 janvier 2026 par la cour d'appel de Paris.

« Plus équitable, moins politisé »

En mars dernier, Timothée Houssin, 37 ans, député RN de l'Eure depuis 2022, conseiller régional de Normandie et ancien assistant parlementaire de Nicolas Bay, avait été condamné pour recel de détournement de fonds publics à six mois de prison avec sursis et à une peine d'un an d'inéligibilité sans exécution provisoire. Le parquet national financier avait requis contre lui dix mois de prison avec sursis une peine d'un an d'inéligibilité avec exécution provisoire et 10000 euros d'amende.

Comment Timothée Houssin, qui se prépare par ailleurs à entrer en campagne aux Andelys à l'occasion des élections municipales des 15 et 22 mars, aborde-t-il cette journée devant les juges ? Fidèle à la ligne de défense du RN – Marine Le Pen a reconnu la semaine dernière la plausibilité d'une faute – l'élu eurois explique à *Paris Normandie* qu'il « *espère que le procès sera plus équitable et moins politisé qu'en première instance* ». Après quatre jours de débats la semaine dernière, « *il me paraît pour le moment plus équilibré. La présidente semble plus à l'écoute.* »

Nicolas Bay, 48 ans, sera entendu lui aussi ce lundi 19 janvier. En mars dernier, le député européen, ex-membre du FN et de Reconquête, le parti d'Eric Zemmour, avait été condamné à douze mois de prison, dont six avec bracelet électronique et à trois ans d'inéligibilité avec exécution provisoire. Il a été également condamné à payer 800 euros d'amende. Le procureur avait requis contre lui 18 mois de prison dont six mois ferme et 30000 euros d'amende. Depuis, Nicolas Bay a été contraint à quitter le conseil régional où il siégeait depuis des années. Il a été remplacé par Patrice Martin, député RN de la 6e circonscription de la Seine-Maritime.

« Je signais et c'est tout »

Un autre Normand est lui aussi de retour devant les juges depuis la semaine dernière. Ancien imprimeur du Front national, le Manchois Fernand Le Rachinel, 83 ans, ancien député européen et ex-

conseiller régional de Basse-Normandie, a été condamné le 31 mars 2025 à une peine de deux ans d'emprisonnement assortie du sursis et à une peine d'amende délictuelle à hauteur de 15 000 euros, ainsi que la privation de son droit d'éligibilité pendant trois ans à titre de peine complémentaire.

Il a été entendu le jeudi 15 janvier. Devant les juges, il a expliqué qu'il « *ne pense pas avoir commis d'infraction dans le contexte de l'époque.* » Et lorsque la présidente lui demande s'il n'a pas trouvé étrange de signer des contrats pour des personnes qui ne travaillaient pas pour lui, l'ex-élu répond que « *l'administratif, ça m'échappait. Je signalais et c'est tout. Si j'avais su que vingt ans après je serai condamné, je ne l'aurais pas fait.* »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Aux assises à Rouen, un jeune homme tué par méprise en pleine rue](#)

[Du Havre à Gaza, l'aide humanitaire tente de se frayer un chemin](#)

[« Les Iraniens n'ont que leur courage »](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Dérobé par les Nazis, un fragment de la Tapisserie de Bayeux restitué par les autorités allemandes

Écrit par Pierre-Marie Puaud

5-7 minutes

Des petits morceaux de tissu prélevés sur l'œuvre millénaire en 1941 ont été remis à la France lors d'une cérémonie solennelle le mercredi 14 janvier à Bayeux. Ils ont été retrouvés par hasard en 2023 dans un fonds d'archives en Allemagne.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Les fragments sont modestes, voire minuscules. Quelques morceaux de tissus sont enfermés sous une plaque de verre. Une légende manuscrite indique : "Bayeux untergrund" (Fonds Bayeux). Ils ont été découverts fortuitement à la fin de l'année 2023 dans les Archives du Schleswig-Holstein au nord de l'Allemagne.

[Les fragments de la tapisserie de Bayeux retrouvés en 2023 • © Archives du Schleswig-Holstein](#)

"Pour les archives du Schleswig-Holstein, cette plaque de verre avec des fragments de tissu de la Tapisserie de Bayeux est le fruit du pillage nazi", explique son directeur Rainer Hering. "La restitution aux anciens propriétaires constitue une part de la justice historique".

[Cérémonie de restitution de fragments de la Tapisserie de Bayeux le 14 janvier 2026 • © France Télévisions](#)

Ces fragments ont été officiellement remis au préfet du Calvados,

le représentant de l'État, propriétaire de la Tapisserie, au cours d'une cérémonie qui s'est tenue le mercredi 14 janvier 2026 à l'hôtel de ville de Bayeux.

Cet échantillon de textile dormait dans un carton depuis plus de 80 ans. Jusqu'à sa mise au jour, personne n'en soupçonnait l'existence. Ce n'est qu'au mois de mars 2025 que le service des archives du Schleswig-Holstein a annoncé cette découverte : *"Dans les papiers personnels du célèbre archéologue textile Karl Schlabow (1891-1984), une plaque de verre contenant des fragments de la tapisserie de Bayeux a été trouvée lors d'un travail de catalogage"*.

[Le fragment de la Tapisserie de Bayeux a été retrouvé dans les archives de Karl Schlabow, l'homme qui porte la blouse blanche sur cette photo prise à Bayeux en 1941. • © Bayeux Museum](#)

En juin 1941, une délégation fut envoyée à Bayeux afin d'étudier la Tapisserie pour le compte de [l'organisation SS Ahnenerbe](#). Les Nazis avaient aussi dépêché un photographe, un peintre spécialiste de la couleur et un archéologue. Karl Schlabow, l'auteur présumé du prélèvement, était un spécialiste des textiles anciens.

"La motivation était évidemment idéologique", explique Clémentine Paquier-Berthelot, chargée des recherches documentaires au musée de la Tapisserie de Bayeux. Les Normands, descendant de peuples scandinaves, incarnaient une certaine pureté aryenne aux yeux du régime nazi et la Tapisserie relate la conquête de l'Angleterre que le Fuhrer rêvait aussi d'envahir...

Peu après cette visite, l'œuvre millénaire fut mise à l'abri. *"Le 19 août 1941 la Tapisserie est transférée en camionnette vers le dépôt des Musées Nationaux de Saurches (Sarthe), raconte le musée sur [son site internet](#). Elle y demeure jusqu'au 26 juin 1944. Face à l'avancée des alliés et sur réquisition des autorités allemandes, elle est envoyée à Paris au Musée du Louvre"*. Les scientifiques nazis ne purent pas mener leur étude jusqu'à son terme et après la guerre, leurs travaux tombèrent dans l'oubli.

[Des scientifiques du régime nazi sont venus à Bayeux en 1941 afin d'ausculter la Tapisserie. La guerre a eu raison de leurs travaux : l'étude n'a jamais pu être publiée. • © Musée de Bayeux](#)

D'où provient ce fragment ? Où a-t-il été prélevé sur la Tapisserie ? S'agit-il d'un authentique échantillon de tissu millénaire ? Le mystère demeure. Ce n'est qu'un petit morceau de textile vierge,

dénué de couleur et qui ne porte pas la moindre trace de broderie en laine, *"mais il fait partie de l'histoire de l'œuvre"*, souligne aujourd'hui Antoine Vernet, le conservateur des musées de Bayeux.

La Tapisserie doit être prêtée à la Grande-Bretagne à partir de cet été afin d'être exposée au British Museum. Elle reviendra en France en 2027 pour intégrer le nouveau musée dont les travaux viennent de commencer à Bayeux. Les fragments exhumés en Allemagne devraient pouvoir y être exposés. À côté de l'œuvre monumentale, ils ne prendront pas trop de place.

Les services économiques de l'État fortement incités à renforcer leur collaboration territoriale

Par *Philippine Ramognino*

4–5 minutes

Crise énergétique, enjeux géopolitiques, transformations numériques... Face aux défis contemporains, le gouvernement a décidé de redéfinir les missions liées au développement économique assurées par les services économiques de l'État (SEER), en adaptant le cadre dans lequel ils déploient leurs actions. Une [circulaire](#) signée le 14 janvier par le ministre de l'Économie, Roland Lescure, détaille ses modalités et justifie ces évolutions au regard du contexte national et international impactant directement les politiques publiques de développement économique.

Pour rappel, les SEER ont vu le jour à la suite de la circulaire du Premier ministre du 12 juin 2019 relative à la mise en œuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'État. L'idée était qu'ils puissent décliner les politiques publiques de développement économique à l'échelle locale, en prenant en compte les enjeux spécifiques des territoires. En tant que services déconcentrés, ils exercent au sein des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets). Ils agissent sous l'autorité des préfets de région tout en travaillant avec les préfets de département sur un nombre restreint de priorités stratégiques dites d'intérêt national. Ce sont ces missions qui sont désormais amenées à évoluer.

Rôle d'alerte auprès des préfets

Le premier objectif sur lequel ils devront se concentrer est l'accompagnement du développement et des filières des entreprises stratégiques. *“Les SEER sont chargés d'informer et d'alerter les préfets sur les difficultés rencontrées par les*

entreprises, sur les menaces de sécurité économique, ainsi que sur les enjeux d'implantation", relate la circulaire. Ces agents doivent également recueillir les orientations définies par le préfet pour les mettre en œuvre et surtout veiller à l'articulation de l'ensemble des politiques publiques de l'État pour aider les projets structurants des entreprises.

Sans surprise, on retrouve ensuite les ambitions affichées par Bercy depuis quelques années, soit l'accompagnement de la transition écologique de l'industrie et la réindustrialisation de manière générale. Les SEER sont également missionnés pour contribuer à l'animation de la politique régionale d'innovation et de transformation numérique des entreprises, assurer la prévention des difficultés et le traitement de leur restructuration et contribuer à la préservation de la sécurité et de la souveraineté économiques.

Pour plus de collaboration

La même année de la création des SEER, en 2019, la direction générale des entreprises (DGE) a opéré une "profonde transformation" de ses services centraux, qui a notamment promu le "mode-projet" en matière d'organisation du travail. Une évolution des logiques de travail qui a conduit à *"un net renforcement des relations entre la DGE et les SEER"*, relate la circulaire.

Cette collaboration prend la forme d'une liste de projets prioritaires communs, régulièrement actualisée, et a fait l'objet d'un nouveau système d'information, "Suivi-Entreprises", déployé en novembre dernier pour faciliter les échanges d'informations entre la DGE et les services déconcentrés.

Lire aussi : [400 initiatives en "mode projet" recensées à la DGE au second semestre 2025](#)

Au-delà de la DGE, la nouvelle circulaire invite les SEER à entretenir leurs relations avec différentes instances.

Sont mentionnés les secrétaires généraux aux affaires régionales (Sgar), les autres services de la Drets et des DDETS afin de faire émerger des synergies en interne. Les agents sont également sommés d'approfondir leurs relations avec les autres services de l'État, et notamment de favoriser *"les implications communes avec les services de la Dreal"*.

Par ailleurs, dans un souci de partage de données, Bercy invite les SEER à faire émerger des relations avec les opérateurs de l'État afin de contribuer au déploiement et à la conception des politiques

de soutien. Enfin, la loi NOTRe mettant au centre du jeu le conseil régional, désigné chef de file sur cette compétence, et l'intercommunalité comme autorité organisatrice du développement économique local, le SEER devra désormais travailler en étroite collaboration avec ces échelons, tout en veillant à *“la bonne articulation entre les politiques publiques nationales et régionales et intercommunales”*.

Titularisation des apprentis en situation de handicap : un dispositif pertinent mais peu mobilisé

Marie Malaterre

4–5 minutes

Alors que le projet de loi de sécurisation du droit de la fonction publique comporte un texte visant à *“renforcer l’inclusion dans la fonction publique en sécurisant l’accès des apprentis en situation de handicap à l’emploi public”*, l’administration a présenté, dans le cadre du Conseil commun de la fonction publique qui s’est tenu lundi 13 janvier, une série de données sur la question. Il s’agit plus précisément d’un bilan de l’expérimentation prévue par la loi de la transformation de la fonction publique du 6 août 2019, portant sur la titularisation des apprentis en situation de handicap.

L’article 3 du projet de loi de sécurisation du droit de la fonction publique entend pérenniser cette procédure de titularisation alors que l’expérimentation a pris fin le 6 août 2025. L’objectif est, après évaluation des compétences de l’apprenti par une commission, de faire intervenir la titularisation dans un délai maximum de deux ans suivant la fin du contrat d’apprentissage avec l’ambition, notamment, d’élargir le vivier d’apprentis susceptibles de bénéficier de la mesure.

Lire aussi : [Fonction publique : l'ambition d'une grande loi remplacée par des mesures urgentes](#)

La direction générale de l’administration et de la fonction publique (DGAFP) a donc présenté un bilan réalisé à partir de différentes enquêtes menées auprès des employeurs des trois versants entre 2022 et 2025. Après plusieurs années de mise en œuvre, le dispositif semble connu des employeurs publics qui *“le considèrent comme un outil de gestion des ressources humaines pertinent permettant de valoriser l’investissement consenti pendant l’apprentissage et de fidéliser les agents déjà acculturés aux missions et aux valeurs du service public”*, détaille l’administration.

Pour autant, les chiffres communiqués par la DGAFP font état de taux de titularisation encore très modestes. Pour la fonction publique d'État, sur 89 apprentis bénéficiaires de l'obligation d'emploi recrutés en 2021, 10 ont été titularisés, 12 sur 104 en 2022, 15 sur 80 en 2023, 7 sur 126 en 2024 et 10 sur 74 en 2025. Dans le versant hospitalier, on dénombre entre 3 et 4 apprentis titularisés par an depuis 2020.

Concernant la fonction publique territoriale, la direction générale des collectivités locales (DGCL) a interrogé l'ensemble des collectivités et intercommunalités en 2022, soit à mi-chemin de l'expérimentation. Il en ressort que 44 des 2 200 collectivités affirment avoir mis en œuvre le dispositif, soit seulement 2 % d'entre elles.

Des freins à la mise en œuvre

Au final, l'appropriation du dispositif, même s'il est en progression, est encore limité. Mais l'administration l'assure, *“les employeurs publics considèrent que malgré un déploiement encore faible, ce dispositif s'inscrit progressivement parmi les voies de recrutement des agents en situation de handicap. Sa notoriété grandissante, le développement des campagnes d'information pour faire découvrir les métiers de la fonction publique et la modalité d'accès aux candidats concernés et les retours d'expériences issus des réponses aux questionnaires laissent présager d'une augmentation des titularisations dans les années à venir”*.

Pour expliquer la faible appropriation du dispositif, les employeurs avancent la combinaison de plusieurs facteurs. En premier lieu, les viviers d'apprentis bénéficiaires de l'obligation d'emploi restent restreints ; les employeurs publics sont nombreux à mettre en avant leurs difficultés à attirer les candidatures d'apprentis en situation de handicap. Dans la fonction publique d'État, les profils recherchés sont souvent très qualifiés et sur des métiers spécialisés (par exemple dans l'IT) or l'accès à l'enseignement supérieur reste difficile pour une partie des jeunes en situation de handicap ce qui limite leur présence dans ces filières.

Autre frein identifié, quand les apprentis bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont accueillis dans les administrations, il n'est pas toujours possible de leur proposer un contrat correspondant à leur qualification, faute de poste vacant dans le service. De plus, certains préfèrent poursuivre leurs études ou ne souhaitent pas

rester dans l'administration d'accueil à l'issue de leur apprentissage.

L'ANCT publie un guide pratique pour sensibiliser et former les élus au numérique

Par Victoria Beurnez

4–5 minutes

Comment conjuguer les nouveaux enjeux numériques et les priorités de son mandat local ? Pour aider les élus à s'emparer de ces sujets, parfois laissés de côté par manque de temps, de moyens humains et financiers ou encore de sensibilisation, l'Incubateur des territoires de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) est en train de finaliser son "[guide pratique du numérique](#)" à destination des élus, fondé sur les retours d'expérience recueillis auprès des collectivités et des partenaires.

"D'une part, élus et agents expriment une volonté forte de mieux travailler ensemble, malgré un contexte souvent contraint : manque de temps, éloignement des usages numériques, priorités multiples", précise l'ANCT en introduction de ce document d'une quarantaine de pages. "D'autre part, les agents soulignent un besoin récurrent de sensibilisation des élus sur des sujets structurants tels que la cybersécurité, la protection des données personnelles ou le cadre légal des signatures électroniques". Pour proposer une vision exhaustive de ce que doit être le numérique aujourd'hui dans les territoires, le guide déploie quatre axes : "acter une stratégie", "sécuriser ses pratiques", "parfaire sa communication" et "gérer les données".

Lire aussi : [Seules un quart des collectivités ont formulé une feuille de route numérique](#)

Le premier axe met l'accent sur la mutualisation, la définition d'un plan à long terme de la stratégie numérique, le renforcement de la résilience et regarde également du côté du numérique responsable. *"Construire un plan numérique adapté à sa collectivité nécessite du temps, de l'investissement et des compétences. Un premier réflexe est de vous entourer",* est-il proposé aux élus. La mutualisation est

avancée comme un moyen de *“renforcer l’efficacité tout en maîtrisant les coûts, favoriser le partage de bonnes pratiques et éviter la duplication des efforts”*, tout en détaillant les différentes formes qu’elle peut prendre : groupement de commandes, mutualisation de services ou partage d’un poste technique.

Cyberattaques, hygiène numérique

Sur la sécurisation des pratiques, le guide revient sur les habitudes essentielles d’une bonne hygiène numérique, à savoir la sécurisation des mots de passe, la création d’une identité numérique fiable, les questions de signatures électroniques, ou encore l’utilisation d’une messagerie professionnelle.

Le guide rappelle aussi les premiers gestes nécessaires pour identifier et réagir à une cyberattaque, avec les services et ressources mis à disposition des élus pour y parvenir. Et en matière de cybersécurité, la question de la protection des données est aussi mise en avant. En rappelant, avant tout, un chiffre : seules 52,1 % des communes ont désigné un délégué à la protection des données, quand bien même elles y sont tenues légalement.

“Les collectivités ont encore du chemin à parcourir pour mieux se conformer au droit des données à caractère personnel et respecter leurs obligations légales”, constatent les auteurs du guide.

Pour aller plus loin dans ces bonnes pratiques, le guide rappelle quelques règles fondamentales en matière de gestion et d’archivage de fichiers, ou encore l’intérêt de l’utilisation de la Base adresse nationale (BAN).

Lire aussi : [Des opérateurs d’accompagnement des collectivités veulent mutualiser les forces sur le numérique](#)

Enfin, des conseils liés à d’autres pratiques numériques sont également disponibles, tels que la prise de rendez-vous en ligne, le pilotage des interventions techniques ou encore le partage et la gestion de bases de données. À noter que ce guide est encore en cours de finalisation : un webinaire de présentation, à destination des élus et réalisé par l’ANCT, aura lieu le 22 janvier.